RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

NOVEMBRE 2022

Publié le 29/11/2022

Mission Coordination Générale et Vie Institutionnelle
Service des assemblées
8, Boulevard Halidi Sélémani - B.P. 101 – 97600
MAMOUDZOU - Internet : http://www.cg976.fr
Siret : 22985000300018550

S O M M A I R E

NOVEMBRE 2022

- **Assemblée Plénière du 22 NOVEMBRE 2022**

N°DL_AP2022_0266	Validation du montant prévisionnel des travaux (phase APD) et du coût prévisionnel global du projet de construction de la piscine olympique départementale
N°DL_AP2022_0267	validation du marché de Maîtrise d'œuvre proposé par jury de concours du 1er juin 2022 pour le projet de construction de la cité administrative de Coconi
N°DL_AP2022_0268	Attribution d'une subvention au Centre Universitaire de Mayotte pour l'organisation du colloque « Pour un nouveau droit des Outre-mer du XXIè siècle »
N°DL_AP2022_0269	Transfert de maitrise d'ouvrage pour l'aménagement du front de mer de Mamoudzou
N°DL_AP2022_0270	Vente des parcelles AX 727 Titre 1689, AX 890 Titre 1689 et AX 932 Titre 4177 sises commune de MAMOUDZOU au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension
N°DL_AP2022_0271	Désignation de deux représentants du Conseil départemental à la Commission Académique sur l'enseignement des Langues Vivantes Etrangères (CALVE)
N°DL_AP2022_0272	Décision modificative n°1 du budget primitif 2022 pour le budget principal, le budget annexe Santé et Protection de l'Enfance et le budget annexe STM
N°DL_AP2022_0273	Attribution d'une aide exceptionnelle aux transporteurs scolaires
N°DL_AP2022_0274	Octroi de mer applicable dans le Département de Mayotte
N°DL_AP2022_0275	Motion présentée par Monsieur le Président du Conseil départemental relative à une demande à l'État de recensement du nombre d'habitant réel résidant sur le Département de Mayotte dès 2023
N°DL_AP2022_0276	Missions des élus
N°DL_AP2022_0277	Avis du Conseil Départemental de Mayotte sur le projet de décret portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales
N°DL_AP2022_0278	Augmentation de la participation du conseil départemental pour la subvention d'équilibre du STM

N°DL_AP2022_0279	Venue à Mayotte de deux (2) représentants du Ministère de l'Information, de la Culture des Arts et des Sports de la République de la Tanzanie, dans le cadre d'une mission d'expertise et d'échanges et en vue de la préparation du déplacement du Président conseil départemental de Mayotte en Tanzanie pour la signature des conventions cadres et thématiques
N°DL_AP2022_0280	Modifiant la délibération n°DL-AP2021-0239-B relative à la désignation des représentants du conseil départemental au sein du conseil d'administration de la SPL976
N°DL_AP2022_0281	Conclusion d'un bail à construction des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou au profit du Rectorat de Mayotte dans le cadre du projet de construction du Collège d'Excellence Sportive de Cavani-Stade

- **ARRETES**

279/MCGVI/CD/2022	Délégation de fonction et de signature à Madame Zamimou AHAMADI à la Présidence de la Commission de délégation de service public
280/MCGVI/CD/2022	Délégation de signature à Monsieur Maoulana ANDJILANI, Directeur Général Adjoint pour assurer les fonctions de directeur général des services du conseil départemental. Par remplacement
281/MCGVI/CD/2022	Désignation de Mme Bibi CHANFI en qualité de Présidente déléguée et rapporteur de la Commission Finances et Affaires européennes

Assemblée Plénière

Réunion du 22 Novembre 2022

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220266-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0266

Relative à la validation du montant prévisionnel des travaux (phase APD) et du coût prévisionnel global du projet de construction de la piscine olympique départementale

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 01/07/2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL-CP2021_0187 de la commission permanente du 25 mai 2021 relative à la validation du programme de construction de la piscine olympique départementale ;
Vu la délibération n°DL-CP2021_0125 de la commission permanente du 12 avril 2021, relative à la validation du marché de Maîtrise d'œuvre proposé par jury de concours du 4 février 2021 pour le projet de construction de la piscine olympique départementale ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220266-DE

Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-01474 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier du 17 novembre 2022 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider le coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage sur la base des études d'Avant-projet Définitif pour la construction de la piscine olympique départementale de Mayotte : **28 676 900,00 € HT** (*Valeur Mai 2022*) ;

Article 2 : de valider la réévaluation du coût prévisionnel de l'opération (montant des travaux, honoraires du maître d'œuvre et autres études, divers, aléas, révisions) s'élevant à **35,7 M€ HT** ;

Article 3 : de solliciter des co-financements pour la réalisation des études techniques et des travaux ;

Article 4 : d'imputer cette dépense sur le chapitre 23 du budget du Conseil départemental de Mayotte ;

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer les marchés d'études et de travaux à venir, et tous les actes relatifs à la bonne exécution de cette opération ;

Article 6 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220267-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0267

Relative à la validation du marché de Maîtrise d'œuvre proposé par jury de concours du 1er juin 2022 pour le projet de construction de la cité administrative de Coconi

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;
Vu le décret n° 2022-9 du 5 janvier 2022 déclarant l'état d'urgence sanitaire dans certains territoires de la République
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220267-DE

Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-01534 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier du 17 novembre 2022

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider le programme de construction de la cité administrative départementale de Coconi ;

Article 2 : de valider la proposition du jury du 1er juin 2022, retenant comme lauréat le groupement **ATELIERS 2/3/4/ (mandataire) / AR.O.M. / SOCETEM / SOCETEM MAYOTTE / EBIM INGENIERIE / ALTERNATIVE / CARTE LIBRE / EODD INGENIEURS CONSEILS**, pour un montant des honoraires de :

Missions	Montants
Missions de base (forfait provisoire)	4 438 303,75 €
Missions complémentaires	445 000,00 €
Prestations supplémentaires éventuelles	601 544,80 €
Total	**5 484 848,55 €**

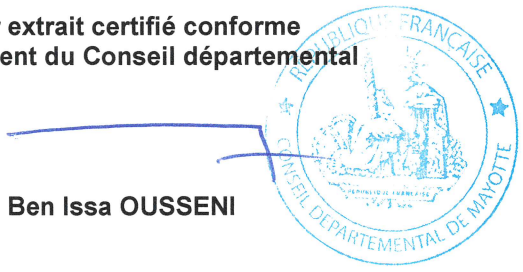
Article 3 : de solliciter des cofinancements pour la réalisation des études techniques et des travaux ;

Article 4 : d'imputer cette dépense sur le chapitre 20 du budget du Conseil Départemental de Mayotte ;

Article 5 : d'autoriser le Président du Conseil Départemental de Mayotte à signer le marché de Maîtrise d'œuvre, ainsi que les marchés d'études et de travaux à venir, et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 6 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220267-DE

MAYOTTE - CONSTRUCTION DE LA CITE ADMINISTRATIVE DE COCONI (97670)
CONCOURS - REPARTITION D'HONORAIRES ENTRE COTRAITANTS - ANNEXE XX A L'AE
Etabli le 20 avril 2022 - Révisé le 16 septembre 2022.

HORS ALEAS COVID 19 - GUERRE OU EVENEMENTS INTERNATIONAUX

DONNEES DE BASE

Estimation du montant travaux	**valeur 09/2021**	**32 500 000,00 €HT**
SDP 10.212 m² - Surface amgts ext : 4.000 m²		
Taux de base selon abaque MOP (arrondi)		8,435%
Note de complexité		**1,53**
Taux de rémunération (arrondi)		**12,91%**
Honoraires mission de base		**4 194 303,75 €HT**
Honoraires Mission de base (compris CSSI)		**4 438 303,75 €HT**
Honoraires Missions complémentaires		445 000,00 €HT
TOTAL REMUNERATION (hors PSE)		**4 883 303,75 €HT**

REPARTITION DES HONORAIRES ENTRE COTRAITANTS

	% trv	%base	TOTAL Montant €HT	ATELIERS 234 *MANDAT* Montant €HT	RESTANT A REPARTIR Montant €HT	ATELIERS 234 *ARCHITECTE URBANISTE* % rép	% trv	Montant €HT	ATELIERS 234 *PAYSAGE* % rép	% trv	Montant €HT	Sous-traitant A234 *BE SURETE URBAINE* % rép	% trv	Montant €HT	AR.O.M. *ARCHITECTE ECO+MOEX* % rép	% trv	Montant €HT	OTEIS *BET STRU FLUID VRD CSSI* % rép	% trv	Montant €HT	SOCETEM MAYOTT *MOEX LOTS TECHN. - OPC* % rép	% trv	Montant €HT	EBIM INGENIERIE *BIM MANAGER* % rép	% trv	Montant €HT	ALTERNATIVE *ACOUSTIQUE* % rép	% trv	Montant €HT	CARTE LIBRE *CUISINISTE* % rép	% trv	Montant €HT	EODD INGENIEURS CONSEILS *HQE* % rép	% trv	Montant €HT
				4%																															
MISSION DE BASE																																			
ESQ (inclus concours)	0,52%	4,00%	167 772,15	6 710,89	161 061,26	75,00%	0,37%	120 795,95	5,00%	0,02%	8 053,06	0,00%	0,00%	0,00	5,50%	0,03%	8 858,37	11,50%	0,06%	18 522,05	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	2,00%	0,01%	3 221,23	1,00%	0,00%	1 610,61	0,00%	0,00%	0,00
APS	2,06%	16,00%	671 088,60	26 843,54	644 245,06	45,10%	0,89%	290 554,52	4,00%	0,08%	25 769,80	0,00%	0,00%	0,00	8,00%	0,16%	51 539,60	40,00%	0,79%	257 698,02	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	2,10%	0,04%	13 529,15	0,80%	0,02%	5 153,96	0,00%	0,00%	0,00
APD (y/c PC)	2,19%	17,00%	713 031,64	28 521,27	684 510,37	48,70%	1,03%	333 356,55	6,00%	0,13%	41 070,62	0,00%	0,00%	0,00	9,00%	0,19%	61 605,93	33,00%	0,70%	225 888,42	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	2,50%	0,05%	17 112,76	0,80%	0,02%	5 476,08	0,00%	0,00%	0,00
PRO	1,94%	15,00%	629 145,56	25 165,82	603 979,74	43,50%	0,81%	262 731,19	6,00%	0,11%	36 238,78	0,00%	0,00%	0,00	10,00%	0,19%	60 397,97	37,00%	0,69%	223 472,50	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	2,50%	0,05%	15 099,49	1,00%	0,02%	6 039,80	0,00%	0,00%	0,00
ACT	0,90%	7,00%	293 601,26	11 744,05	281 857,21	24,50%	0,21%	69 055,02	4,00%	0,03%	11 274,29	0,00%	0,00%	0,00	30,00%	0,26%	84 557,16	37,50%	0,33%	105 696,45	2,00%	0,02%	5 637,14	0,00%	0,00%	0,00	1,00%	0,01%	2 818,57	1,00%	0,01%	2 818,57	0,00%	0,00%	0,00
VISA	1,29%	10,00%	419 430,38	16 777,22	402 653,16	16,50%	0,20%	66 437,77	4,00%	0,05%	16 106,13	0,00%	0,00%	0,00	33,00%	0,41%	132 875,54	40,50%	0,50%	163 074,53	3,00%	0,04%	12 079,59	0,00%	0,00%	0,00	2,00%	0,02%	8 053,06	1,00%	0,01%	4 026,53	0,00%	0,00%	0,00
DET	3,36%	26,00%	1 090 518,98	43 620,76	1 046 898,22	11,80%	0,38%	123 533,99	2,00%	0,06%	20 937,96	0,00%	0,00%	0,00	47,00%	1,51%	492 042,16	6,50%	0,21%	68 048,38	30,00%	0,97%	314 069,46	0,00%	0,00%	0,00	1,70%	0,05%	17 797,27	1,00%	0,03%	10 468,98	0,00%	0,00%	0,00
AOR	0,65%	5,00%	209 715,19	8 388,61	201 326,58	17,50%	0,11%	35 232,15	3,00%	0,02%	6 039,80	0,00%	0,00%	0,00	35,00%	0,22%	70 464,30	12,50%	0,08%	25 165,82	24,00%	0,15%	48 318,38	0,00%	0,00%	0,00	7,00%	0,04%	14 092,86	1,00%	0,01%	2 013,27	0,00%	0,00%	0,00
TOTAL (HT)	**12,91%**	**100,0%**	**4 194 303,75**	**167 772,15**	**4 026 531,60**	**32,33%**	**4,01%**	**1 301 697,14**	**4,11%**	**0,51%**	**165 490,45**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**23,90%**	**2,96%**	**962 341,05**	**27,01%**	**3,35%**	**1 087 566,19**	**9,44%**	**1,17%**	**380 104,58**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**2,28%**	**0,28%**	**91 724,39**	**0,93%**	**0,12%**	**37 607,81**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**
MISSION INDUITE (A REINTEGRER EN BASE)																																			
CSSI			42 000,00	1 680,00	40 320,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,12%	40 320,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
HQE			202 000,00	8 080,00	193 920,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,60%	193 920,00
ESQ	6,4%	12 928,00																															6,4%	12 410,88
APS	26,0%	52 520,00																															26,0%	50 419,20
APD	20,0%	40 400,00																															20,0%	38 784,00
PRO	11,0%	22 220,00																															11,0%	21 331,20
ACT	5,6%	11 312,00																															5,6%	10 859,52
VISA	7,0%	14 140,00																															7,0%	13 574,40
DET	18,0%	36 360,00																															18,0%	34 905,60
AOR	6,0%	12 120,00																															6,0%	11 635,20
TOTAL MISSION BASE (HT)	**13,66%**		**4 438 303,75**	**177 532,15**	**4 260 771,60**	**30,55%**	**4,01%**	**1 301 697,14**	**3,88%**	**0,51%**	**165 490,45**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**22,59%**	**2,96%**	**962 341,05**	**26,47%**	**3,47%**	**1 127 886,19**	**8,92%**	**1,17%**	**380 104,58**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**2,15%**	**0,28%**	**91 724,39**	**0,88%**	**0,12%**	**37 607,81**	**4,55%**	**0,60%**	**193 920,00**
MISSIONS COMPLEMENTAIRES																																			
MC1 - ETUDES DE SYNTHESE	1,00%		325 000,00	13 000,00	312 000,00	23,00%	0,22%	71 760,00	2,00%	0,02%	6 240,00	0,00%	0,00%	0,00	25,00%	0,24%	78 000,00	47,00%	0,45%	146 640,00	3,00%	0,03%	9 360,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
MC2 - TRAITEMENT DE LA SIGNALETIQUE			40 000,00	1 600,00	38 400,00	20,00%	0,02%	7 680,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	80,00%	0,09%	30 720,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
MC3 - MISSION MOBILIER			40 000,00	1 600,00	38 400,00	80,00%	0,09%	30 720,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	20,00%	0,02%	7 680,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
MC4 - FILM 5 MINUTES STADE APD			40 000,00	1 600,00	38 400,00	100,00%	0,12%	38 400,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
TOTAL HONORAIRES (HT)			**4 883 303,75**	**195 332,15**	**4 687 971,60**	**30,94%**	**4,46%**	**1 450 257,14**	**3,66%**	**0,53%**	**171 730,45**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**23,01%**	**3,32%**	**1 078 741,05**	**27,19%**	**3,92%**	**1 274 526,19**	**8,31%**	**1,20%**	**389 464,58**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**1,96%**	**0,28%**	**91 724,39**	**0,80%**	**0,12%**	**37 607,81**	**4,14%**	**0,60%**	**193 920,00**
PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES																																			
PSE1 - OPC	0,90%		292 500,00	11 700,00	280 800,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,86%	280 800,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
PSE 2 - BIM MANAGEMENT NIVEAU 2																																			
BIM MANAGING EN CONCEPTION			50 000,00	2 000,00	48 000,00	100,00%	0,15%	48 000,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
BIM MANAGING CHANTIER			90 000,00	3 600,00	86 400,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,27%	86 400,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
PSE 3 - SIMULATIONS THERMIQUES DYNAMIQUES			26 000,00	1 040,00	24 960,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,08%	24 960,00
PSE 4 - ETUDES ET AUTORIS. ENVIRONNEMENTALES																																			
Tranche Ferme			83 210,40	3 200,40	80 010,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,25%	80 010,00
Tranche Optionnelle			44 834,40	1 724,40	43 110,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,13%	43 110,00
PSE 5 - ETUDES DE SURETE			15 000,00	600,00	14 400,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	100,00%	0,04%	14 400,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00

REPARTITION DE L'INDEMNITE CONCOURS

INDEMNITE	TOTAL Montant €HT	ATELIERS 234 *MANDAT* Montant €HT	RESTANT A REPARTIR Montant €HT	ATELIERS 234 *ARCHITECTE URBANISTE* % rép	% trv	Montant €HT	ATELIERS 234 *PAYSAGE* % rép	% trv	Montant €HT	Sous-traitant A234 *BE SURETE URBAINE* % rép	% trv	Montant €HT	AR.O.M. *ARCHITECTE ECO+MOEX* % rép	% trv	Montant €HT	OTEIS *BET STRU FLUID VRD CSSI* % rép	% trv	Montant €HT	SOCETEM MAYOTT *MOEX LOTS TECHN. - OPC* % rép	% trv	Montant €HT	EBIM INGENIERIE *BIM MANAGER* % rép	% trv	Montant €HT	ALTERNATIVE *ACOUSTIQUE* % rép	% trv	Montant €HT	CARTE LIBRE *CUISINISTE* % rép	% trv	Montant €HT	EODD INGENIEURS CONSEILS *HQE* % rép	% trv	Montant €HT
ESQUISSE PLUS - CONCOURS	102 000,00	5 100,00	96 900,00	68,00%	0,20%	65 892,00	3,00%	0,01%	2 907,00	0,00%	0,00%	0,00	8,00%	0,02%	7 752,00	10,00%	0,03%	9 690,00	0,00%	0,00%	0,00	1,00%	0,00%	969,00	3,00%	0,01%	2 907,00	1,00%	0,00%	969,00	6,00%	0,02%	5 814,00
Images perspectives	6 000,00	300,00	5 700,00	100,00%	0,02%	5 700,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00	0,00%	0,00%	0,00
TOTAL INDEMNISATION CONCOURS HT	**108 000,00**	**5 400,00**	**102 600,00**	**69,78%**	**0,22%**	**71 592,00**	**2,83%**	**0,01%**	**2 907,00**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**7,56%**	**0,02%**	**7 752,00**	**9,44%**	**0,03%**	**9 690,00**	**0,00%**	**0,00%**	**0,00**	**0,94%**	**0,00%**	**969,00**	**2,83%**	**0,01%**	**2 907,00**	**0,94%**	**0,00%**	**969,00**	**5,67%**	**0,02%**	**5 814,00**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220268-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0268

Relative à l'attribution d'une subvention au Centre Universitaire de Mayotte pour l'organisation du colloque « Pour un nouveau droit des Outre-mer du XXI e siècle »

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la Délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-1483 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle, Education et Insertion du 15 novembre 2022.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220268-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'accorder une subvention de **30 000 €** (trente mille euros) au Centre Universitaire de Mayotte pour l'organisation du colloque « Pour un nouveau droit des Outre-mer du XXI e siècle » ;

Article 2 : d'imputer cette dépense sur le chapitre 65 compte 6574 du budget 2022 du Conseil départemental de Mayotte ;

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0269

Relative au transfert de maîtrise d'ouvrage pour l'aménagement du front de mer de Mamoudzou

L'an deux mille vingt deux, le vingt deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA,

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu les articles L.1410-1 et suivants du Code Général des collectivités territoriales ;
Vu les dispositions de l'article L.1411-6 du code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération N°DL-AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL_CP2020_0106 du 09/06/2020 portant approbation du choix du concessionnaire et du contrat de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des ports de plaisance de Mamoudzou et Dzaoudzi ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

Vu le courrier de notification de la 08/07/2020 portante attribution de la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des ports de plaisance de Mamoudzou et Dzaoudzi ;

Vu le contrat de délégation de service public date du 21/10/2020 signé entre le Département de Mayotte et la Chambre de Commerce et d'industrie de Mayotte portant gestion et exploitation des ports de plaisance de Mamoudzou et Dzaoudzi ;

Vu le rapport n°2022-01540 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Vu l'avis de la commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier du 17 novembre 2022 ;

Considérant l'accord unanime de tous les acteurs sur la nécessité de réaliser le projet du front de mer de Mamoudzou;

Considérant le principe de cet aménagement comprenant la création d'une zone de promenade constitué d'un remblai et d'enrochement (ou de mur) d'environ 20 à 25 m de largeur ;

Considérant le transfert de gestion du domaine publique de l'État au Département pour les terrains et des ports et à la Ville de Mamoudzou pour les abords des voiries de la route nationale ;

Considérant que le projet par sa nature et son emprise a un enjeu à la fois départemental et communal ;

La Ville de Mamoudzou et le Département se sont donc rapprochés afin d'organiser un transfert de maîtrise d'ouvrage unique pour la réalisation de l'ensemble d'ouvrages à construire qui relèvent de leurs compétences respectives,
La maîtrise d'ouvrage unique sera donc assurée uniquement par la ville de Mamoudzou pour le compte des deux collectivités.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1e: d'approuver la démarche de transfert de la maîtrise d'ouvrage du département à la ville de Mamoudzou pour la réalisation du projet de front de mer de Mamoudzou ;

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du Département à la Ville de Mamoudzou ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'AMENAGEMENT DU FRONT DE MER DE MAMOUDZOU

ENTRE

La Ville de Mamoudzou (Ville de Mamoudzou) DE MAMOUDZOU, dont l'hôtel de ville est sis Boulevard Halidi Sélémani, BP 01 97600 Mamoudzou, Représentée par son Maire, Monsieur Ambdilwahédou SOUMAILA, autorisé à signer la présente convention en vertu de la délibération du Conseil municipal du ,

Ci-après dénommée « la Ville de MAMOUDZOU » ou « la Maître d'ouvrage unique »

D'UNE PART,

ET

Le DEPARTEMENT DE MAYOTTE, dont le siège est sis BP 101, 97645 Mamoudzou cedex, Représenté par son Président en exercice, Monsieur Ben Issa OUSSENI, autorisé à signer la présente convention en vertu de la délibération du Conseil départemental de Mayotte,

Ci-après dénommée « Le Département »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées ensemble « les Parties ».

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

Préalablement à l'objet des présentes, il est exposé ce qui suit :

Le projet d'aménagement du front de mer de Mamoudzou constitue une opération de travaux d'ampleur relevant de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage public.

L'opération, décrite en annexe des présentes, comporte pour l'essentiel :

- La création d'une zone de vente de 100 m²
- L'aménagement d'une promenade sur le front de mer le long de la route nationale 2

Cette opération de travaux relève de la compétence :

- Du département de Mayotte au titre de la gestion des terrains et des ports de Mamoudzou
- De La Ville de Mamoudzou de Mamoudzou au titre au titre de la gestion des abords de voiries (trottoir,....)

Ces éléments constituent un tout difficile à dissocier. Que

Les aménagements de ces espaces publics doivent donc être mis en œuvre sous la conduite d'une maîtrise d'ouvrage unique pour garantir la cohérence d'ensemble du projet. Cela permettra ainsi de concevoir et de réaliser dans le même temps des ouvrages à caractères complémentaires et imbriqués.

La Ville de Mamoudzou et le département se sont donc rapprochés afin d'organiser un transfert de maîtrise d'ouvrage unique pour la réalisation de l'ensemble d'ouvrages à construire qui relève de leurs compétences respectives.

L'article L. 2422-12 du code de la commande publique permet, en effet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage mentionnés à l'article L. 2411-1 de ce code, tels que la Ville de Mamoudzou et le département, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans le cadre d'une convention.

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage unique par La Ville de Mamoudzou ainsi que les conditions encadrant le financement et la remise de l'ouvrage relevant de la compétence du département.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément à l'article L. 2422-12 du code de la commande publique, La Ville de Mamoudzou et le département conviennent de la mise en place d'une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage publique relative à la réalisation des travaux d'aménagement du front de mer.

Ainsi, par la présente, les parties décident que le département de Mayotte transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage à La Ville de Mamoudzou de MAMOUDZOU pour la réalisation des ouvrages de compétence départementale détaillés à l'article 2 de la présente convention.

Cette convention définit les droits et obligations des parties concernées, précise les modalités d'exercice de la maîtrise d'ouvrage, les modalités de financement et de remise des ouvrages.

ARTICLE 2 : PROGRAMME DES TRAVAUX

2.1. Situation juridique des parties

Par arrêté n°214 du 5 novembre 2009, L'État transfère la gestion des terrains, des ouvrages d'infrastructures et équipements compris dans les limites administratives du Port de Mayotte définies par l'arrêté n°213 du 5 novembre 2009 et appartenant au domaine public maritime au Département de Mayotte.

Par convention de travaux et d'entretien des Routes Nationales n°1 et n°2 et de ses dépendances en traversée d'agglomération de Mamoudzou, l'État transfère la gestion de la voirie, les aménagements et équipements à l'extérieur du fil d'eau de rive (tels que les trottoirs, les espaces de stationnement, la signalisation, les équipements d'éclairage ou de feux de circulation) de la route nationale à la ville de Mamoudzou.

L'aménagement du Front de mer implique un périmètre relevant de ces deux maitres d'ouvrages que sont le Département et La Ville de Mamoudzou

2.2. Programme à la charge du Département.

Le Département a à sa charge tous les marchés d'études et de travaux liés à la réalisation des remblais et de l'enrochement (ou mur) nécessaires à la construction de la promenade. Il aura en outre la charge des travaux de superstructure de l'aménagement de la promenade et des espaces commerciaux, ainsi que l'ensemble des travaux situant dans les limites du domaine publics portuaire.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

2.3. Programme travaux à la charge de Ville de Mamoudzou

Pour sa part, la Ville de Mamoudzou s'occupe de tous les marchés d'étude et travaux liés à la réalisation des réseaux de Fluide (eaux usées, eau potable, eaux pluviales, télécommunication, électricités, ...), à l'installation des équipements d'éclairage publics et de la vidéo-surveillance, au mobilier urbain, aux aménagements paysagers.

A la signature de la présente convention, la Ville de Mamoudzou pourra lancer les études de programmation nécessaires qui permettront de cerner le projet sur toutes ses dimensions et de définir l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Le coût prévisionnel du projet à prendre en compte sera connu à la phase PROGRAMME des missions de maitre d'œuvre.

ARTICLE 3 : LES OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE UNIQUE

Conformément à l'article L. 2422-12 du code de la commande publique, La Ville de Mamoudzou se voit transférer temporairement, par le département, la maîtrise d'ouvrage publique unique pour la réalisation du projet défini à l'article 2 de la présente.

En sa qualité de Maître d'ouvrage unique, La Ville de Mamoudzou aura pour mission de procéder aux actes nécessaires au projet en respectant les réglementations en vigueur.

La Ville de Mamoudzou s'engage à :

- DÉFINIR les conditions administratives et techniques selon lesquelles l'équipement sera réalisé ;
- ELABORER un programme et une enveloppe financière prévisionnelle commune au titre de l'ensemble de l'opération et d'en assurer la répartition en fonction des charges définies dans l'article 2.
- INSCRIRE le budget de l'ensemble de l'opération en dépenses et en recettes(en particulier frais de maitrise d'ouvrage, frais de maitrise d'œuvre et de travaux, frais de compte de tiers ...),
- ORGANISER toutes les consultations nécessaires de tous les acteurs pour la réalisation du projet : de la programmation, études techniques et aux travaux, conformément à la loi MOP.
- ASSOCIER les services du Département aux commissions techniques ainsi qu'aux réunions techniques au fur et à mesure de l'avancement du projet,
- SIGNER ET GÉRER les marchés de travaux, de services et de fournitures, le versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

- ASSURER le règlement des factures, acomptes et situation de travaux ;
- NOTIFIER au département, tels que visés à l'article 11 de la présente, le coût prévisionnel des travaux ainsi que le coût résultant des contrats de travaux conclus à l'issue de la consultation des entreprises ;
- ASSURER la direction, le contrôle et la réception des travaux ;
- RECEPTIONNER les DOE (Dossiers des ouvrages exécutés) et les Dossiers d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage (DIUO) (plans de recollement, notice de fonctionnement...)
- REMETTRE les ouvrages dont il est gestionnaire au département et aux différents concessionnaires de réseaux tel que visé aux articles 7 et 8 de la présente ;
- ACCOMPAGNER la Département pendant l'année de parfait achèvement
- ASSURER la gestion administrative et financière de l'opération ;
- DRESSER un bilan financier de l'opération ;
- Éventuellement, ENGAGER toutes actions contentieuses telles que visées à l'article 8 de la présente convention.

Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La Ville de Mamoudzou informera régulièrement le département de l'avancement de la réalisation du projet.

ARTICLE 4 : LES OBLIGATIONS DU DEPARTEMENT DE MAYOTTE

Le département s'oblige à :

- INSCRIRE dans ses budget les montants nécessaires au remboursement des sommes dues à la Ville de Mamoudzou (en particulier frais de maitre d'ouvrage, frais de maitre d'œuvre et des travaux
- COMMUNIQUER au Maître d'ouvrage unique une évaluation sincère et chiffrée de l'équipement relevant de sa compétence (enveloppe prévisionnelle et programme de travaux) ainsi que toutes les informations nécessaires à sa bonne exécution dans les délais fixés par le Maître d'ouvrage unique ;
- VALIDER le programme des études et des travaux et la validation des documents nécessaires à l'exécution des prestations selon les modalités décrites à l'article 5 de la présente convention ;
- PROCEDER au remboursement des dépenses et des frais lui incombant résultant de l'exécution des marchés ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

- PARTICIPER aux opérations de travaux selon les modalités décrites à l'article 5 du présent contrat ;

Pendant toute la durée de la convention et suivant les besoins et stades d'avancement du projet, le DÉPARTEMENT pourra :

- EFFECTUER tout contrôle technique, financier ou comptable qu'elle jugera utile moyennant un délai de prévenance de 72 heures afin que La Ville de Mamoudzou puisse notamment réunir les documents nécessaires, organiser une visite sur site de manière sécurisée ou convier les intervenants pertinents ;
- PARTICIPER aux réunions d'études, de chantier et aux phases de réception du chantier.
- ASSURER l'entretien et la gestion des ouvrages à compter de leur remise

En outre, le département sera sollicité afin de valider les décisions portant sur toute modification substantielle du projet ou de son enveloppe financière.

À cet effet, et en cas de validation nécessaire de la part départementale du projet, celle-ci sera réputée acquise sans réponse de sa part dans un délai de 15 jours à compter de la transmission de la demande de validation par La Ville de Mamoudzou par mail ou par courrier.

ARTICLE 5 : MODALITES DE COLLABORATION ET DE CONTRÔLE

5.1. Modalités de collaboration

Pour assurer le suivi du projet, il est prévu l'organisation d'un comité de pilotage (COPIL), constitué de représentants de La Ville de Mamoudzou et du département.

Ce comité de pilotage se réunira à chaque phase clé de l'opération notamment : ESQ, APS, APD, PRO, DCE, lancement des travaux et pré-réception.

La Ville de Mamoudzou autorise le département à mandater un tiers pour le suivi de cette opération.

L'ensemble des études (PROGRAMME, AVP et PRO, EXE, DCE) seront soumises au département pour avis et seront réputées acceptées si le département ne formule pas d'observations écrites dans le délai suivant à compter de leur notification par La Ville de Mamoudzou au Département :

- PROGRAMME : 15 jours;
- APS : 15 jours

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

- APD : 15 jours
- PRO : 15 jours
- DCE : 15 jours

La Ville de Mamoudzou s'engage à tenir compte des avis émis par le département.

Lorsqu'une étape nécessite la validation du département, La Ville de Mamoudzou adressera la demande de validation par mail ou par courrier.

Sans réponse de la part du département dans un délai imparti à compter de la transmission de la demande de validation La Ville de Mamoudzou par mail ou par courrier, la validation est réputée acquise.

Ce délai de réponse du département pourra être porté à 30 jours à compter de la transmission de la demande de validation par La Ville de Mamoudzou pour toute décision relative à l'évolution de plus de 10 % du coût réel des travaux, notamment en raison de travaux supplémentaires.

Tout report de délai des travaux induit par ce délai de 30 jours emportera automatiquement un décalage d'un temps équivalent du calendrier de réalisation.

Le département, par le biais de ses services compétents, peut être invité à sa demande aux différentes réunions concernant le projet en respectant un délai de prévenance de 72 heures.

Les observations seront présentées à La Ville de Mamoudzou uniquement et non aux différents prestataires intervenants pour la réalisation du projet.

Le département pourra demander La Ville de Mamoudzou de visiter régulièrement le chantier en respectant en délai de prévenance de 72 heures.

5.2. Modalités de contrôle

Pendant toute la durée de la présente convention, le Département pourra effectuer tout contrôle technique, financier ou comptable qu'elle jugera utile en rapport avec l'opération en respectant en délai de prévenance de 72 heures.

ARTICLE 6 : RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS

Tant La Ville de Mamoudzou que le département sont des pouvoirs adjudicateurs au sens du code de la commande publique soumis à des règles de passation communes régies par ce même

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

code, les marchés passés par La Ville de Mamoudzou, maître d'ouvrage unique, pour la réalisation du projet, sont ainsi soumis au code de la commande publique et revêtent la nature de marchés publics.

ARTICLE 7 : OPERATION DE RÉCEPTION DES OUVRAGES

7.1. La réception de l'ouvrage fera l'objet d'un procès-verbal unique signé contradictoirement par les parties. La Ville de Mamoudzou établira la décision de réception (ou de refus) à notifier à l'entreprise, avec ou sans réserve.

Le département sera invité aux opérations de pré-réception et émettra à ce titre la liste de réserves que le maître d'ouvrage unique devra intégrer aux procès-verbaux d'OPR.

Le département sera invité à la visite de réception relative à sa partie et établira le cas échéant une liste d'observations ou de réserves.

La réception avec ou sans réserve de l'ouvrage sera prononcée par La Ville de Mamoudzou après avis du département, adressé dans un délai de 7 jours à compter de la visite de réception.

Le département assumera les conséquences des éventuels préjudices causés par le retard avec lequel elle formulerait des observations ou réserves ou validerait la réception.

La Ville de Mamoudzou transmettra au département au moment des opérations de réception un dossier comprenant l'ensemble des attestations d'assurances des entreprises ayant participé au chantier.

7.2 Au cas où des réserves auraient été formulées à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement, il appartiendra à La Ville de Mamoudzou de représenter le département dans la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres jusqu'à l'achèvement de ses missions, au terme d'un délai d'un an à compter de la réception des ouvrages avec ou sans réserve.

S'il intervient dans cette période, La Ville de Mamoudzou adressera au département copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres.

De manière générale et jusqu'à la fin de la mission de de La Ville de Mamoudzou en tant que maître d'ouvrage unique, le département restera l'interlocuteur unique de La Ville de Mamoudzou et l'informera de tout désordre constaté dans les 72 heures suivant la survenance dudit désordre.

ARTICLE 8 : REMISE DES OUVRAGES DE COMPETENCE DÉPARTEMENTALE

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

L'équipement de compétence départementale sera remis en pleine propriété au département après réception des travaux notifiée aux entreprises. A cet effet, le Département co-signera avec la Ville de Mamoudzou un procès-verbal de remise d'ouvrage en gestion. A compter de cette signature, le site sera réputé remis au département, qui en assure la garde et l'entretien correspondant.

Une remise partielle des ouvrages est envisageable selon les conditions particulières des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux passés par La Ville de Mamoudzou pour la réalisation du programme.

La remise des ouvrages au département s'opérera, après la conclusion .....

Le département ne pourra s'opposer à la remise des ouvrages que pour des motifs tirés de la non prise en compte de tout ou partie de ses observations formulées lors des opérations de réception.

Le Département donne quitus à la Ville de Mamoudzou de la bonne réalisation des missions prévues au contrat de transfert de maitrise d'ouvrage.

ARTICLE 9 : ACTIONS CONTENTIEUSES

La Ville de Mamoudzou peut engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant pour le projet, pour son propre compte et celui de La Ville de Mamoudzou, jusqu'à l'achèvement de ses missions.

Dans l'hypothèse d'actions contentieuses engagées avant la remise des ouvrages et avant l'achèvement de ses missions, le département sera subrogé dans les droits de La Ville de Mamoudzou.

Après remise, en cas de litige au titre des garanties biennales ou décennales, toute action contentieuse reste de la seule compétence des maîtres d'ouvrages auxquels les ouvrages ont été remis après réception. La Ville de Mamoudzou ne peut être tenue responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

ARTICLE 10 : ACHÈVEMENT DE LA MISSION

La mission de maîtrise d'ouvrage unique confiée à La Ville de Mamoudzou prendra fin par la délivrance d'un quitus donné par le Département, La Ville de Mamoudzou assurant ses missions jusqu'à l'expiration d'une période d'un an à compter de la réception, avec ou sans réserve, des ouvrages.

À l'issue de cette période, La Ville de Mamoudzou notifiera au département le constat d'achèvement de sa mission et la demande de quitus en résultant, y annexant, le cas échéant, la

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

liste complète des réserves non levées et des désordres relevés sur l'équipement durant la période de GPA.

Par suite, le département notifiera à La Ville de Mamoudzou son acceptation d'achèvement de la mission dans le délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

À défaut de réponse, cette acceptation sera réputée acquise à l'issue de ce même délai.

Pour assurer l'achèvement de sa mission, La Ville de Mamoudzou devra au préalable, assurer la totalité des opérations suivantes :

- Obtention de la conformité de la construction au permis de construire délivré ;
- Remise des dossiers financiers, techniques et administratifs relatifs au projet : décomptes généraux et définitifs, rapport du bureau de contrôle, dossier des ouvrages exécutés (DOE, dossier des interventions ultérieures sur les ouvrages (DIUO).

ARTICLE 11 : LES MODALITÉS FINANCIÈRES

11.1. Coût des travaux

11.1.1. Coût d'objectif

Le coût d'objectif des travaux correspond à l'enveloppe prévisionnelle fixée par les maîtres d'ouvrages pour la réalisation de leur part respective du projet.

Ce coût d'objectif sera communiqué par La Ville de Mamoudzou pour sa patrie du projet, dans les quinze jours suivant la validation de la phase PROGRAMME.

Dans le cas où ce coût d'objectif devrait être modifié postérieurement, le COPIL se réunit et valide le nouveau coût dans son montant révisé.

11.1.2. Coût réel des travaux

Le coût réel des travaux correspond au coût résultant des contrats de travaux conclus à l'issue de la consultation des entreprises. Ce coût comprendra :

- Le cout réel des travaux pour les aménagements départementaux ;
- Le cout réel des travaux correspondant aux aménagements portés par La Ville de Mamoudzou.

11.1.3. Variation du coût des travaux

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

La Ville de Mamoudzou rappelle que le coût des travaux subira, le cas échéant, les variations correspondantes à l'actualisation des prix consentis dans le cadre des marchés de travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Le coût des travaux est également susceptible de faire l'objet de variations afin de tenir compte d'éventuels aléas rencontrés au cours de la réalisation du projet.

Le cas échéant, La Ville de Mamoudzou en avisera le département, fournira tout élément justificatif et pourra proposer des réponses à y apporter.

En tout état de cause, les parties conviendront ensemble de la réponse à apporter dans le cadre du COPIL, lequel se réunit 8 jours après que La Ville de Mamoudzou ait avisé le département de ladite variation.

La réponse du COPIL pourra porter :

- Modification du niveau des prestations ;
- Évolution du projet et/ou du calendrier de réalisation.

Le Département se positionne dans les quinze jours suivants le jour où La Ville de Mamoudzou a informé le département de ce risque de dépassement.

À défaut de réponse du département, les propositions de La Ville de Mamoudzou seront réputées acquises, dans une limite d'une augmentation cumulée de 10 % du coût réel des travaux.

11.2. Répartition du coût des travaux

Le coût prévu pour l'équipement est départagé comme suit entre La Ville de Mamoudzou et le département :

La répartition des coûts sera celle résultant des études de PROGRAMME. La Ville de Mamoudzou en tant que maitre d'ouvrage pourra solliciter les subventions nécessaires.

	Fonction	Coût correspondant HT
Département		
Commune		

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

TOTAL		

11.3. Modalités de règlement

La Ville de Mamoudzou fait l'avance, et assure la liquidation des dépenses de toute l'opération. Elle ne percevra pas de rémunération pour les missions relevant de sa propre maîtrise d'ouvrage.

Le Département remboursera 95% des sommes qu'elle doit à la Ville de Mamoudzou annuellement sur la base du tableau d'avancement prévu. Elle procèdera au remboursement du solde à l'achèvement de l'opération, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées.

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- ✓ 20% à la signature des marchés d'études
- ✓ 80 % à la validation du DCE.

Chaque Partie fait son affaire de la récupération de la TVA selon les modalités qui lui sont propres.

11.4. Rémunération du maître d'ouvrage unique

La Ville de Mamoudzou ne percevra pas de rémunération pour ses missions au titre de Maître d'ouvrage unique. Ces missions s'effectueront donc à titre gratuit.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITÉS ET DOMMAGES

La Ville de Mamoudzou assure les responsabilités de Maître d'ouvrage jusqu'à son quitus.

Une fois la remise effective du quitus, La Ville de Mamoudzou et le département deviennent responsables chacune en ce qui les concerne, des dommages causés par les ouvrages ou causés aux ouvrages pour lesquels ils sont compétents.

À l'expiration d'une période d'un an à compter de la réception des ouvrages, avec ou sans réserve, le Département fera son affaire des actions en garanties contractuelles et légales relatives aux ouvrages relevant de sa compétence, La Ville de Mamoudzou s'engageant, conformément aux stipulations de l'article 10 de la présente convention, à lui adresser la liste complète des réserves non levées et des désordres relevés sur l'équipement communal durant la période de GPA.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

En outre, La Ville de Mamoudzou et le département s'engagent à collaborer dans le suivi des actions précontentieuses ou contentieuses dans l'hypothèse où des désordres affecteraient les ouvrages relevant des deux Parties.

Le département et son assureur renoncent à tout recours ou appel en garantie à l'encontre de La Ville de Mamoudzou pour des litiges relevant des garanties légales dont bénéficie un Maître d'ouvrage contre les participants à une opération de construction, et ayant pour fait générateur les missions exercées dans le cadre de l'opération prévue à la présente convention.

ARTICLE 13 : ASSURANCES

Chaque Partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Chaque Partie devra, dans le mois suivant la notification de la présente convention, fournir à l'autre partie la justification qu'elle est titulaire de l'assurance mentionnée ci-dessus.

En cas de désordres nécessitant d'actionner l'assurance dommage-ouvrage ou d'introduire une action judiciaire à l'encontre des constructeurs, chacune des Parties devra prendre l'initiative de l'action pour ses propres ouvrages mais en informera préalablement l'autre Partie.

La mise en jeu des garanties légales (biennale et décennale) de construction seront assurées par chaque Partie pour la partie de projet lui revenant.

ARTICLE 14 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de ce jour et expirera le jour de la délivrance du quitus.

ARTICLE 15 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification devra faire l'objet d'un accord exprès par les Parties et de la signature d'un avenant à la présente convention.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

ARTICLE 16 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

16.1. Résiliation pour inexécution

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations de la convention.

Cette résiliation sera précédée d'une mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 15 jours.

Cette résiliation prend effet un mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs.

16.2. Résiliation pour abandon du projet

La présente convention peut être résiliée, le cas échéant partiellement, en cas d'abandon du projet par l'un des membres pour la part du projet qui le concerne.

Dans ce cas, la résiliation emporte l'indemnisation par son auteur des sommes engagées par le Maître d'ouvrage unique et dues au titre de la présente convention.

Ainsi, pour le cas où cette résiliation interviendrait avant le démarrage des travaux et émanerait du département, celui-ci devra verser à La Ville de Mamoudzou une indemnité correspondant aux frais d'ores et déjà engagés par elle.

En revanche, dans le cas où la résiliation interviendrait après le démarrage des travaux, département devra indemniser La Ville de Mamoudzou à hauteur des frais nécessaires à la modification du projet pour tenir compte de l'abandon ou de la remise en état de la partie résiliée et de tout préjudice éventuel que cette résiliation pourrait entraîner.

Toute demande d'indemnisation présentée dans le cadre du présent article devra être détaillée et accompagnée des justificatifs correspondants.

ARTICLE 17 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Pour tout litige pouvant naître de l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable, le cas échéant en engageant une procédure de conciliation, avant toute procédure contentieuse portée devant la juridiction compétente, laquelle serait irrecevable en l'absence de conciliation préalable.

En l'absence d'accord, toutes contestations relatives à l'exécution de la présente convention sera portée devant le tribunal administratif de Mamoudzou.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

ARTICLE 18 : ÉLECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATION

Les parties élisent domicile en leur siège social mentionné en tête des présentes.

Toutes notifications effectuées devront l'être :

Pour La Ville de Mamoudzou :

En son siège social, à l'attention de Monsieur le Maire, doublé d'un mail à l'adresse suivante +++.

Pour le département :

En son siège, à l'attention de Monsieur le Président doublé d'un mail XXXX

Les coordonnées de notification pourront être modifiées unilatéralement par chacune des parties sous réserve que cette modification soit notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Mamoudzou

Le 2022 en deux exemplaires originaux,

Pour La Ville de Mamoudzou de MAMOUDZOU Le Maire Ambdilwahédou SOUMAILA	Pour le département de MAYOTTE Le Président Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220269-DE

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS NON BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	**HAMIDOUNI Moustadrane**
NUMERO DE TELEPHONE	**639698023**
ADRESSE DE MESSAGERIE	moustadirane.hamidouniben@cg976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE

Vente des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou au profit du Rectorat de Mayotte dans le cadre du projet de construction du Collège d'Excellence Sportive de Cavani-Stade.

NOTE DOMAINE : Les surfaces évaluées sont une partie de chaque parcelle, soit :
- BD 381 : 113 m² sur 3 720m²
- BD 1340 : 10 669 m² sur 45 798 m²

AVIS RECTIFICATIF, annule et remplace l'avis en date du 13/10/2021.
Avis suite à saisine par mail de P. PREVOT en date du 4/11/2022.

DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	**04/11/2022**
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	**2**

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE	**NB-CONSEIL DPTAL-1**
VALEUR VENALE BRUTE	**2 372 040 €**
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U	**2 609 244 €**
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE	-1 032 759 €
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE	-157 648 €
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS	**1 418 836 €**

Date de visa de la fiche navette par le service demandeur	04/11/2022	Visa du demandeur	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)	07/11/2022	Visa du Domaine	
Avis favorable du SLD	**OUI**	**NON**	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable	1418386€, arrondis à 1420 000€, avec une marge d'appréciation de 10 %. Durée de validité de l'avis : 12 mois.		

DRFIP MAYOTTE SERVICE LOCAL DU DOMAINE B.P. MAMOUDZOU

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	BD	381	113	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Faible	Aucune
2	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	BD	1340	10 669	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Faible	Aucune

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0270

Relative à la vente des parcelles AX 727 Titre 1689, AX 890 Titre 1689 et AX 932 Titre 4177 sises commune de MAMOUDZOU au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL_CP2021_0195 du 25 mai 2021 relative à la vente de foncier au profit du CHM ;
Vu l'avis du Service Local de la DRFiP en date du 24 mars 2022 ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

Vu le courrier adressé au CHM en date du 20 octobre 2022 fixant le montant de la vente à 864 936 euros (décision prise lors de la réunion du 29 septembre 2022 entre le CD et le CHM) ;
Vu le rapport n°2022-01543 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission Aménagement du Territoire, Infrastructures et Foncier du 17 novembre 2022 ;

Considérant que le Département est propriétaire desdites parcelles et que ces parcelles permettront au CHM d'étendre son offre de soin et d'améliorer la prise en charge des patients sur le territoire de Mayotte ;
Considérant que ces parcelles font partie du domaine privé du Département de Mayotte ;
Considérant que le CHM a fait part au Département de son intérêt à se porter acquéreur desdites parcelles pour son projet d'extension de l'hôpital de Mamoudzou ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser la vente des parcelles AX 727 Titre 1689 MAMOUDZOU (7m²), AX 890 Titre 1689 MAMOUDZOU (12 300 m²) et AX 932 Titre 4177 MAMOUDZOU (6 972 m²), représentant une surface totale de 19 279 m², au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension ;

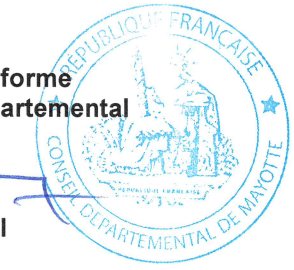
Article 2 : de fixer le prix de vente à **864 936 euros** (huit cent soixante-quatre mille neuf cent trente-six euros) ;

Article 3 : de donner en conséquence tous pouvoirs à Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à l'effet de signer l'acte de vente et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération ;

Article 4 : de constater la recette correspondante dans le budget du Département ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS NON BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	PREVOT Pauline
NUMERO DE TELEPHONE	0639 40 44 67
ADRESSE DE MESSAGERIE	pauline.prevot@cg976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE

Vente des parcelles AX 727 (7 m²), AX 827 A (12 300 m²) et AX 831 B (6 972 m²) sises commune de MAMOUDZOU au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension (Délibération n°DL_CP2021_0195 du 25 mai 2021).

Note SLD : Les constructions présentent sur les parcelles sont des ruines. L'évaluation ne porte donc que sur le foncier.

DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	21/10/2021
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	3

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE	NB-CONSEIL DPTAL-1
VALEUR VENALE BRUTE	2 328 238 €
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U	2 543 860 €
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE	-744 467 €
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE	-1 034 458 €
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS	764 936 €

Date de visa de la fiche navette par le service demandeur	21/10/2021	Visa du demandeur	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)	24 MARS 2022	Visa du Domaine	
Avis favorable du SLD	OUI	NON	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable			

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	AX	727	7	U	Ua	OUI	Sans objet	Faible	Faible
2	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	AX	827	2 829	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Fort	Faible
3	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	AX	827	9 471	N	Sans objet	NON	Accès à la voirie	Fort	Faible
4	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	AX	831	6 972	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Moyen	Faible

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE
Envoyé en préfecture le 08/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Affiché le
ID : 976-229850003-20210525-DL250521195-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mardi 25 mai 2021

Membres en exercice : 26
Présents : 14
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 10
Nombres de votants : 16
Votes pour : 15
Vote(s) contre : 1
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 12 mai 2021

DÉLIBERATION N°DL_CP2021_0195

Relative à la vente des parcelles AX 727, AX 827a et AX 831a sises commune de MAMOUDZOU au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension

L'an deux mille vingt et un, le vingt-cinq mai, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à la salle des délibérations Abdallah HOUMADI – Mairie de Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Madame Raïssa ANDHUM, Monsieur Issa ISSA ABDOU, Monsieur Mohamed SIDI, Monsieur Ali Debre COMBO, Monsieur Bourouhane ALLAOUI, Madame Fatimatie RAZAFINATOANDRO, Madame Insya DAOUDOU, Madame Moinecha SOUMAILA, Madame Afidati MKADARA, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Nomani OUSSENI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaihati MADI MARI

Conseiller(s) départemental(aux) représenté(s) :
Madame Fatima SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI, Madame Mariame SAID donne pouvoir à Monsieur Mohamed SIDI

Conseiller(s) départemental(aux) absent(s) :
Monsieur Issoufi AHAMADA, Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Armamie ABDOUL WASSION, Madame Bichara Bouhari PAYET, Madame Halima MDALLAH BAMOUDOU, Monsieur Issa SOULAIMANA MHIDI, Monsieur Aynoudine SALIME, Monsieur Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Monsieur Ben Youssouf CHIHABOUDINE, Madame Toyfriya ANASSI

Secrétaire de séance désigné(e) :
Madame Moinecha SOUMAILA

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2059/2015/CD du 02 avril 2015 relative à l'élection de monsieur Soibahadine IBRAHIM RAMADANI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°2065/2015/CD relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission Permanente ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0088 en date du 12 avril 2021 relative au budget primitif 2021 du Conseil départemental de Mayotte,
Vu le rapport n°2021-849 de Monsieur le Président du Conseil départemental de relance Mayotte ;
Vu l'avis de la commission aménagement et développement durable en date du 21 mai 2021 ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE
Envoyé en préfecture le 01/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Affiché le
ID : 976-229850003-20210525-DL250521195-DE

Après en avoir délibéré, par

15 voix Pour
1 voix Contre : Monsieur Daniel ZAIDANI

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider la vente des parcelles AX 727, AX 827a et AX 831a sises commune de MAMOUDZOU, représentant une surface totale de 19 279 m², au profit du Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) dans le cadre de son projet d'extension, pour un montant total estimé à **2 120 690 euros** (deux millions cent vingt mille six cent quatre-vingt-six euros) ;

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les actes et documents administratifs s'y rapportant ;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cet acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « ou affichage » ou sa transmission au représentant de l'Etat dans le Département

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Soibahadine IBRAHIM RAMADANI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

Reçu en préfecture le 08/06/2021
ID : 976-229850003-20210525-DL250521195-DE

...ATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

...ES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFIP)

976611 **DA2388**

...ordre du document d'arpentage

...érifié et numéroté le ____________

Section	:	AX
Feuille(s)	:	01
Qualité du plan	:	P4
Echelle d'origine	:	1/1000
Echelle d'édition	:	1/2000
Date de l'édition	:	23/12/2014

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

~~A- D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau~~

B- En conformité d'un piquetage : ____________ effectué sur le terrain;

~~C- D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le ____________ par M ____________ géomètre à ____________~~

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463

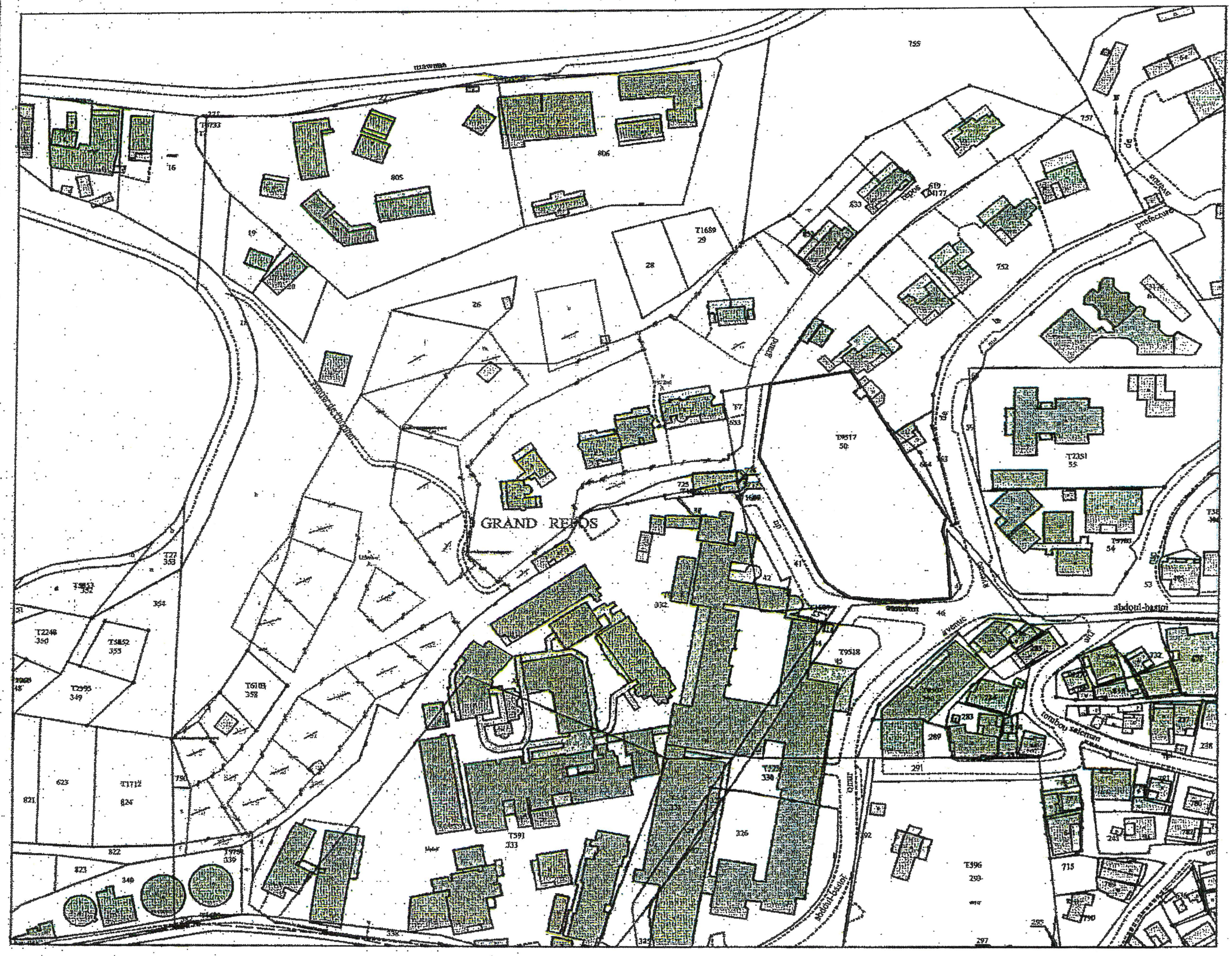
A Mamoudzou, le 05/05/2021

Cachet du rédacteur du document :

BP 1313 - 97600 Mamoudzou
TEL : 0269 62 22 32
OGE 2013 B 300095

Document dressé par
Mme RIERE Stéphanie
à : Mamoudzou
Date : 05/05/2021
Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour), dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux même le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc ...).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'autorité expropriante).



Envoyé en préfecture le 08/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Affiché le
ID : 976-229850003-20210525-DL250521195-DE

DEPARTEMENT DE MAYOTTE

COMMUNE DE MAMOUDZOU

Lieudit " Grand Repos " - Section AX

PLAN DE DEMITATION GLOBAL

Attention: ce plan n'est pas une preuve de propriété

Terrain demandé par le CHM

Lot 1 compris dans le T.1689 - MAMOUDZOU AX 827a : S=12300 m²
Lot 2 compris dans le T.4177 - MAMOUDZOU AX 831b : S=6972 m²
Lot 3 compris dans le T.1689 - MAMOUDZOU AX 727 : S=7m²

Echelle de l'original : 1 / 1000

MAYOTTE TOPO
Rue de l'hôpital - BP 1313 97 600 MAMOUDZOU
Tel: 02 69 62 22 22 Fax: 02 69 62 23 23
e-mail: contact@mayottetopo.fr
N° d'inscription OGE N°2013B200006

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

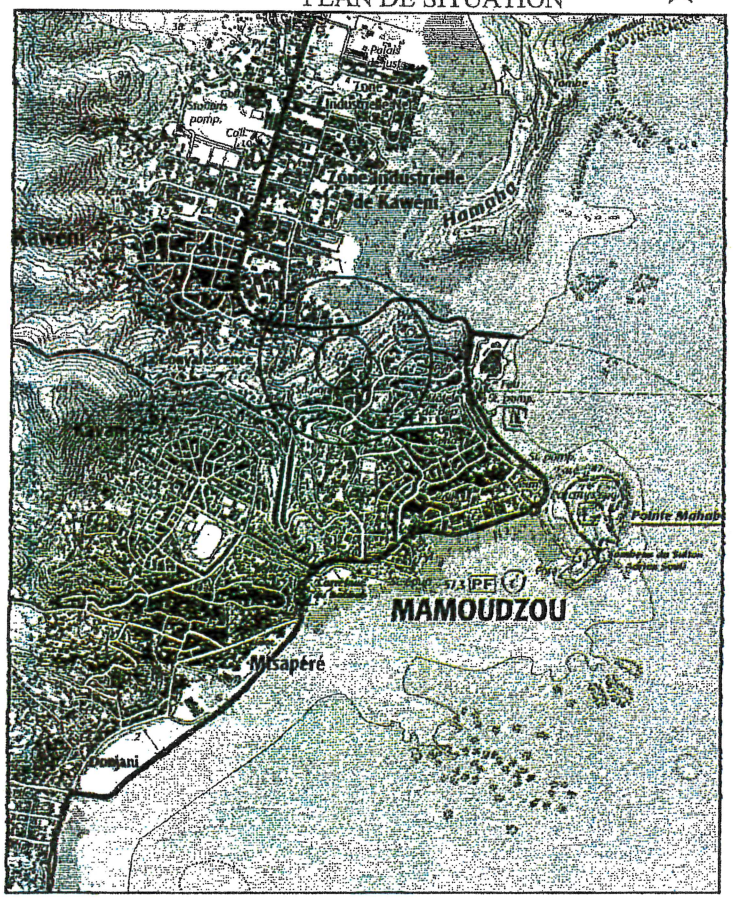
Mai 2021 | Réf: DA2388/2

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL221122027O-DE

MAYOTTE TOPO

WGS84: Lon:45.2270 Lat:-12.7771
PLAN DE SITUATION

N



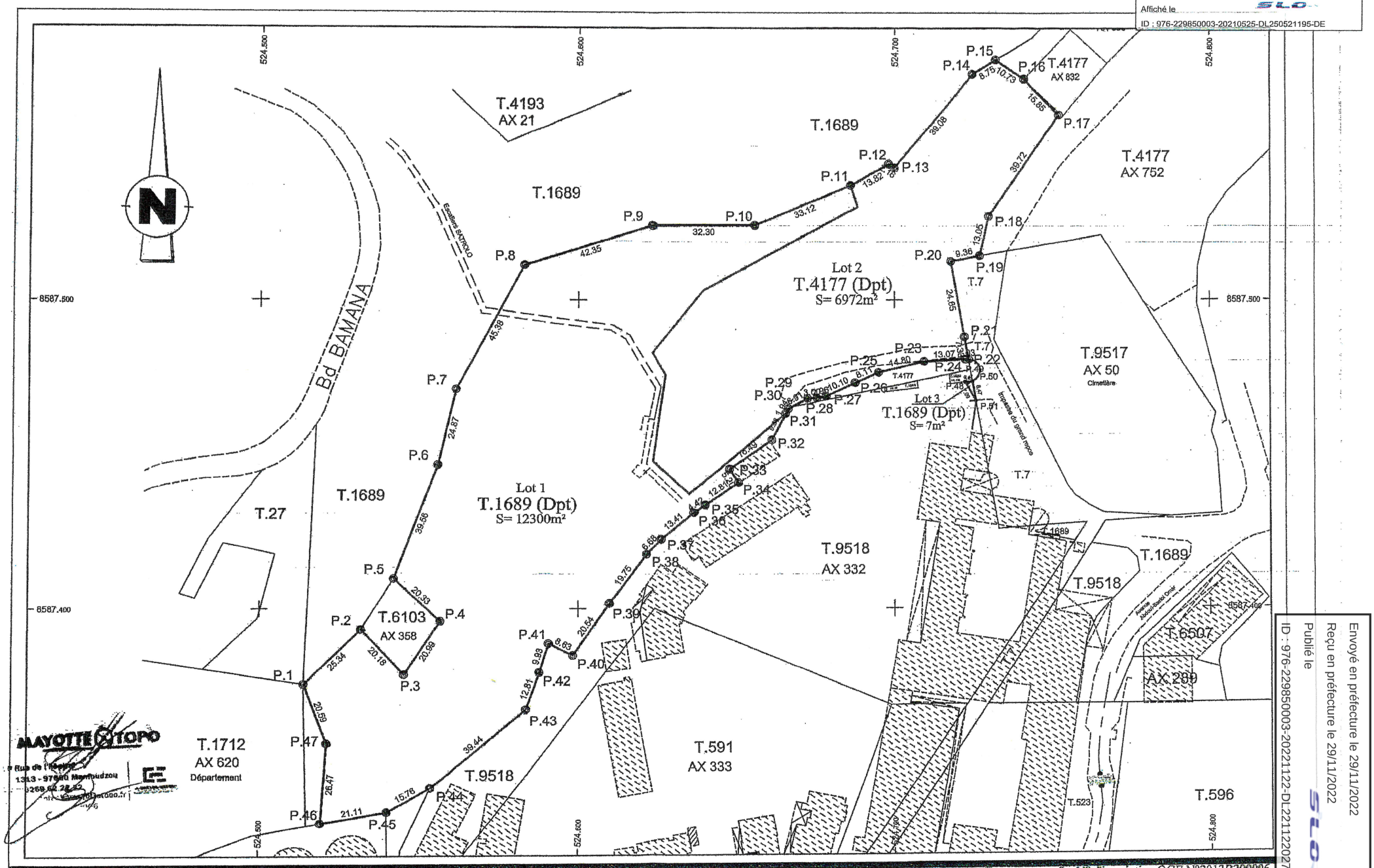
Commune : Mamoudzou (976)
Edité le : 05-05-2021 13:32 (UTC + 1)
Edité par : SARL MAYOTTE TOPO

Echelle : 1 / 15000
Projection : RGM04 UTM zone 38S

0 200 400 600m

COORDONNEES RGM 04		
Matricule	X	Y
P.1	524513.91	8587375.23
P.2	524531.75	8587393.23
P.3	524545.37	8587378.34
P.4	524556.80	8587395.95
P.5	524541.98	8587409.87
P.6	524555.88	8587446.91
P.7	524561.61	8587471.11
P.8	524682.95	8587511.16
P.9	524623.29	8587524.03
P.10	524656.59	8587524.03
P.11	524686.10	8587536.92
P.12	524698.06	8587543.84
P.13	524699.81	8587542.58
P.14	524724.59	8587572.60
P.15	524732.05	8587577.36
P.16	524740.91	8587571.33
P.17	524751.88	8587559.86
P.18	524729.72	8587526.92
P.19	524728.96	8587514.16
P.20	524717.79	8587512.31
P.21	524722.09	8587488.04
P.22	524723.37	8587480.82
P.23	524709.29	8587480.10
P.24	524722.34	8587480.80
P.25	524694.94	8587476.47
P.26	524687.58	8587473.05
P.27	524678.48	8587468.68
P.28	524675.59	8587466.06
P.29	524672.59	8587467.94
P.30	524666.52	8587464.63
P.31	524665.50	8587462.98
P.32	524661.21	8587464.63
P.33	524647.65	8587445.25
P.34	524650.54	8587440.93
P.35	524640.05	8587433.57
P.36	524636.44	8587431.03
P.37	524626.21	8587422.36
P.38	524621.56	8587417.56
P.39	524609.83	8587401.66
P.40	524598.39	8587384.61
P.41	524590.69	8587388.49
P.42	524587.82	8587378.89
P.43	524583.67	8587366.86
P.44	524553.76	8587341.16
P.45	524540.08	8587333.32
P.46	524519.32	8587329.51
P.47	524521.07	8587356.93
P.48	524722.37	8587473.28
P.49	524723.25	8587473.02
P.50	524724.67	8587473.44
P.51	524725.79	8587467.07

Envoyé en préfecture le 08/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Affiché le
ID : 976-229850003-20210525-DL250521195-DE



Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL221122027O-DE

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mamoudzou, le 20 octobre 2022

CONSEIL DEPARTEMENTAL
DE MAYOTTE
DGA chargée de l'Aménagement territorial et du Développement Durable
8, bd Halidi Sélémani- BP 101
97600 MAMOUDZOU
0269 66 10 20
www.cg976.fr

Affaire suivie par :
Pauline PREVOT

Ligne directe : 0269 66 12 10
Mail : pauline.prevot@cg976.fr

Réf. : 166/PP/CD/DAFPI/2022

Objet : Extension CHM – confirmation du prix de vente

Mr DEFOUR Jean-Mathieu
Directeur du C.H.M.
BP 04
97 600 MAMOUDZOU

Monsieur le Directeur,

Lors de la réunion du 29 septembre dernier entre le Centre Hospitalier de Mayotte et le Conseil Départemental, il a été convenu de conclure la vente du terrain dit « Batrolo » dans le cadre de votre projet d'extension de l'hôpital de Mamoudzou, sur la base de l'estimation de valeur vénale du Service Local du Domaine de la Direction Régionale des Finances Publiques en date du 24 mars 2022, à savoir 764 936 € (sept cent soixante-quatre mille neuf cent trente-six euros). Une majoration de 100 000 euros a été décidée, soit une majoration de 13,07%.

Par conséquent, le **prix de vente est fixé à 864 936 €** (huit cent soixante-quatre mille neuf cent trente-six euros).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président et par délégation
La Directrice Générale des Services

Christiane AYACHE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

DAFPI/ Service Gestion du Domaine
8, bd Halidi Sélémani - BP 101
97600 MAMOUDZOU
Tél : 0269 66 12 17

Pièce jointe : évaluation de valeur vénale du 24 mars 2022



P.1	524513.91	8587775.27
P.2	524531.71	8587789.37
P.3	524548.27	8587788.31
P.4	524554.60	8587795.91
P.5	524544.49	8587806.91
P.6	524536.48	8587806.91
P.7	524551.61	8587871.61
P.8	524579.35	8587917.85
P.9	524673.39	8587934.65
P.10	524755.39	8587943.65
P.11	524805.65	8587942.09
P.12	524816.95	8587941.85
P.13	524830.44	8587942.09
P.14	524858.69	8587942.09
P.15	524873.39	8587947.33
P.16	524876.85	8587941.33
P.17	524771.66	8587894.41
P.18	524776.72	8587874.51
P.19	524779.77	8587874.51
P.20	524819.79	8587852.33
P.21	524772.59	8587846.61
P.22	524733.17	8587846.61
P.23	524704.27	8587846.61
P.24	524732.35	8587846.61
P.25	524744.87	8587846.61
P.26	524744.87	8587846.61
P.27	524744.87	8587846.61
P.28	524744.87	8587846.61
P.29	524744.87	8587846.61
P.30	524744.87	8587846.61
P.31	524744.87	8587846.61
P.32	524744.87	8587846.61
P.33	524744.87	8587846.61
P.34	524744.87	8587846.61
P.35	524744.87	8587846.61
P.36	524744.87	8587846.61
P.37	524744.87	8587846.61
P.38	524744.87	8587846.61
P.39	524744.87	8587846.61
P.40	524744.87	8587846.61
P.41	524744.87	8587846.61
P.42	524744.87	8587846.61
P.43	524744.87	8587846.61
P.44	524744.87	8587846.61
P.45	524744.87	8587846.61
P.46	524744.87	8587846.61
P.47	524744.87	8587846.61

DEPARTEMENT DE MAYOTTE

COMMUNE DE MAMOUDZOU

Lieudit " Grand Repos " - Section AX

PLAN DE DEMITATION GLOBAL

Attention: ce plan n'est pas une preuve de propriété

Terrain demandé par le CHM

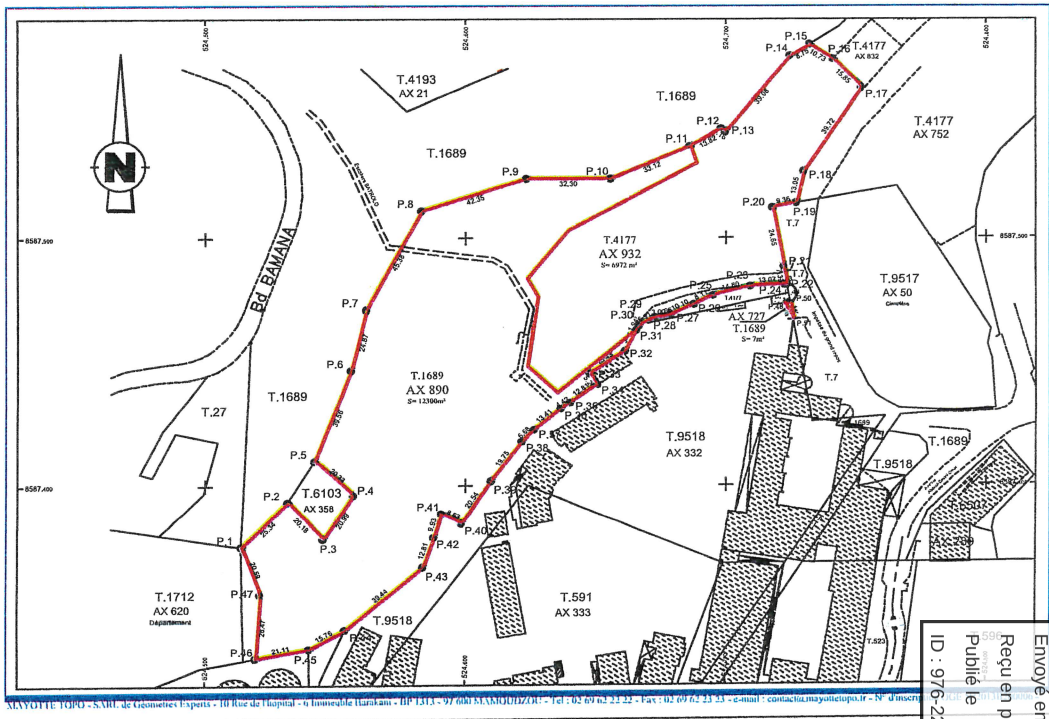
Lot 1 compris dans le T.1689 - MAMOUDZOU AX 890: S=12300 m²
Lot 2 compris dans le T.4177 - MAMOUDZOU AX 932: S=6972 m²
Lot 3 compris dans le T.1689 - MAMOUDZOU AX 727: S=7m²

Echelle de l'original : 1 / 1000

MAYOTTE TOPO
Rue de l'hôpital - BP 1313 - 97 600 MAMOUDZOU
Tel: 02 69 62 22 22 Fax: 02 69 62 23 23
e-mail: contact@mayottetopo.fr
N° d'inscription OGE N°2013B200006

GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Mai 2021 | Réf: DA2388/21



MAYOTTE TOPO - S.Mkt. de Géomètres Experts - 10 Rue de l'hôpital - 9 Immeuble Harakani - BP 1313 - 97 600 MAMOUDZOU - Tel : 02 69 62 22 22 - Fax : 02 69 62 23 23 - e-mail : contact@mayottetopo.fr - N° d'inscri

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220270-DE

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220271-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0271

Relative à la désignation de deux représentants du Conseil départemental à la Commission Académique sur l'enseignement des Langues Vivantes Etrangères (CALVE)

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la Délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-1599 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission Formation Professionnelle, Education et Insertion du 15 novembre 2022.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220271-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de désigner les Conseillers départementaux suivants comme membres de la Commission Académique sur l'enseignement des Langues Vivantes Étrangères (CALVE) de l'Académie de Mayotte :

- Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Conseiller départemental du canton de KOUNGOU,
- Madame Mariam SAID KALAME, Conseillère départementale du canton de SADA.

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0272

Relative à la décision modificative n°1 du budget primitif 2022 pour le budget principal, le budget annexe Santé et Protection de l'Enfance et le budget annexe STM

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Farianti MDALLAH, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL-AP2021.0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL-AP2022_080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 ;
Vu le rapport n°2022-1575 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et des affaires européennes du 16 novembre 2022.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

DECIDE

Article 1 : D'adopter la décision modificative n°1 du budget primitif 2022 pour le budget principal, le budget annexe Santé et Protection de l'Enfance et le budget annexe du Service des Transports Maritimes ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage» et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CG :CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 22985000300018

POSTE COMPTABLE : payeur departemental de

M. 52

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2022

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT…).
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget par section 9
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Dépenses 10
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Recettes 11
A3.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Dépenses 12
A3.2 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Recettes 13
B1 - Balance générale - Dépenses 14
B2 - Balance générale - Recettes 15

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes 17
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme d'équipement 19
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA 20
A1.3 - Equipements départementaux - Dépenses individualisées en programme d'équipement 21
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme 22
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme 23
A2 - Equipements non départementaux 24
A3 - Dépenses financières 25
A4.1 - Financement des équipements départementaux et non départementaux 26
A4.2 - Recettes RMI / RSA 27
A4.3 - Recettes financières 28
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers 29
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections 30
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 34
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 38

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble 41
A1/01 - Opérations non ventilées Sans Objet
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01) Sans Objet
A1/1 - Fonction 1 Sans Objet
A1/2 - Fonction 2 Sans Objet
A1/3 - Fonction 3 Sans Objet
A1/4 - Fonction 4 Sans Objet
A1/5 - Fonction 5 Sans Objet
A1/6 - Fonction 6 Sans Objet
A1/7 - Fonction 7 Sans Objet
A1/8 - Fonction 8 Sans Objet
A1/9 - Fonction 9 Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 50
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 51

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

C - Engagements hors bilan

C1.1 - Etat des emprunts garantis	
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C4 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations de programme	53
C8 - Situation des autorisations d'engagement	54
C9 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat du personnel	Sans Objet
D2 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet

E - Arrêté et signatures

E2 - Arrêté et signatures	55

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale	256 518	Nombre de m^2 de surface utile de bâtiments (5)	0
Longueur de la voirie départementale (en km)	0	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	0

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		**Valeurs par habitant pour le département (population DGF)**	**Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)**
Fiscal	**Financier**		
0	0	0	0

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

	Informations financières – ratios	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	115,79	
2	Produit des impositions directes/population	0,00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	57,90	
4	Dépenses d'équipement brut/population	-50,10	
5	Encours de dette/population (3) (4)	0	
6	DGF/population	3,76	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)	18,52 %	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)	200,00 %	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)	-86,53 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)	0,00 %	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.
(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.
(6) Les valeurs devant figurer dans cet état sont celles du dernier CA adopté avant le vote du budget concerné.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'Assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- (2) sans les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- (3) avec vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

III – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

IV – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	380 382 952,26	424 125 848,80	40 382 561,00	A1	84 125 457,54
Investissement	94 682 676,59	87 405 777,57	(1) 40 382 561,00	A2	33 105 661,98
Fonctionnement	285 700 275,67	336 720 071,23	(2) 0,00	A3	51 019 795,56

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	16 000 000,00	III + IV	5 900 000,00	B1	-10 100 000,00
Investissement	I	16 000 000,00	III	5 900 000,00	B2	-10 100 000,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (1)
TOTAL	**A1 + B1**	74 025 457,54
Investissement	**A2 + B2**	23 005 661,98
Fonctionnement	**A3 + B3**	51 019 795,56

(1) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DE L'EXERCICE

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**16 000 000,00**
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (2)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	500 000,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	5 000 000,00
21	Immobilisations corporelles (2)	500 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	10 000 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (2)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général (3)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante (3)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles (3)	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES

Chap. / art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**5 900 000,00**
010	Revenu minimum d'insertion		0,00
018	Revenu de solidarité active		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (2)		5 900 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (2)		0,00
21	Immobilisations corporelles (2)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)		0,00
23	Immobilisations en cours (2)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (2)		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Impositions directes		0,00
74	Dotations, subventions et participations (3)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)		0,00
013	Atténuations de charges (3)		0,00
015	Revenu minimum d'insertion		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie		0,00
017	Revenu de solidarité active		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels (3)		0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	-14 851 321,00	-14 851 321,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	-14 851 321,00	-14 851 321,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	14 851 321,00	14 851 321,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	14 851 321,00	14 851 321,00

TOTAL DU BUDGET (4)	0,00	0,00

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	-14 851 321,00	0,00	-14 851 321,00	0,00	-14 851 321,00	-14 851 321,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	29 702 642,00	-14 851 321,00	14 851 321,00	14 851 321,00	0,00	14 851 321,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	14 851 321,00	-14 851 321,00	0,00	14 851 321,00	-14 851 321,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (8)	8 000 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000 000,00
204	Subventions d'équipement versées (8)	55 000 000,00	0,00	-14 851 321,00	-14 851 321,00	40 148 679,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (6)	12 000 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	14 000 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris programmes) (4) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (8)	66 325 457,56	0,00	0,00	0,00	66 325 457,56
Total des dépenses d'équipement		**141 325 457,56**	**0,00**	**-12 851 321,00**	**-12 851 321,00**	**128 474 136,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (8)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	6 200 000,00	0,00	0,00	0,00	6 200 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (8)	2 000 000,00	0,00	-2 000 000,00	-2 000 000,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**9 200 000,00**	**0,00**	**-2 000 000,00**	**-2 000 000,00**	**7 200 000,00**
45…	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**150 525 457,56**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**135 674 136,56**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*5 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 000 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***5 250 000,00***		***0,00***	***0,00***	***5 250 000,00***
TOTAL		**155 775 457,56**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**140 924 136,56**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**140 924 136,56**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138) (11)	12 950 000,00	0,00	0,00	0,00	12 950 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**13 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 100 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	8 500 000,00	0,00	0,00	0,00	8 500 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	51 019 795,53	0,00	0,00	0,00	51 019 795,53
138	Autres subventions invest. non transf. (11)	3 050 000,00	0,00	0,00	0,00	3 050 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
Total des recettes financières		**64 569 795,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 569 795,53**
45…	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**77 669 795,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 669 795,53**
021	*Virement de la section de fonctionnement (9)*	*25 000 000,00*		*-14 851 321,00*	*-14 851 321,00*	*10 148 679,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (9)*	*15 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*15 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*5 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*5 000 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***45 000 000,00***		***-14 851 321,00***	***-14 851 321,00***	***30 148 679,00***
TOTAL		**122 669 795,53**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**107 818 474,53**
						+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE						**33 105 662,03**
						=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES						**140 924 136,56**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**24 898 679,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(9) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(11) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A5.1

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (5)	68 000 000,00	0,00	7 000 000,00	7 000 000,00	75 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5)	116 000 000,00	0,00	5 500 000,00	5 500 000,00	121 500 000,00
014	Atténuations de produits	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	18 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	21 000 000,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)	70 000 000,00	0,00	14 702 642,00	14 702 642,00	84 702 642,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**274 700 000,00**	**0,00**	**29 702 642,00**	**29 702 642,00**	**304 402 642,00**
66	Charges financières	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00
67	Charges exceptionnelles (5)	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00	2 800 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (5)	5 000 000,00		0,00	0,00	5 000 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**285 500 000,00**	**0,00**	**29 702 642,00**	**29 702 642,00**	**315 202 642,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*25 000 000,00*		*-14 851 321,00*	*-14 851 321,00*	*10 148 679,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*15 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*15 000 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***40 000 000,00***		***-14 851 321,00***	***-14 851 321,00***	***25 148 679,00***
TOTAL		**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**	**340 351 321,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**340 351 321,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A3.2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (6)	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	2 540 000,00	0,00	5 111 321,00	5 111 321,00	7 651 321,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	15 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	16 000 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	150 300 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	155 300 000,00
731	Impositions directes	3 360 000,00	0,00	0,00	0,00	3 360 000,00
74	Dotations, subventions et participations (6)	144 800 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	146 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante (6)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
Total des recettes de gestion courante		**323 000 000,00**	**0,00**	**12 511 321,00**	**12 511 321,00**	**335 511 321,00**
76	Produits financiers	1 750 000,00	0,00	125 046,00	125 046,00	1 875 046,00
77	Produits exceptionnels (6)	500 000,00	0,00	2 214 954,00	2 214 954,00	2 714 954,00
78	Reprises amortissements et provisions (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**325 250 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**	**340 101 321,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***250 000,00***		***0,00***	***0,00***	***250 000,00***
TOTAL		**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**	**340 351 321,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**340 351 321,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)	**24 898 679,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(5) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.
(6) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (7)		0,00	*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5)	0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)		-14 851 321,00	*0,00*	-14 851 321,00
21	Immobilisations corporelles (3) (7)		2 000 000,00	*0,00*	2 000 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	(6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
010	Revenu minimum d'insertion		0,00	*0,00*	0,00
018	Revenu de solidarité active		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (7)		-2 000 000,00	*0,00*	-2 000 000,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00
	Dépenses d'investissement –Total		**-14 851 321,00**	***0,00***	**-14 851 321,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-14 851 321,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (8)	7 000 000,00		7 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (8)	5 500 000,00		5 500 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	2 500 000,00		2 500 000,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (8)	14 702 642,00	*0,00*	14 702 642,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles (8)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*-14 851 321,00*	-14 851 321,00
	Dépenses de fonctionnement –Total	**29 702 642,00**	***-14 851 321,00***	**14 851 321,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 851 321,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

BZ

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (6)		0,00	*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)		0,00	*0,00*	0,00
010	Revenu minimum d'insertion		0,00	*0,00*	0,00
018	Revenu de solidarité active		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (6)		0,00	*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*-14 851 321,00*	-14 851 321,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement –Total		**0,00**	***-14 851 321,00***	**-14 851 321,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-14 851 321,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	5 111 321,00		5 111 321,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 000 000,00		1 000 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 000 000,00		5 000 000,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations (7)	1 400 000,00		1 400 000,00
75	Autres produits d'activités (7)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	125 046,00	*0,00*	125 046,00
77	Produits exceptionnels (7)	2 214 954,00	*0,00*	2 214 954,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (7)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement –Total	**14 851 321,00**	***0,00***	**14 851 321,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**14 851 321,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

DEPENSES

Nature	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL IV = I + II + III
TOTAL	**155 775 457,56**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**-14 831 321,00**	**-20 000,00**	**140 924 136,56**
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	**86 325 457,56**	**0,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**88 325 457,56**
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	86 325 457,56	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	88 325 457,56
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	**55 000 000,00**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**-14 831 321,00**	**-20 000,00**	**40 148 679,00**
Dépenses financières (détail en III-A3)	**9 200 000,00**	**0,00**	**-2 000 000,00**	**-2 000 000,00**		**-2 000 000,00**	**7 200 000,00**
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	***250 000,00***		***0,00***	***0,00***		***0,00***	***250 000,00***
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	***5 000 000,00***		***0,00***	***0,00***		***0,00***	***5 000 000,00***

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (4)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**140 924 136,56**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A

RECETTES

Nature	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
TOTAL	**71 650 000,00**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**56 798 679,00**
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	**13 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 100 000,00**
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes financières (détail en III-A4.3) (sauf 1068)	**13 550 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 550 000,00**
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	**15 000 000,00**		**0,00**	**0,00**	**15 000 000,00**
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	**5 000 000,00**		**0,00**	**0,00**	**5 000 000,00**
021 Virement de la section de fonctionnement	**25 000 000,00**		**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**	**10 148 679,00**

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (4)	**33 105 662,03**

Affectation au compte 1068 (5)	**51 019 795,53**

Total des recettes d'investissement cumulées	**140 924 136,56**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

Equipements départementaux – Dépenses non individualisées — A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL		**86 325 457,56**	**0,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**8 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	7 400 000,00	0,00	0,00	0,00		
2051	Concessions, droits similaires	600 000,00	0,00	0,00	0,00		
21	**Immobilisations corporelles**	**12 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	2 790 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00		
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	300 000,00	0,00	0,00	0,00		
21311	Bâtiments administratifs	2 605 000,00	0,00	1 105 000,00	1 105 000,00		
21314	Bâtiments culturels et sportifs	50 000,00	0,00	0,00	0,00		
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00		
21351	Bâtiments publics	600 000,00	0,00	0,00	0,00		
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00		
2157	Matériel et outillage technique	330 000,00	0,00	0,00	0,00		
216	Collections et oeuvres d'art	20 000,00	0,00	0,00	0,00		
2181	Install. générales, agencements	1 575 000,00	0,00	1 745 000,00	1 745 000,00		
2182	Matériel de transport	530 000,00	0,00	0,00	0,00		
21838	Autre matériel informatique	1 810 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00		
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	500 000,00	0,00	0,00	0,00		
2185	Matériel de téléphonie	160 000,00	0,00	0,00	0,00		
2188	Autres immobilisations corporelles	730 000,00	0,00	0,00	0,00		
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**66 325 457,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00		
231311	Bâtiments administratifs	1 625 000,00	0,00	0,00	0,00		
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	2 300 000,00	0,00	0,00	0,00		
231314	Bâtiments culturels et sportifs	4 375 000,56	0,00	0,00	0,00		
231318	Autres bâtiments publics	10 300 000,00	0,00	0,00	0,00		
23151	Réseaux de voirie	25 000 000,00	0,00	0,00	0,00		
23153	Réseaux divers	9 300 000,00	0,00	0,00	0,00		
23157	Matériel et outillage technique	50 000,00	0,00	0,00	0,00		
23181	Installations générales, agencements et	13 325 457,00	0,00	0,00	0,00		
23188	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		
237	Avances commandes immo incorporelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00		
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses

A1.2

RMI DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

RSA DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – VUE D'ENSEMBLE DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT — A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT
EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES

III
A2

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
204	**Subventions d'équipement versées (4)**	**55 000 000,00**	**0,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	23 397 120,00	0,00	-9 373 520,00	-9 373 520,00
204142	Subv.Cne : Bâtiments, installations	1 625 000,00	0,00	-760 000,00	-760 000,00
204151	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00
2041721	CCAS : Bien mobilier, matériel	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00
2041722	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
2041781	Autres EPL: Bien mobilier, matériel	877 880,00	0,00	-704 901,00	-704 901,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	200 000,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	19 750 000,00	0,00	-1 812 900,00	-1 812 900,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	5 150 000,00	0,00	-1 150 000,00	-1 150 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	2 400 000,00	0,00	-1 050 000,00	-1 050 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES

Dépenses financières

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES TOTALES		**9 200 000,00**	**0,00**	**-2 000 000,00**	**-2 000 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1388	Autres fonds non transférables	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**6 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	6 200 000,00	0,00	0,00	0,00
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**2 000 000,00**	**0,00**	**-2 000 000,00**	**-2 000 000,00**
2744	Prêts d'honneur	2 000 000,00	0,00	-2 000 000,00	-2 000 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET	...
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres

Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL		**13 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (sauf 138)**	**12 950 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	525 000,00	0,00	0,00	0,00
13172	Subv. transf. FEDER	6 290 000,00	0,00	0,00	0,00
13178	Autres fonds européens	1 935 000,00	0,00	0,00	0,00
1335	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00	0,00	0,00
1338	Autres fonds équip. transférables	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
1346	Dot. soutien investissement départements	2 200 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (5)**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1676	Dettes envers locataires - acquéreurs	150 000,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204141	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RMI / RSA – RECETTES

RECETTES RMI

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

RECETTES RSA

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES

Recettes financières

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL		**64 569 795,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**59 519 795,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	8 500 000,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	51 019 795,53	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subventions invest. non transf.**	**3 050 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1388	Autres fonds non transférables	3 050 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap. (3)	Libellé	RAR N-1 (4)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL DEPENSES (2) (3)		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES (2) (3)		0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

(4) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS — A6

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
040	***DEPENSES (2)***	***250 000,00***	***0,00***	***0,00***
13911	*Sub. transf cpte rés. Etat, étab. Nat.*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
040	***RECETTES (2)***	***15 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804161	*Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041711	*CDE : Bien mobilier, matériel*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041721	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041722	*CCAS : Bâtiments, installations*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041781	*Autres EPL: Bien mobilier, matériel*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041782	*Autres EPL: Bâtiments, installations*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
280433	*Subv.Scol : Projet infrastructure*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*21 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Réseaux divers*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Matériel et outillage techniques*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 200,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*184 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
041	***DEPENSES (2)***	***5 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
21735	*Installations générales (mise à dispo)*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
231313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
231314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*1 040 000,00*	*0,00*	*0,00*
231318	*Autres bâtiments publics*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
23151	*Réseaux de voirie*	*1 900 000,00*	*0,00*	*0,00*
23153	*Réseaux divers*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
23181	*Installations générales, agencements et*	*1 550 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***RECETTES (2)***	***5 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*4 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

DEPENSES

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	Total IV = I + II + III
DEPENSES DE L'EXERCICE (Détail en III-B1)		**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**340 351 321,00**
011	Charges à caractère général (5)	68 000 000,00	0,00	7 000 000,00	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00	75 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5)	116 000 000,00	0,00	5 500 000,00	5 500 000,00		5 500 000,00	121 500 000,00
014	Atténuations de produits	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	2 000 000,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	18 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	21 000 000,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)	70 000 000,00	0,00	14 702 642,00	14 702 642,00	0,00	14 702 642,00	84 702 642,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	200 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	200 000,00
66	Charges financières	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	3 000 000,00
67	Charges exceptionnelles (5)	2 800 000,00	0,00	0,00	0,00		0,00	2 800 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (5)	5 000 000,00		0,00	0,00		0,00	5 000 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*25 000 000,00*		*-14 851 321,00*	*-14 851 321,00*		*-14 851 321,00*	*10 148 679,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*15 000 000,00*		*0,00*	*0,00*		*0,00*	*15 000 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

D002 Résultat reporté ou anticipé (4)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**340 351 321,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III
B

RECETTES

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3)	Total
		I	II		III	IV = I + II + III
	RECETTES DE L'EXERCICE (Détail en III-B2)	**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**	**340 351 321,00**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	15 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	16 000 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	150 300 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00	155 300 000,00
731	Impositions directes	3 360 000,00	0,00	0,00	0,00	3 360 000,00
74	Dotations, subventions et participations (5)	144 800 000,00	0,00	1 400 000,00	1 400 000,00	146 200 000,00
75	Autres produits de gestion courante (5)	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
013	Atténuations de charges (5)	6 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000 000,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	2 540 000,00	0,00	5 111 321,00	5 111 321,00	7 651 321,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	1 750 000,00	0,00	125 046,00	125 046,00	1 875 046,00
77	Produits exceptionnels (5)	500 000,00	0,00	2 214 954,00	2 214 954,00	2 714 954,00
78	Reprises amortissements et provisions (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*250 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

R002 Résultat reporté ou anticipé (4)	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**340 351 321,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
011	**Charges à caractère général (5)**	**68 000 000,00**	**0,00**	**7 000 000,00**	**7 000 000,00**
60611	Eau et assainissement	180 000,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	400 000,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	280 000,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	10 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00
60631	Fournitures d'entretien	160 000,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	700 000,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	150 000,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	400 000,00	0,00	-200 000,00	-200 000,00
6064	Fournitures administratives	120 000,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	80 000,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	0,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	0,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	80 000,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	30 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
611	Contrats de prestations de services	8 000 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
6132	Locations immobilières	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	50 000,00	0,00	43 000,00	43 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	30 000,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	80 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	800 000,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	800 000,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	80 000,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	30 000,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	180 000,00	0,00	120 000,00	120 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	100 000,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	500 000,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	270 000,00	0,00	0,00	0,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	90 000,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	80 000,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	700 000,00	0,00	600 000,00	600 000,00
6182	Documentation générale et technique	100 000,00	0,00	0,00	0,00
6183	Frais de formation (personnel extérieur	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	800 000,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6188	Autres frais divers	800 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	3 000,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	350 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000 000,00	0,00	-650 000,00	-650 000,00
6228	Divers	170 000,00	0,00	330 000,00	330 000,00
6231	Annonces et insertions	60 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	300 000,00	0,00	-300 000,00	-300 000,00
6234	Réceptions	150 000,00	0,00	-30 000,00	-30 000,00
6236	Catalogues et imprimés	400 000,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	30 000,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	38 000,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	38 700 000,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	260 000,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	70 000,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	10 000,00	0,00	3 000,00	3 000,00
6262	Frais de télécommunications	500 000,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	1 700 000,00	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	350 000,00	0,00	-70 000,00	-70 000,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	20 000,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00

Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
63512	Taxes foncières	5 500 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
6353	Impôts indirects	3 000,00	0,00	4 000,00	4 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	6 000,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)**	**116 000 000,00**	**0,00**	**5 500 000,00**	**5 500 000,00**
6331	Versement mobilité	20 000,00	0,00	530 000,00	530 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 400 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	10 000,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	51 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00
64112	SFT, indemnité résidence	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	20 500 000,00	0,00	-2 400 000,00	-2 400 000,00
64131	Rémunérations non tit.	11 500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00
64141	Pers. rémunéré vacation - rémunérations	250 000,00	0,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois d'insertion	1 800 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 700 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 800 000,00	0,00	780 000,00	780 000,00
6478	Autres charges sociales diverses	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**2 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7398	Autres reversements	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00
7491	Contrib. dotation fonction. minimale	0,00	0,00	0,00	0,00
015	**Revenu minimum d'insertion**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**18 500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**
651141	APA à domicile au serv. Aide Dom.	0,00	0,00	0,00	0,00
6511411	APA	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6511412	APA - Dotation qualité	16 000 000,00	0,00	2 485 000,00	2 485 000,00
651142	APA versée au bénéficiaire	2 000 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
651143	APA versée bénef. en étab.	200 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
651144	APA versée à l'étab.	0,00	0,00	15 000,00	15 000,00
651148	APA autres	290 000,00	0,00	0,00	0,00
017	**Revenu de solidarité active**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65661	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)**	**70 000 000,00**	**0,00**	**14 702 642,00**	**14 702 642,00**
65111	Famille et enfance	150 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6511211	Presta. de compensation handicapé +20ans	600 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00
6511212	Presta. de compensation handicapé -20ans	400 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
651128	Autres	150 000,00	0,00	0,00	0,00
65113	Personnes âgées	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6512	Secours d'urgence	200 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6513	Bourses	15 500 000,00	0,00	3 500 000,00	3 500 000,00
6514	Cotisations, adhésions et autres prestat	60 000,00	0,00	0,00	0,00
6522	Accueil familial	10 000,00	0,00	0,00	0,00
65242	Frais séj. étab. adultes hand	100 000,00	0,00	0,00	0,00
65243	Frais séj. étab. pers. âgées	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
6531	Indemnités	900 000,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission et de déplacement	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	30 000,00	0,00	0,00	0,00
6535	Formation	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	12 180 000,00	0,00	0,00	0,00
6556	Contributions à des fonds	800 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
65661	Contrat d'accompagnement dans l'emploi	600 000,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	620 000,00	0,00	0,00	0,00
65734	Subv. fonct. Communes et intercos	500 000,00	0,00	802 642,00	802 642,00
65736	Subv. fonct. SPIC	12 000 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00
65737	Subv. Fonct. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	13 700 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	10 500 000,00	0,00	5 000 000,00	5 000 000,00
65888	Autres	540 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65861	Frais de personnel	200 000,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 014 + 015 + 016 + 017 + 65 + 6586)		**274 700 000,00**	**0,00**	**29 702 642,00**	**29 702 642,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Conformément à l'article L. 3312-4 du CGCT, les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
66	**Charges financières (B)**	**3 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	3 000 000,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (C) (5)**	**2 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	200 000,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	400 000,00	0,00	0,00	0,00
6745	Subv. aux personnes de droit privé	250 000,00	0,00	0,00	0,00
6748	Autres subventions exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 950 000,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dotations amortissements et provisions (D) (5)**	**5 000 000,00**		**0,00**	**0,00**
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	5 000 000,00		0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (E)**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		**285 500 000,00**	**0,00**	**29 702 642,00**	**29 702 642,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***25 000 000,00***		***-14 851 321,00***	***-14 851 321,00***
042	***Opérations ordre transf. entre sections (4)***	***15 000 000,00***		***0,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*15 000 000,00*		*0,00*	*0,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section (4)***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***40 000 000,00***		***-14 851 321,00***	***-14 851 321,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**
	002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE				**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES				**340 351 321,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.*

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	500 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-500 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap. / art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**15 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
7021	Ventes de récoltes	0,00	0,00	0,00	0,00
7028	Autres produits forestiers	7 000,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red.occupation dom. public départemental	9 300 000,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres	110 000,00	0,00	10 447,00	10 447,00
705	Etudes	100 000,00	0,00	0,00	0,00
7061	Taxes d'analyse	250 000,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	250 000,00	0,00	24 815,00	24 815,00
7068	Autres redevances et droits	10 000,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	4 970 000,00	0,00	964 738,00	964 738,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	3 000,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes (sauf impôts locaux)**	**150 300 000,00**	**0,00**	**5 000 000,00**	**5 000 000,00**
7321	Taxe départementale publicité foncière	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00
7322	Taxe départ. Add. certains droits enreg.	0,00	0,00	0,00	0,00
7326	Attrib. fonds péréquation sur les DMTO	50 051 000,00	0,00	1 880 776,00	1 880 776,00
7327	Taxe d'aménagement	626 875,00	0,00	0,00	0,00
733	Taxes util. services publics et domaine	500 000,00	0,00	0,00	0,00
7348	Autres	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00
7351	Taxe sur consommation finale électricité	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
7372	Taxes sur les carburants	31 000 000,00	0,00	0,00	0,00
7373	Octroi de mer (Guyane)	25 600 000,00	0,00	3 119 224,00	3 119 224,00
7374	Produit des amendes	30 000,00	0,00	0,00	0,00
73751	Impôt sur les sociétés	0,00	0,00	0,00	0,00
737534	Bureau de tabacs	10 500 000,00	0,00	0,00	0,00
73811	Fraction compensatoire de la TFPB	5 304 598,00	0,00	0,00	0,00
73818	Autres	4 729 527,00	0,00	0,00	0,00
7384	Ressources/formation prof., apprentis.	16 000 000,00	0,00	0,00	0,00
7388	Autres	758 000,00	0,00	0,00	0,00
731	**Impositions directes**	**3 360 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73112	Cotisation sur la VAE	1 855 100,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	404 900,00	0,00	0,00	0,00
73122	Fonds péréquation cotis./VA entreprises	1 100 000,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations, subventions et participations (4)**	**144 800 000,00**	**0,00**	**1 400 000,00**	**1 400 000,00**
7411	Dotation forfaitaire	15 096 216,00	0,00	737 091,00	737 091,00
74121	Dotation de fonctionnement minimale	10 688 940,00	0,00	228 610,00	228 610,00
74122	Dotation de péréquation urbaine	5 726 459,00	0,00	0,00	0,00
74123	Dotation de compensation	469 491,00	0,00	0,00	0,00
7461	DGD	1 990 000,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	100 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	200 000,00	0,00	0,00	0,00
74773	Participation FEOGA	7 894,00	0,00	0,00	0,00
747812	Dotation versée au titre de la PCH	191 000,00	0,00	0,00	0,00
7478142	Part prévention	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	500 000,00	0,00	0,00	0,00
74838	Autres attribution péréq. et compens.	109 300 000,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	530 000,00	0,00	334 299,00	334 299,00
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7513	Recouvrements sur bénéficiaire, tiers-pa	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges (4)**	**6 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	5 950 000,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	50 000,00	0,00	0,00	0,00
015	**Revenu minimum d'insertion**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**2 540 000,00**	**0,00**	**5 111 321,00**	**5 111 321,00**
747811	Dotation versée au titre de l'APA	2 540 000,00	0,00	5 111 321,00	5 111 321,00
017	**Revenu de solidarité active**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)	**323 000 000,00**	**0,00**	**12 511 321,00**	**12 511 321,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5)Le montant brut et la compensation correspondent au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Le détail du calcul est destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap. / art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
76	**Produits financiers (B)**	**1 750 000,00**	**0,00**	**125 046,00**	**125 046,00**
761	Produits de participations	1 750 000,00	0,00	125 046,00	125 046,00
77	**Produits exceptionnels (C) (5)**	**500 000,00**	**0,00**	**2 214 954,00**	**2 214 954,00**
7718	Autres prod. except. opération gestion	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	500 000,00	0,00	2 214 954,00	2 214 954,00
78	**Reprises amortissements et provisions (D) (5)**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00		0,00	0,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00		0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		**325 250 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections (4)***	***250 000,00***		***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*250 000,00*		*0,00*	*0,00*
043	***Opérations ordre intérieur de la section (4)***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***250 000,00***		***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**325 500 000,00**	**0,00**	**14 851 321,00**	**14 851 321,00**
				R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**340 351 321,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.*

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6)Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
INVESTISSEMENT						
DEPENSES						
Dépenses réelles	7 250 000	34 585 457	4 887 100	600 000	9 060 001	0
- Equipements départx		21 585 457	0	100 000	8 560 001	0
- Equip. non départx (c/204)		13 000 000	4 887 100	500 000	500 000	0
- Opérations financières	7 250 000					
Dépenses d'ordre	*5 250 000*					
Total dépenses de l'exercice	**12 500 000**	**34 585 457**	**4 887 100**	**600 000**	**9 060 001**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**12 500 000**	**34 585 457**	**4 887 100**	**600 000**	**9 060 001**	**0**
RECETTES						
Total recettes de l'exercice	**98 899 475**	**0**	**19 000**	**120 000**	**220 000**	**0**
RAR N-1 et reports	**33 105 662**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**132 005 137**	**0**	**19 000**	**120 000**	**220 000**	**0**
FONCTIONNEMENT						
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice	**35 537 679**	**70 558 000**	**12 180 000**	**52 769 500**	**13 934 500**	**10 000**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**35 537 679**	**70 558 000**	**12 180 000**	**52 769 500**	**13 934 500**	**10 000**
RECETTES						
Total recettes de l'exercice	**306 049 079**	**12 484 738**	**0**	**758 000**	**3 000**	**0**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**306 049 079**	**12 484 738**	**0**	**758 000**	**3 000**	**0**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION

IV
A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
INVESTISSEMENT									
DEPENSES									
Dépenses réelles	4 870 000	0	0	0	45 840 000	17 701 579	7 180 000	3 700 000	135 674 137
- Equipements départx	2 420 000	0	0	0	45 690 000	2 640 000	7 180 000	100 000	88 325 458
- Equip. non départx (c/204)	2 450 000	0	0	0	150 000	15 061 579	0	3 600 000	40 148 679
- Opérations financières									7 250 000
Dépenses d'ordre									*5 250 000*
Total dépenses de l'exercice	**4 870 000**	**0**	**0**	**0**	**45 840 000**	**17 701 579**	**7 180 000**	**3 700 000**	**140 924 137**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**4 870 000**	**0**	**0**	**0**	**45 840 000**	**17 701 579**	**7 180 000**	**3 700 000**	**140 924 137**
RECETTES									
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 535 000**	**425 000**	**5 000 000**	**600 000**	**107 818 475**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**33 105 662**
Total cumulé recettes d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 535 000**	**425 000**	**5 000 000**	**600 000**	**140 924 137**
FONCTIONNEMENT									
DEPENSES									
Total dépenses de l'exercice	**25 586 642**	**0**	**21 000 000**	**1 223 000**	**2 863 000**	**25 662 000**	**59 497 000**	**19 530 000**	**340 351 321**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**25 586 642**	**0**	**21 000 000**	**1 223 000**	**2 863 000**	**25 662 000**	**59 497 000**	**19 530 000**	**340 351 321**
RECETTES									
Total recettes de l'exercice	**191 000**	**0**	**7 651 321**	**0**	**0**	**3 982 368**	**8 974 815**	**257 000**	**340 351 321**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**191 000**	**0**	**7 651 321**	**0**	**0**	**3 982 368**	**8 974 815**	**257 000**	**340 351 321**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
	INVESTISSEMENT						
	DEPENSES						
Total dépenses d'investissement		**12 500 000**	**34 585 457**	**4 887 100**	**600 000**	**9 060 001**	**0**
Dépenses réelles		7 250 000	34 585 457	4 887 100	600 000	9 060 001	0
138	Autres subventions invest. non transf.	1 000 000	0	0	0	0	0
164	Emprunts auprès des éts. financiers	6 200 000	0	0	0	0	0
203	Frais d'études, recherche, développement	0	980 000	0	100 000	3 490 000	0
204	Subventions d'équipement versées	0	13 000 000	4 887 100	500 000	500 000	0
205	Licences, logiciels, droits similaires	0	600 000	0	0	0	0
211	Terrains	0	1 790 000	0	0	0	0
212	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	0
213	Constructions	0	4 310 000	0	0	50 000	0
215	Install., matériel, outillage techniques	0	0	0	0	0	0
216	Collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	20 000	0
218	Autres immobilisations corporelles	50 000	6 295 000	0	0	125 000	0
231	Immobilisations corporelles en cours	0	7 610 457	0	0	4 825 001	0
237	Avances commandes immo incorporelles	0	0	0	0	50 000	0
274	Prêts	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*5 250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations patrimoniales		*5 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
217	*Immo. corporelles reçues mises à dispo.*	*10 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
231	*Immobilisations corporelles en cours*	*4 940 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*50 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
	RECETTES						
Total recettes d'investissement		**98 899 475**	**0**	**19 000**	**120 000**	**220 000**	**0**
Recettes réelles		68 769 796	0	0	120 000	220 000	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000	0	0	0	0	0
102	Dotations et fonds d'investissement	8 500 000	0	0	0	0	0
106	Réserves	51 019 796	0	0	0	0	0
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	0	120 000	220 000	0
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	2 000 000	0	0	0	0	0
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	2 200 000	0	0	0	0	0
138	Autres subventions invest. non transf.	3 050 000	0	0	0	0	0
167	Emprunts dettes conditions particulières	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	Cultures, sports, vie sociale	Prévention, médiation, sécurité
Recettes d'ordre		***30 129 679***	***0***	***19 000***	***0***	***0***	***0***
Opérations d'ordre entre section		*25 129 679*	*0*	*19 000*	*0*	*0*	*0*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*10 148 679*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
280	*Amort. immobilisations incorporelles*	*7 330 000*	*0*	*19 000*	*0*	*0*	*0*
281	*Amortissement immobilisations corporelle*	*7 651 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations patrimoniales		*5 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
203	*Frais d'études, recherche, développement*	*4 500 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*500 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**35 537 679**	**70 558 000**	**12 180 000**	**52 769 500**	**13 934 500**	**10 000**
Dépenses réelles		10 389 000	70 558 000	12 180 000	52 769 500	13 934 500	10 000
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 000	1 919 000	0	8 000	137 000	0
611	Contrats de prestations de services	30 000	200 000	0	6 515 000	80 000	0
613	Locations	0	103 000	0	0	0	0
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	0	0	0
615	Entretien et réparations	0	2 240 000	0	10 000	10 000	0
616	Primes d'assurances	0	440 000	0	0	0	0
617	Etudes et recherches	120 000	60 000	0	50 000	80 000	10 000
618	Divers	41 500	1 663 500	0	160 000	182 000	0
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	3 000	1 110 000	0	0	2 000	0
623	Pub., publications, relations publiques	57 000	544 000	0	112 000	37 000	0
624	Transports biens, transports collectifs	0	23 000	0	0	22 000	0
625	Déplacements et missions	10 000	258 000	0	25 000	18 000	0
626	Frais postaux et frais télécommunication	0	513 000	0	0	0	0
628	Divers	0	4 023 500	0	6 500	0	0
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0	752 000	0	403 000	173 000	0
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	6 500 000	7 000	0	0	0	0
6411	Personnel titulaire	0	29 510 000	0	7 420 000	6 060 000	0
6413	Personnel non titulaire	0	6 330 000	0	750 000	1 000 000	0
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0	0	0	50 000	0	0
6416	Emplois d'insertion	0	22 000	0	0	0	0
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	8 440 000	0	2 000 000	1 660 000	0
647	Autres charges sociales	0	4 000 000	0	0	0	0
651	Aides à la personne	6 500	30 000	0	18 700 000	303 500	0
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0	0	0	0	0	0
653	Indemnités, frais et formation élus	20 000	1 010 000	0	0	0	0
655	Contributions obligatoires	0	0	12 180 000	0	0	0
656	Participations	0	0	0	0	100 000	0
657	Subventions de fonctionnement versées	0	1 470 000	0	16 560 000	4 070 000	0
658	Charges diverses de gestion courante	0	890 000	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	Culture, sauvegarde sociale	Développement durable, sécurité
661	Charges d'intérêts	**3 000 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	200 000	0	0	0	0	0
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	400 000	0	0	0	0	0
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0	5 000 000	0	0	0	0
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*25 148 679*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*25 148 679*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
023	*Virement à la section d'investissement*	*10 148 679*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
681	*Dot. amort. et prov. Charges de fonct.*	*15 000 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
			RECETTES				
Total recettes de fonctionnement		**306 049 079**	**12 484 738**	**0**	**758 000**	**3 000**	**0**
Recettes réelles		305 799 079	12 484 738	0	758 000	3 000	0
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	5 950 000	0	0	0	0
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	50 000	0	0	0	0
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0	0	0	0	0	0
703	Redevances utilisation du domaine	0	350 000	0	0	0	0
705	Etudes	0	0	0	0	0	0
706	Prestations de services	0	0	0	0	0	0
708	Autres produits	0	5 934 738	0	0	3 000	0
731	Impositions directes	3 360 000	0	0	0	0	0
732	Droits d'enregistrement,taxes urbanisme	54 431 776	0	0	0	0	0
733	Taxes util. services publics et domaine	500 000	0	0	0	0	0
734	Taxes liées aux véhicules	1 700 000	0	0	0	0	0
735	Impôts et taxes spécif. prod. énergie	0	0	0	0	0	0
737	Impôts et taxes d'outre-mer	70 249 224	0	0	0	0	0
738	Autres taxes	26 034 125	0	0	758 000	0	0
741	D.G.F.	32 946 807	0	0	0	0	0
746	Dotation générale de décentralisation	1 990 000	0	0	0	0	0
747	Participations	207 894	200 000	0	0	0	0
748	Autres attributions et participations	110 664 299	0	0	0	0	0
752	Revenus des immeubles	1 000 000	0	0	0	0	0
761	Produits de participations	0	0	0	0	0	0
778	Autres produits exceptionnels	2 714 954	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*250 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour les comptes 641 et 6516 qui sont déclinés à quatre chiffres et le compte 6517 qui est décliné à cinq chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION

IV
A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
INVESTISSEMENT										
DEPENSES										
Total dépenses d'investissement		**4 870 000**	**0**	**0**	**0**	**45 840 000**	**17 701 579**	**7 180 000**	**3 700 000**	**140 924 137**
Dépenses réelles		4 870 000	0	0	0	45 840 000	17 701 579	7 180 000	3 700 000	135 674 137
138	Autres subventions invest. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000 000
164	Emprunts auprès des éts. financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	6 200 000
203	Frais d'études, recherche, développement	120 000	0	0	0	2 160 000	150 000	300 000	100 000	7 400 000
204	Subventions d'équipement versées	2 450 000	0	0	0	150 000	15 061 579	0	3 600 000	40 148 679
205	Licences, logiciels, droits similaires	0	0	0	0	0	0	0	0	600 000
211	Terrains	0	0	0	0	0	0	0	0	1 790 000
212	Agencements et aménagements de terrains	0	0	0	0	0	300 000	0	0	300 000
213	Constructions	0	0	0	0	0	0	0	0	4 360 000
215	Install., matériel, outillage techniques	0	0	0	0	30 000	300 000	0	0	330 000
216	Collections et oeuvres d'art	0	0	0	0	0	0	0	0	20 000
218	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	50 000	580 000	100 000	0	7 200 000
231	Immobilisations corporelles en cours	2 300 000	0	0	0	43 450 000	1 310 000	6 780 000	0	66 275 458
237	Avances commandes immo incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
274	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 250 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000 000*
217	*Immo. corporelles reçues mises à dispo.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 000*
231	*Immobilisations corporelles en cours*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 940 000*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*50 000*
RECETTES										
Total recettes d'investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**2 535 000**	**425 000**	**5 000 000**	**600 000**	**107 818 475**
Recettes réelles		0	0	0	0	2 535 000	425 000	5 000 000	600 000	77 669 796
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000 000
102	Dotations et fonds d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	8 500 000
106	Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	51 019 796
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	0	0	2 535 000	275 000	5 000 000	600 000	8 750 000
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000 000
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0	0	0	0	0	0	0	0	2 200 000
138	Autres subventions invest. non transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	3 050 000
167	Emprunts dettes conditions particulières	0	0	0	0	0	150 000	0	0	150 000

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	
Recettes d'ordre		***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***30 148 679***
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*25 148 679*
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 148 679*
280	*Amort. immobilisations incorporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 349 000*
281	*Amortissement immobilisations corporelle*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 651 000*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 000 000*
203	*Frais d'études, recherche, développement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 500 000*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*500 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**25 586 642**	**0**	**21 000 000**	**1 223 000**	**2 863 000**	**25 662 000**	**59 497 000**	**19 530 000**	**340 351 321**
Dépenses réelles		25 586 642	0	21 000 000	1 223 000	2 863 000	25 662 000	59 497 000	19 530 000	315 202 642
606	Achats non stockés de matières et fourni	0	0	0	0	150 000	80 000	0	115 000	2 410 000
611	Contrats de prestations de services	110 000	0	0	0	0	0	0	65 000	7 000 000
613	Locations	0	0	0	0	0	1 790 000	0	0	1 893 000
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	0	0	30 000	0	0	30 000
615	Entretien et réparations	0	0	0	0	190 000	95 000	70 000	175 000	2 790 000
616	Primes d'assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	440 000
617	Etudes et recherches	40 000	0	0	20 000	0	830 000	30 000	60 000	1 300 000
618	Divers	0	0	0	500 000	0	0	0	3 000	2 550 000
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0	0	0	0	0	488 000	0	100 000	1 703 000
623	Pub., publications, relations publiques	10 000	0	0	0	0	0	0	0	760 000
624	Transports biens, transports collectifs	0	0	0	0	0	0	42 690 000	3 000	42 738 000
625	Déplacements et missions	4 000	0	0	3 000	3 000	6 000	3 000	0	330 000
626	Frais postaux et frais télécommunication	0	0	0	0	0	0	0	0	513 000
628	Divers	0	0	0	0	0	0	0	0	4 030 000
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	223 000	0	0	0	20 000	290 000	54 000	255 000	2 170 000
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0	0	0	0	0	6 000	0	0	6 513 000
6411	Personnel titulaire	11 670 000	0	0	0	1 380 000	11 700 000	1 300 000	6 560 000	75 600 000
6413	Personnel non titulaire	1 350 000	0	0	0	300 000	3 000 000	500 000	770 000	14 000 000
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0	0	0	0	0	200 000	0	0	250 000
6416	Emplois d'insertion	7 000	0	0	0	0	2 767 000	0	4 000	2 800 000
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	3 600 000	0	0	0	400 000	4 030 000	480 000	2 070 000	22 680 000
647	Autres charges sociales	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000 000
651	Aides à la personne	2 160 000	0	21 000 000	0	0	0	20 000	0	42 220 000
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	560 000	0	0	0	0	0	0	0	560 000
653	Indemnités, frais et formation élus	0	0	0	0	0	0	0	0	1 030 000
655	Contributions obligatoires	1 800 000	0	0	0	0	0	0	0	13 980 000
656	Participations	0	0	0	700 000	420 000	0	0	0	1 220 000

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	
657	Subventions de fonctionnement versées	**4 052 642**	**0**	**0**	**0**	**0**	**350 000**	**12 500 000**	**7 000 000**	**46 002 642**
658	Charges diverses de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	890 000
661	Charges d'intérêts	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000 000
671	Charges exceptionnelles opér. de gestion	0	0	0	0	0	0	0	0	200 000
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	400 000
674	Subv. fonctionnement exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	250 000	250 000
678	Autres charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	1 850 000	100 000	1 950 000
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	2 000 000	2 000 000
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*25 148 679*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*25 148 679*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 148 679*
681	*Dot. amort. et prov. Charges de fonct.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 000 000*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
					RECETTES					
Total recettes de fonctionnement		**191 000**	**0**	**7 651 321**	**0**	**0**	**3 982 368**	**8 974 815**	**257 000**	**340 351 321**
Recettes réelles		191 000	0	7 651 321	0	0	3 982 368	8 974 815	257 000	340 101 321
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	0	0	0	0	0	0	0	5 950 000
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0	0	0	0	0	0	0	7 000	7 000
703	Redevances utilisation du domaine	0	0	0	0	0	370 447	8 700 000	0	9 420 447
705	Etudes	0	0	0	0	0	100 000	0	0	100 000
706	Prestations de services	0	0	0	0	0	10 000	274 815	250 000	534 815
708	Autres produits	0	0	0	0	0	0	0	0	5 937 738
731	Impositions directes	0	0	0	0	0	0	0	0	3 360 000
732	Droits d'enregistrement,taxes urbanisme	0	0	0	0	0	626 875	0	0	55 058 651
733	Taxes util. services publics et domaine	0	0	0	0	0	0	0	0	500 000
734	Taxes liées aux véhicules	0	0	0	0	0	0	0	0	1 700 000
735	Impôts et taxes spécif. prod. énergie	0	0	0	0	0	1 000 000	0	0	1 000 000
737	Impôts et taxes d'outre-mer	0	0	0	0	0	0	0	0	70 249 224
738	Autres taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	26 792 125
741	D.G.F.	0	0	0	0	0	0	0	0	32 946 807
746	Dotation générale de décentralisation	0	0	0	0	0	0	0	0	1 990 000
747	Participations	191 000	0	7 651 321	0	0	0	0	0	8 250 215
748	Autres attributions et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	110 664 299
752	Revenus des immeubles	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000 000
761	Produits de participations	0	0	0	0	0	1 875 046	0	0	1 875 046
778	Autres produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	2 714 954
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250 000*

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***250 000***
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 6 450 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**6 200 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	6 200 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681 (4)	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**250 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**6 450 000,00**	**16 000 000,00**	**0,00**	**22 450 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 53 550 000,00**	**-14 851 321,00**	**VI -14 851 321,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**11 550 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	8 500 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	3 050 000,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		**42 000 000,00**	**-14 851 321,00**	**-14 851 321,00**
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804141	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804142	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804152	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*60 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804161	*Subv. SPIC : Bien mobilier, matériel*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041711	*CDE : Bien mobilier, matériel*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041721	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041722	*CCAS : Bâtiments, installations*	*8 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041781	*Autres EPL: Bien mobilier, matériel*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041782	*Autres EPL: Bâtiments, installations*	*350 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
280433	*Subv.Scol : Projet infrastructure*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*21 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Réseaux divers*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Matériel et outillage techniques*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2817841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*	*1 800,00*	*0,00*	*0,00*
2817848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*2 200,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*184 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 000 000,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*25 000 000,00*	*-14 851 321,00*	*-14 851 321,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**38 698 679,00**	**5 900 000,00**	**33 105 662,03**	**51 019 795,53**	**128 724 136,56**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**22 450 000,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**128 724 136,56**
Solde	IX = VIII – IV (4)	**106 274 136,56**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	**1 620 837 970,00**	**0,00**	**1 620 837 970,00**	**148 669 042,26**	**112 229 136,56**	**427 933 211,74**	**851 955 719,42**
2020-1004 Action immobilière	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	82 674,11	5 400 000,00	2 417 326,00	2 112 999,89
2020-0904 Agriculture et pêche	11 179 474,00	0,00	11 179 474,00	2 621 892,48	1 830 000,00	3 132 105,00	3 395 476,52
2021-0302 Art vivant	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	1 000 000,00	200 000,00	0,00	0,00
2020-0305 Centre culturel	1 300 000,00	0,00	1 300 000,00	806 183,00	300 000,00	93 817,00	0,00
2020-0804 Continuité territoriale	79 462 200,00	0,00	79 462 200,00	1 416 228,58	14 450 000,00	7 000 000,00	36 150 627,89
2020-0907 Coopération	13 610 080,00	0,00	13 610 080,00	10 080,00	100 000,00	6 500 000,00	6 600 000,00
2020-0502 Déchets	1 520 000,00	0,00	1 520 000,00	489 518,03	410 000,00	520 481,97	0,00
2020-0908 Développement économique	66 891 000,00	0,00	66 891 000,00	6 008 293,17	3 100 000,00	22 730 000,00	31 271 706,83
2020-0805 Electrification rurale	53 566 857,00	0,00	53 566 857,00	16 101 968,22	6 900 000,00	11 900 000,00	0,00
2020-0604 Formation professionnelle	9 887 154,00	0,00	9 887 154,00	394 117,04	375 000,00	641 640,00	8 251 396,96
2020-0808 Infrastructures	258 638 867,00	0,00	258 638 867,00	40 885 180,26	10 661 579,00	90 221 631,00	101 116 797,74
2020-0203 Insertion sociale et professionnelle	45 607 580,00	0,00	45 607 580,00	5 622 590,72	4 720 000,00	9 104 831,00	12 152 578,28
2020-0803 Inter urbain	101 549 147,00	0,00	101 549 147,00	3 997 984,19	2 450 000,00	9 460 000,00	84 537 162,81
2020-0401 Jeunesse citoyenneté	6 600 000,00	0,00	6 600 000,00	128 819,07	100 000,00	1 840 000,00	4 531 180,93
2020-0106 Laboratoire Analyse	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	934 985,00	0,00	1 500 000,00	1 050 000,00
2020-0301 Lecture	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	473 522,25	300 000,00	176 477,00	0,00
2020-0503 Milieux et paysages	4 700 000,00	0,00	4 700 000,00	33 430,00	300 000,00	2 515 960,00	1 667 570,00
2020-1007 Moyens généraux	166 575 158,00	0,00	166 575 158,00	14 817 229,40	11 285 457,00	26 397 405,00	114 402 059,00
2020-0304 Musée	6 370 000,00	0,00	6 370 000,00	60 467,00	120 000,00	630 000,00	5 414 533,00
2020-0204 Médiation sociale	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	318 300,00	-50 000,00	550 000,00	281 700,00
2020-0303 Patrimoine	20 000 000,00	0,00	20 000 000,00	679 503,91	890 000,00	5 550 000,00	8 168 091,09
2020-0802 Pistes rurales	34 539 000,00	0,00	34 539 000,00	4 123 961,19	3 810 000,00	11 823 033,00	13 562 005,81
2020-0703 Ports	113 355 528,00	0,00	113 355 528,00	9 218 683,30	8 350 000,00	50 436 845,00	43 349 999,73
2020-0102 Prévention (Famille et enfance) - CD	500 000,00	0,00	500 000,00	123 131,90	0,00	276 868,10	0,00
2020-0801 Routes départementales	253 201 000,00	0,00	253 201 000,00	26 498 159,24	18 705 000,00	61 701 000,00	154 896 840,79
2020-0402 Sport	179 660 555,00	0,00	179 660 555,00	6 382 708,56	5 635 000,56	33 007 770,00	132 870 075,46
2020-1003 Système d'information	3 700 000,00	0,00	3 700 000,00	631 954,67	500 000,00	1 677 055,00	710 990,33
2020-0807 Sécurité	149 718 448,00	0,00	149 718 448,00	1 800 000,00	7 037 100,00	59 500 000,00	81 068 448,00
2020-0806 Technologie de télécommunication	9 200 000,00	0,00	9 200 000,00	1 225 033,33	3 250 000,00	3 668 966,67	0,00
2020-0702 Transports voyageurs	5 066 501,00	0,00	5 066 501,00	1 166 500,75	450 000,00	1 500 000,00	1 500 000,25
2020-0504 Énergie	5 639 421,00	0,00	5 639 421,00	615 942,89	650 000,00	1 460 000,00	2 893 478,11

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

IV

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABDALLAH BOINA Laïni	
AHAMADI Zamimou	
ATTOUMANI Saindou	
CHANFI Bibi	
EL HADAD Soihirat	
HASSANI El Anrif	
ISSA Echati	
KAMARDINE Abdoul	
M'DALLAH Farianti	
MANROUFOU Elyassir	
MDERE Salime	
MOUAYAD BEN Zouhourya	
MOUSSA AHAMADI Maymounati	
OMAR Ali	
OUSSENI Ben Issa	
POLLOZEC Hélène	
SAID KALAME Mariam	
SAID Nadjima	
SAID SOUFFOU Soula	
SAINDOU MALIDE Daoud	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	
ARRETE ET SIGNATURES	E2

SAINDOU Zaounaki	
SAREMNT Alain	
SIDI Nadjayedine	
VELOU Madi	
VITTA Rosette	
ZAIDANI Daniel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical…).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CG :CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE Budget principal (2)

Numéro SIRET : 22985000300067

POSTE COMPTABLE : payeur departemental de

M. 52

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : BUDGET ASE (4)

ANNEE 2022

(1) Indiquer soit « Département : nom du département », soit le libellé de l'établissement ou du syndicat (exemples : MDPH, libellé du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT…).
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal (du département ou syndicat mixte) ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget par section 9
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Dépenses 10
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement - Recettes 11
A3.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Dépenses 12
A3.2 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement - Recettes 13
B1 - Balance générale - Dépenses 14
B2 - Balance générale - Recettes 15

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble - Dépenses / Recettes 17
A1.1 - Equipements départementaux - Dépenses non individualisées en programme d'équipement 19
A1.2 - Equipements départementaux - Dépenses RMI / RSA 20
A1.3 - Equipements départementaux - Dépenses individualisées en programme d'équipement 21
A1.4 - Equipements départementaux - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme 22
A1.5 - Equipements départementaux - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme 23
A2 - Equipements non départementaux 24
A3 - Dépenses financières 25
A4.1 - Financement des équipements départementaux et non départementaux 26
A4.2 - Recettes RMI / RSA 27
A4.3 - Recettes financières 28
A5 - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers 29
A6 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections 30
A7 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 34
B2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée par fonction

A1 - Vue d'ensemble 39
A1/01 - Opérations non ventilées Sans Objet
A1/0 - Fonction 0 (sauf 01) Sans Objet
A1/1 - Fonction 1 Sans Objet
A1/2 - Fonction 2 Sans Objet
A1/3 - Fonction 3 Sans Objet
A1/4 - Fonction 4 Sans Objet
A1/5 - Fonction 5 Sans Objet
A1/6 - Fonction 6 Sans Objet
A1/7 - Fonction 7 Sans Objet
A1/8 - Fonction 8 Sans Objet
A1/9 - Fonction 9 Sans Objet

B - Eléments du bilan

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées Sans Objet
B3 - Etat des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 45
B7.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 46

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

C - Engagements hors bilan

C1.1 - Etat des emprunts garantis	
C1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
C2 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Sans Objet
C3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
C4 - Etat des contrats de PPP	Sans Objet
C5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
C6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
C7 - Situation des autorisations de programme	47
C8 - Situation des autorisations d'engagement	48
C9 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Etat du personnel	Sans Objet
D2 - Liste des organismes dans lesquels le département a pris un engagement financier	Sans Objet
D3.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
D3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
D3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
D3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	Sans Objet

E - Décisions en matière de taux - Arrêté et signatures

E1 - Décisions en matière de taux	Sans Objet

E - Arrêté et signatures

E2 - Arrêté et signatures	49

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques			
	Valeurs		**Valeurs**
Population totale	256 518	Nombre de m^2 de surface utile de bâtiments (5)	0
Longueur de la voirie départementale (en km)	0	Nombre d'organismes de coopération auxquels appartient le département	0

Informations fiscales (N-2)			
Potentiel fiscal et financier (1)		**Valeurs par habitant pour le département (population DGF)**	**Moyennes nationales du potentiel financier par catégorie (2)**
Fiscal	**Financier**		
0	0	0	0

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et financier définis à l'article L. 3334-6 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Il s'agit du potentiel financier défini à l'article L. 3334-6-1 pour les départements urbains et R. 3334-3-1 du CGCT pour les départements non urbains. Le potentiel financier moyen par catégorie figure sur la fiche de la répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2.

	Informations financières – ratios	Valeurs	Moyennes nationales
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	15,59	
2	Produit des impositions directes/population	0,00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0,00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0,00	
5	Encours de dette/population (3) (4)	0	
6	DGF/population	0,00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (5)	75,00 %	
8	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement (5)	0 %	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (5)	0 %	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (3) (4) (5)	0,00 %	

(3) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 01/01/N.
(4) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.
(5) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.
(6) Les valeurs devant figurer dans cet état sont celles du dernier CA adopté avant le vote du budget concerné.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'Assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- (2) sans les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- (3) sans vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en investissement et en fonctionnement, et, en section d'investissement, sans chapitre de programme.

III – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

IV – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

RESULTATS DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	64 670 441,56	28 367 146,21	104 730 364,24	A1	68 427 068,89
Investissement	5 601 557,13	4 050 909,81	(1) 10 375 852,40	A2	8 825 205,08
Fonctionnement	59 068 884,43	24 316 236,40	(2) 94 354 511,84	A3	59 601 863,81

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	4 000 000,00	III + IV	0,00	B1	-4 000 000,00
Investissement	I	4 000 000,00	III	0,00	B2	-4 000 000,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (1)
TOTAL	**A1 + B1**	64 427 068,89
Investissement	**A2 + B2**	4 825 205,08
Fonctionnement	**A3 + B3**	59 601 863,81

(1) Si le montant est positif, il s'agit d'un excédent, si le montant est négatif, il s'agit d'un déficit.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR D

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES

Chap./ art. (1)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(I)	**4 000 000,00**
010	Revenu minimum d'insertion	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (2)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (2)	200 000,00
204	Subventions d'équipement versées (2)	0,00
21	Immobilisations corporelles (2)	300 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (2)	0,00
23	Immobilisations en cours (2)	3 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (2)	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(II)	0,00
011	Charges à caractère général (3)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00
65	Autres charges de gestion courante (3)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles (3)	0,00

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors dépenses imputées aux comptes 010 et 018.

(3) Hors dépenses imputées aux comptes 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES

Chap. / art. (1)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	**0,00**
010	**Revenu minimum d'insertion**		**0,00**
018	**Revenu de solidarité active**		**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**		**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**		**0,00**
13	**Subventions d'investissement (2)**		**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**		**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**		**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (2)**		**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (2)**		**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (2)**		**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (2)**		**0,00**
23	**Immobilisations en cours (2)**		**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**		**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (2)**		**0,00**
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**		**0,00**
73	**Impôts et taxes**		**0,00**
731	**Impositions directes**		**0,00**
74	**Dotations, subventions et participations (3)**		**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (3)**		**0,00**
013	**Atténuations de charges (3)**		**0,00**
015	**Revenu minimum d'insertion**		**0,00**
016	**Allocation personnalisée d'autonomie**		**0,00**
017	**Revenu de solidarité active**		**0,00**
76	**Produits financiers**		**0,00**
77	**Produits exceptionnels (3)**		**0,00**

(1) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(2) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (2)	0,00	0,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 000 000,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1)	0,00	0,00
REPORTS	002 Résultat de fonctionnement reporté (1)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (3)	4 000 000,00	0,00

TOTAL DU BUDGET (4)	4 000 000,00	0,00

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DÉPENSES			RECETTES		
	RÉELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312.9 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (8)	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
204	Subventions d'équipement versées (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (6)	1 560 000,00	0,00	0,00	0,00	1 560 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris programmes) (4) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (8)	11 500 000,00	0,00	0,00	0,00	11 500 000,00
Total des dépenses d'équipement		**13 560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 560 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (8)	45 205,08	0,00	0,00	0,00	45 205,08
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**45 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 205,08**
45…	Total des opé. pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**13 605 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 605 205,08**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*400 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***400 000,00***		***0,00***	***0,00***	***400 000,00***
TOTAL		**14 005 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 005 205,08**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 005 205,08**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(7) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138) (11)	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	630 000,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**630 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**630 000,00**
45…	Total des opé. pour le compte de tiers (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**4 130 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 130 000,00**

021	*Virement de la section de fonctionnement (9)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (9)*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*	*650 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*400 000,00*		*0,00*	*0,00*	*400 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 050 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 050 000,00***

TOTAL	**5 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 180 000,00**
					+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE					**8 825 205,08**
					=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					**14 005 205,08**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**650 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(9) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(11) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A5.1

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (5)	6 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	7 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5)	37 500 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00	40 500 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)	17 850 000,00	0,00	0,00	0,00	17 850 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**61 350 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**65 350 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**61 350 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**65 350 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*	*650 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***650 000,00***		***0,00***	***0,00***	***650 000,00***
TOTAL		**62 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**66 000 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**66 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

A3.2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (6)	24 125 611,00	0,00	0,00	0,00	24 125 611,00
75	Autres produits de gestion courante (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 125 611,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 125 611,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 125 611,00**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**59 601 863,80**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**83 727 474,80**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (5)	**650 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements du département.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget précédent.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – DEPENSES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (7)		0,00	*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(5)	0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (7)	(6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (7)		0,00	*0,00*	0,00
010	Revenu minimum d'insertion		0,00	*0,00*	0,00
018	Revenu de solidarité active		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (7)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers (4)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues		0,00		0,00
	Dépenses d'investissement –Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (8)	1 000 000,00		1 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (8)	3 000 000,00		3 000 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (8)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles (8)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement –Total	**4 000 000,00**	***0,00***	**4 000 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**4 000 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Hors dépenses imputées aux chapitres 010 et 018.

(8) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE – RECETTES

B2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (6)		0,00	*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(4)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)		0,00	*0,00*	0,00
010	Revenu minimum d'insertion		0,00	*0,00*	0,00
018	Revenu de solidarité active		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (6)		0,00	*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement –Total		**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (7)	0,00		0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00		0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00		0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Impositions directes	0,00		0,00
74	Dotations, subventions et participations (7)	0,00		0,00
75	Autres produits d'activités (7)	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels (7)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (7)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement –Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaire.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 52.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le département effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Hors recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

(7) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

DEPENSES

Nature	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL IV = I + II + III
TOTAL	**14 005 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 005 205,08**
Dépenses des équipements départementaux (total) (détail de III-A1.1 à III-A1.5)	**13 560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 560 000,00**
- Non individualisées en programmes d'équipement (détail en III-A1.1)	13 560 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 560 000,00
- Individualisées en programmes d'équipement (liste des programmes en III-A1.3, détail en III-A1.4 et en III A1.5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- 018 Revenu de solidarité active (détail en III-A1.2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses des équipements non départementaux (détail en III-A2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses financières (détail en III-A3)	**45 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**45 205,08**
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	***0,00***		***0,00***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	***400 000,00***		***0,00***	***0,00***		***0,00***	***400 000,00***

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (4)	**0,00**

Total des dépenses d'investissement cumulées	**14 005 205,08**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A

RECETTES

Nature	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
TOTAL	**5 180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 180 000,00**
Recettes d'équipements départementaux et non départementaux (détail en III-A4.1)	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 500 000,00**
010 Revenu minimum d'insertion (détail en III-A4.2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
018 Revenu de solidarité active (détail en III-A4.2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (détail en III-A5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes financières (détail en III-A4.3) (sauf 1068)	**630 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**630 000,00**
040 Opérations ordre transf. entre sections (détail en III-A6)	**650 000,00**		**0,00**	**0,00**	**650 000,00**
041 Opérations patrimoniales (détail en III-A7)	**400 000,00**		**0,00**	**0,00**	**400 000,00**
021 Virement de la section de fonctionnement	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (4)	**8 825 205,08**
Affectation au compte 1068 (5)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**14 005 205,08**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

Equipements départementaux – Dépenses non individualisées — A1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL		**13 560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	500 000,00	0,00	0,00	0,00		
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00		
21	**Immobilisations corporelles**	**1 560 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	100 000,00	0,00	0,00	0,00		
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	510 000,00	0,00	0,00	0,00		
21351	Bâtiments publics	120 000,00	0,00	0,00	0,00		
2157	Matériel et outillage technique	10 000,00	0,00	0,00	0,00		
2181	Install. générales, agencements	70 000,00	0,00	0,00	0,00		
2182	Matériel de transport	200 000,00	0,00	0,00	0,00		
21838	Autre matériel informatique	90 000,00	0,00	0,00	0,00		
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	180 000,00	0,00	0,00	0,00		
2185	Matériel de téléphonie	38 000,00	0,00	0,00	0,00		
2188	Autres immobilisations corporelles	242 000,00	0,00	0,00	0,00		
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**11 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
231313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	10 990 000,00	0,00	0,00	0,00		
23181	Installations générales, agencements et	150 000,00	0,00	0,00	0,00		
238	Avances commandes immo corporelles	360 000,00	0,00	0,00	0,00		

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

Equipements départementaux – RMI / RSA - Dépenses

A1.2

RMI DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

RSA DEPENSES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (4)	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX – VUE D'ENSEMBLE DES PROGRAMMES D'EQUIPEMENT — A1.3

Vue d'ensemble des chapitres de programmes d'équipement (1)

N° progr.	Libellé du programme	N° AP (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée	Pour information	
						Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Les programmes d'équipement afférents ou non à une AP sont présentés individuellement en détail en III-A1.4 et en III-A1.5.

(2) Colonne à renseigner uniquement lorsque le programme d'équipement est afférent à une AP.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – EQUIPEMENTS DEPARTEMENTAUX

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT
EQUIPEMENTS NON DEPARTEMENTAUX – DEPENSES

III
A2

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
204	Subventions d'équipement versées (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Dépenses relatives au compte 204 sauf celles relatives au RMI et au RSA (voir état III-A1.2).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES

Dépenses financières

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
DEPENSES TOTALES		**45 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**45 205,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
275	Dépôts et cautionnements versés	45 205,08	0,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET	...
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT	A4.1

RECETTES D'EQUIPEMENT – Détail des chapitres

Financement des équipements départementaux et non départementaux (hors RMI et RSA)

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL		**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (sauf 138)**	**3 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13172	Subv. transf. FEDER	3 500 000,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RMI / RSA – RECETTES

RECETTES RMI

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
010	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

RECETTES RSA

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
018	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES

Recettes financières

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL		**630 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**630 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	630 000,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00
138	**Autres subventions invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)

Chap. (3)	Libellé	RAR N-1 (4)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
TOTAL DEPENSES (2) (3)		0,00	0,00	0,00
TOTAL RECETTES (2) (3)		0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour compte de tiers en annexe en IV-B5.

(2) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat. Pour les opérations gérées sur plusieurs années, l'opération peut être déséquilibrée au titre d'un exercice. Toutefois cette opération doit être équilibrée à sa clôture.

(3) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

(4) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT

OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS

A6

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
040	***DEPENSES (2)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***RECETTES (2)***	***650 000,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*91 249,70*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*18 325,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*22 925,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*17 536,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*1 974,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Matériel et outillage techniques*	*1 470,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*13 084,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*191 732,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*57 917,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*46 967,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*16 026,30*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*170 794,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042.

(3) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
041	***DEPENSES (2)***	***400 000,00***	***0,00***	***0,00***
231313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***RECETTES (2)***	***400 000,00***	***0,00***	***0,00***
2031	*Frais d'études*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

(3) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

DEPENSES

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	RAR N-1 (2) II	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3) III	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	Total IV = I + II + III
DEPENSES DE L'EXERCICE (Détail en III-B1)		**62 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**66 000 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	6 000 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	7 000 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5)	37 500 000,00	0,00	3 000 000,00	3 000 000,00		3 000 000,00	40 500 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)	17 850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 850 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (5)	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*		*0,00*	*650 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

D002 Résultat reporté ou anticipé (4)	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**66 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III
B

RECETTES

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée (3)	Total
		I	II		III	IV = I + II + III
	RECETTES DE L'EXERCICE (Détail en III-B2)	**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 125 611,00**
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Impositions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations, subventions et participations (5)	24 125 611,00	0,00	0,00	0,00	24 125 611,00
75	Autres produits de gestion courante (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
015	Revenu minimum d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	Revenu de solidarité active	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amortissements et provisions (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	*Opérations ordre transf. entre sections*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

R002 Résultat reporté ou anticipé (4)	**59 601 863,80**
Total des recettes de fonctionnement cumulées	**83 727 474,80**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

OPERATIONS REELLES - GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
011	**Charges à caractère général (5)**	**6 000 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
60611	Eau et assainissement	7 500,00	0,00	15 000,00	15 000,00
60612	Energie - Electricité	35 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
60622	Carburants	56 000,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	2 000,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	80 000,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	30 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
60636	Vêtements de travail	23 500,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	50 000,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	3 000,00	0,00	0,00	0,00
60661	Médicaments	250 000,00	0,00	0,00	0,00
60662	Vaccins et sérums	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	130 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
6068	Autres matières et fournitures	70 000,00	0,00	-40 000,00	-40 000,00
611	Contrats de prestations de services	234 500,00	0,00	150 000,00	150 000,00
6132	Locations immobilières	365 000,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	15 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 000,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	80 000,00	0,00	265 000,00	265 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	140 000,00	0,00	130 000,00	130 000,00
61551	Entretien matériel roulant	50 000,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	7 000,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	2 000,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	10 000,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	55 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	18 000,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	72 000,00	0,00	0,00	0,00
62261	Honoraires médicaux et paramédicaux	1 600 000,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	15 000,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	12 000,00	0,00	-9 000,00	-9 000,00
6231	Annonces et insertions	15 000,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	90 000,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	66 000,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	300 000,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	7 000,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	40 000,00	0,00	9 000,00	9 000,00
6255	Frais de déménagement	20 000,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	31 000,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	280 000,00	0,00	255 000,00	255 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	235 000,00	0,00	200 000,00	200 000,00
62878	Remboursement de frais à des tiers	25 000,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	160 000,00	0,00	-50 000,00	-50 000,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	7 000,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)**	**37 500 000,00**	**0,00**	**3 000 000,00**	**3 000 000,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	290 000,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	13 700 000,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité résidence	130 000,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	1 550 000,00	0,00	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	7 400 000,00	0,00	2 700 000,00	2 700 000,00
64128	Autres indemnités	8 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
64131	Rémunérations non tit.	1 800 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 950 000,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 700 000,00	0,00	0,00	0,00
6471	Presta. versées pour le compte du FNAL.	35 000,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	845 000,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
015	**Revenu minimum d'insertion**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
017	**Revenu de solidarité active**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (5)**	**17 850 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65111	Famille et enfance	600 000,00	0,00	0,00	0,00
6512	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00
65211	Frais de scolarité	0,00	0,00	0,00	0,00
6522	Accueil familial	56 800,00	0,00	0,00	0,00
652411	Foyers enf, centres et hot. mat.	84 000,00	0,00	0,00	0,00
652412	Mais. enf. caract. social	2 100 000,00	0,00	0,00	0,00
652413	Lieux de vie et d'accueil	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00
652416	Serv. aide éduc. milieu ouvert dom.	1 250 000,00	0,00	0,00	0,00
652418	Autres	1 280 000,00	0,00	0,00	0,00
6525	Frais d'inhumation	1 000,00	0,00	0,00	0,00
6526	Prévention spécialisée	4 300 000,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	178 100,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. asso. personnes privées	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	100,00	0,00	0,00	0,00
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 014 + 015 + 016 + 017 + 65 + 6586)		**61 350 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**4 000 000,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Conformément à l'article L. 3312-4 du CGCT, les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – CHARGES FINANCIERES ET EXCEPTIONNELLES – OPERATIONS D'ORDRE

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
66	Charges financières (B)	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (C) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations amortissements et provisions (D) (5)	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (E)	0,00		0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		61 350 000,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00

023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*650 000,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*650 000,00*		*0,00*	*0,00*

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	62 000 000,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00

002 DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	66 000 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(4) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.*
(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

Chap. / art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes (sauf impôts locaux)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
731	**Impositions directes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations, subventions et participations (4)**	**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74838	Autres attribution péréq. et compens.	24 125 611,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits divers gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
015	**Revenu minimum d'insertion**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
016	**Allocation personnalisée d'autonomie**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
017	**Revenu de solidarité active**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 73 + 731 + 74 + 75 + 013 + 015 + 016 + 017)		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les départements dits « surfiscalisés » (compte 7321) (5)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

(5)Le montant brut et la compensation correspondent au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Le détail du calcul est destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

GESTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX – PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS – OPERATIONS D'ORDRE

Chap. / art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles du président	Vote de l'assemblée
76	**Produits financiers (B)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (C) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises amortissements et provisions (D) (5)**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	***Opérations ordre transf. entre sections (4)***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
043	***Opérations ordre intérieur de la section (4)***	***0,00***		***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***		***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**24 125 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
				R 002 RESULTAT REPORTE	**59 601 863,80**
				TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**83 727 474,80**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(4) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.*

(5) Hors recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (6)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(6)Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
INVESTISSEMENT						
DEPENSES						
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	13 328 205
- Equipements départx		0	0	0	0	13 283 000
- Equip. non départx (c/204)		0	0	0	0	0
- Opérations financières	0					
Dépenses d'ordre	*0*					
Total dépenses de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 728 205**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 728 205**
RECETTES						
Total recettes de l'exercice	**630 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 550 000**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 825 205**
Total cumulé recettes d'investissement	**630 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 375 205**
FONCTIONNEMENT						
DEPENSES						
Total dépenses de l'exercice	**650 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**22 207 500**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**650 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**22 207 500**
RECETTES						
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 530 672**
RAR N-1 et reports	**59 601 864**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**59 601 864**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 530 672**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION

IV
A1

Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
INVESTISSEMENT									
DEPENSES									
Dépenses réelles	277 000	0	0	0	0	0	0	0	13 605 205
- Equipements départx	277 000	0	0	0	0	0	0	0	13 560 000
- Equip. non départx (c/204)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières									0
Dépenses d'ordre									*400 000*
Total dépenses de l'exercice	**277 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 005 205**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses d'investissement	**277 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 005 205**
RECETTES									
Total recettes de l'exercice	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 180 000**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8 825 205**
Total cumulé recettes d'investissement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 005 205**
FONCTIONNEMENT									
DEPENSES									
Total dépenses de l'exercice	**43 142 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66 000 000**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**43 142 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66 000 000**
RECETTES									
Total recettes de l'exercice	**9 594 939**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**24 125 611**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**59 601 864**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**9 594 939**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**83 727 475**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	3 Culture, jeunesse, sports	4 Prévention médico-sociale
INVESTISSEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**13 728 205**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	13 328 205
203	Frais d'études, recherche, développement	0	0	0	0	0	500 000
213	Constructions	0	0	0	0	0	600 000
215	Install., matériel, outillage techniques	0	0	0	0	0	10 000
218	Autres immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	673 000
231	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	11 140 000
238	Avances commandes immo corporelles	0	0	0	0	0	360 000
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0	0	45 205
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
231	*Immobilisations corporelles en cours*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
RECETTES							
Total recettes d'investissement		**630 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 550 000**
Recettes réelles		630 000	0	0	0	0	3 500 000
102	Dotations et fonds d'investissement	630 000	0	0	0	0	0
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	0	0	0	3 500 000
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 050 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*650 000*
280	*Amort. immobilisations incorporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*109 575*
281	*Amortissement immobilisations corporelle*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*540 425*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
203	*Frais d'études, recherche, développement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*

FONCTIONNEMENT							
DEPENSES							
Total dépenses de fonctionnement		**650 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**22 207 500**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	22 207 500
606	Achats non stockés de matières et fourni	0	0	0	0	0	1 965 500
611	Contrats de prestations de services	0	0	0	0	0	375 000
613	Locations	0	0	0	0	0	170 000
614	Charges locatives et de copropriété	0	0	0	0	0	5 000

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	1 Sécurité	2 Enseignement	Cultures, vie sociale, jeunesse, sports	Prévention médico-sociale
615	Entretien et réparations	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**337 000**
616	Primes d'assurances	0	0	0	0	0	2 000
618	Divers	0	0	0	0	0	125 000
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0	0	0	0	0	1 607 000
623	Pub., publications, relations publiques	0	0	0	0	0	91 000
624	Transports biens, transports collectifs	0	0	0	0	0	305 000
625	Déplacements et missions	0	0	0	0	0	61 000
626	Frais postaux et frais télécommunication	0	0	0	0	0	24 500
628	Divers	0	0	0	0	0	922 500
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0	0	0	0	0	250 000
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0	0	0	0	0	2 000
6411	Personnel titulaire	0	0	0	0	0	11 050 000
6412	Assistantes maternelles	0	0	0	0	0	0
6413	Personnel non titulaire	0	0	0	0	0	1 200 000
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0	0	0	0	0	2 000 000
647	Autres charges sociales	0	0	0	0	0	645 000
651	Aides à la personne	0	0	0	0	0	0
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	0	0	0	0	0	0
655	Contributions obligatoires	0	0	0	0	0	170 000
657	Subventions de fonctionnement versées	0	0	0	0	0	700 000
658	Charges diverses de gestion courante	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*650 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*650 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
681	*Dot. amort. et prov. Charges de fonct.*	*650 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
			RECETTES				
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 530 672**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	14 530 672
748	Autres attributions et participations	0	0	0	0	0	14 530 672
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Détailler les comptes à trois chiffres sauf pour les comptes 641 et 6516 qui sont déclinés à quatre chiffres et le compte 6517 qui est décliné à cinq chiffres.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION

IV
A1

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	TOTAL
INVESTISSEMENT										
DEPENSES										
Total dépenses d'investissement		**277 000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**14 005 205**
Dépenses réelles		277 000	0	0	0	0	0	0	0	13 605 205
203	Frais d'études, recherche, développement	0	0	0	0	0	0	0	0	500 000
213	Constructions	130 000	0	0	0	0	0	0	0	730 000
215	Install., matériel, outillage techniques	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
218	Autres immobilisations corporelles	147 000	0	0	0	0	0	0	0	820 000
231	Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	11 140 000
238	Avances commandes immo corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	360 000
275	Dépôts et cautionnements versés	0	0	0	0	0	0	0	0	45 205
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
231	*Immobilisations corporelles en cours*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
RECETTES										
Total recettes d'investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 180 000**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	4 130 000
102	Dotations et fonds d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	630 000
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0	0	0	0	0	0	0	0	3 500 000
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 050 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*650 000*
280	*Amort. immobilisations incorporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*109 575*
281	*Amortissement immobilisations corporelle*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*540 425*
Opérations patrimoniales		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*400 000*
203	*Frais d'études, recherche, développement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*
FONCTIONNEMENT										
DEPENSES										
Total dépenses de fonctionnement		**43 142 500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**66 000 000**
Dépenses réelles		43 142 500	0	0	0	0	0	0	0	65 350 000
606	Achats non stockés de matières et fourni	66 500	0	0	0	0	0	0	0	2 032 000
611	Contrats de prestations de services	9 500	0	0	0	0	0	0	0	384 500
613	Locations	215 000	0	0	0	0	0	0	0	385 000

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Art. (1)	Libellé	5 Action sociale (hors RMI, RSA, APA)	5-4 Revenu minimum d'insertion	5-5 Personnes dépendantes (APA)	5-6 Revenu de solidarité active	6 Réseaux et infrastructures	7 Aménagement et environnement	8 Transports	9 Développement économique	
614	Charges locatives et de copropriété	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 000**
615	Entretien et réparations	137 000	0	0	0	0	0	0	0	674 000
616	Primes d'assurances	0	0	0	0	0	0	0	0	2 000
618	Divers	80 000	0	0	0	0	0	0	0	205 000
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	11 000	0	0	0	0	0	0	0	1 618 000
623	Pub., publications, relations publiques	83 000	0	0	0	0	0	0	0	174 000
624	Transports biens, transports collectifs	2 000	0	0	0	0	0	0	0	307 000
625	Déplacements et missions	8 000	0	0	0	0	0	0	0	69 000
626	Frais postaux et frais télécommunication	8 000	0	0	0	0	0	0	0	32 500
628	Divers	182 500	0	0	0	0	0	0	0	1 105 000
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	340 000	0	0	0	0	0	0	0	590 000
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	5 000	0	0	0	0	0	0	0	7 000
6411	Personnel titulaire	4 330 000	0	0	0	0	0	0	0	15 380 000
6412	Assistantes maternelles	17 200 000	0	0	0	0	0	0	0	17 200 000
6413	Personnel non titulaire	1 600 000	0	0	0	0	0	0	0	2 800 000
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 650 000	0	0	0	0	0	0	0	3 650 000
647	Autres charges sociales	235 000	0	0	0	0	0	0	0	880 000
651	Aides à la personne	600 000	0	0	0	0	0	0	0	600 000
652	Frais de séjour, héberg., inhumation	15 871 800	0	0	0	0	0	0	0	15 871 800
655	Contributions obligatoires	8 100	0	0	0	0	0	0	0	178 100
657	Subventions de fonctionnement versées	500 000	0	0	0	0	0	0	0	1 200 000
658	Charges diverses de gestion courante	100	0	0	0	0	0	0	0	100
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*650 000*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*650 000*
681	*Dot. amort. et prov. Charges de fonct.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*650 000*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
					RECETTES					
Total recettes de fonctionnement		**9 594 939**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**24 125 611**
Recettes réelles		9 594 939	0	0	0	0	0	0	0	24 125 611
748	Autres attributions et participations	9 594 939	0	0	0	0	0	0	0	24 125 611
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre entre section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

B7.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681 (4)	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**4 000 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

B7.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 280 000,00**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**630 000,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	630 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b)		**650 000,00**	**0,00**	**0,00**
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*91 249,70*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*18 325,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*22 925,00*	*0,00*	*0,00*
281313	*Bâtiments sociaux et médico-sociaux*	*17 536,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*1 974,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Matériel et outillage techniques*	*1 470,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*13 084,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*191 732,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*57 917,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*46 967,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*16 026,30*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*170 794,00*	*0,00*	*0,00*
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution R001 (3)	Affectation R1068 (3)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 280 000,00**	**0,00**	**8 825 205,08**	**0,00**	**10 105 205,08**

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**4 000 000,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**10 105 205,08**
Solde	IX = VIII – IV (4)	**6 105 205,08**

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	**47 922 947,00**	**0,00**	**47 922 947,00**	**7 212 317,11**	**9 500 000,00**	**13 648 720,00**	**12 703 685,00**
2022-0104 Accueil Petite Enfance	670 000,00	0,00	670 000,00	0,00	100 000,00	360 000,00	110 000,00
2020-0103 Protection de l'Enfance	850 000,00	0,00	850 000,00	172 150,12	157 000,00	300 865,00	0,00
2020-0102 Prévention (Famille et enfance) - ASE	46 402 947,00	0,00	46 402 947,00	7 040 166,99	9 243 000,00	12 987 855,00	12 593 685,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

IV

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP			
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer de l'exercice N+1	Restes à financer (exercices au-delà de N+1)
TOTAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

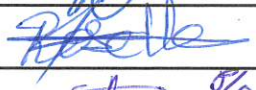
Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABDALLAH BOINA Laïni	
AHAMADI Zamimou	
ATTOUMANI Saindou	
CHANFI Bibi	
EL HADAD Soihirat	
HASSANI El Anrif	
ISSA Echati	
KAMARDINE Abdoul	
M'DALLAH Farianti	
MANROUFOU Elyassir	
MDERE Salima	
MOUAYAD BEN Zouhourya	
MOUSSA AHAMADI Maymounati	
OMAR Ali	
OUSSENI Ben Issa	
POLLOZEC Hélène	
SAID KALAME Mariam	
SAID Nadjima	
SAID SOUFFOU Soula	
SAINDOU MALIDE Daoud	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	E2

SAINDOU Zaounaki	
SAREMNT Alain	
SIDI Nadjayedine	
VELOU Madi	
VITTA Rosette	
ZAIDANI Daniel	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) L'assemblée délibérante étant : (indiquer la nature de l'assemblée délibérante : conseil général, conseil syndical...).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 22985000300059	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI CONSEIL DEPARTEMENTAL DE MAYOTTE

POSTE COMPTABLE DE : payeur departemental de

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Décision modificative 1 (3)

BUDGET : STM (3)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 20

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 401 374,00	1 401 374,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 401 374,00	1 401 374,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	800 000,00	800 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	800 000,00	800 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	2 201 374,00	2 201 374,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	2 700 000,00	0,00	701 374,00	701 374,00	3 401 374,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	13 300 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	14 000 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	100,35	0,00	0,00	0,00	100,35
Total des dépenses de gestion des services		**16 000 100,35**	**0,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**	**17 401 474,35**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	155 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**16 155 100,35**	**0,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**	**17 556 474,35**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 405 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 405 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 405 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 405 000,00***
TOTAL		**17 560 100,35**	**0,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**	**18 961 474,35**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**135 371,65**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 096 846,00**

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	5 165 472,00	0,00	-165 472,00	-165 472,00	5 000 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	12 000 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	12 500 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**17 165 472,00**	**0,00**	**334 528,00**	**334 528,00**	**17 500 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	1 066 846,00	1 066 846,00	1 066 846,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**17 165 472,00**	**0,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**	**18 566 846,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*530 000,00*		*0,00*	*0,00*	*530 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***530 000,00***		***0,00***	***0,00***	***530 000,00***
TOTAL		**17 695 472,00**	**0,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**	**19 096 846,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**19 096 846,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	**875 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
21	Immobilisations corporelles	3 852 900,17	0,00	0,00	0,00	3 852 900,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 200 000,00	0,00	0,00	0,00	10 200 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**14 102 900,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 102 900,17**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 102 900,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 102 900,17**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*530 000,00*		*0,00*	*0,00*	*530 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***530 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***1 330 000,00***
TOTAL		**14 632 900,17**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**	**15 432 900,17**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 432 900,17**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	13 000 000,00	0,00	0,00	0,00	13 000 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 000 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 000 000,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 405 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 405 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*800 000,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 405 000,00***		***800 000,00***	***800 000,00***	***2 205 000,00***
TOTAL		**14 405 000,00**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**	**15 205 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**227 900,17**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**15 432 900,17**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**875 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	701 374,00		701 374,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	700 000,00		700 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 401 374,00**	***0,00***	**1 401 374,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 401 374,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	800 000,00	800 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***800 000,00***	**800 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**800 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	-165 472,00		-165 472,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	500 000,00		500 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	1 066 846,00	*0,00*	1 066 846,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 401 374,00**	***0,00***	**1 401 374,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 401 374,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*800 000,00*	800 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***800 000,00***	**800 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**800 000,00**

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 700 000,00**	**701 374,00**	**701 374,00**
604	Achats d'études, prestations de services	37 000,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	41 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	200 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	15 000,00	0,00	0,00
6066	Carburants	1 150 000,00	500 000,00	500 000,00
6068	Autres matières et fournitures	50 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	10 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	7 000,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	26 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	67 000,00	51 374,00	51 374,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	34 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	180 000,00	150 000,00	150 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	50 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	290 000,00	0,00	0,00
618	Divers	29 000,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	200 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	3 000,00	0,00	0,00
6228	Divers	3 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	20 000,00	0,00	0,00
6241	Transports sur achats	80 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	16 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	7 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	1 000,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	34 000,00	0,00	0,00
6287	Remboursements de frais	1 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	1 000,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	124 000,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**13 300 000,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	150 000,00	100 000,00	100 000,00
6411	Salaires, appointements, commissions	9 040 000,00	600 000,00	600 000,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	0,00	0,00
64148	Autres indemnités et avantages divers	200 000,00	0,00	0,00
6415	Supplément familial	400 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	1 600 000,00	0,00	0,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	1 000 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	10 000,00	0,00	0,00
6476	Vêtements de travail	300 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	600 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**100,35**	**0,00**	**0,00**
658	Charges diverses de gestion courante	100,35	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**16 000 100,35**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**155 000,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	50 000,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	5 000,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	100 000,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**16 155 100,35**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***1 405 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 405 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 405 000,00***	***0,00***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 405 000,00***	***0,00***	***0,00***

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**17 560 100,35**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**
				+
		RESTES A REALISER N-1 (13)		**0,00**
				+
		D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)		**0,00**
				=
		TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES		**1 401 374,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6094	RRR obtenus sur études et prestat°	0,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**5 165 472,00**	**-165 472,00**	**-165 472,00**
704	Travaux	80 000,00	0,00	0,00
7061	Transport de voyageur	5 085 472,00	-165 472,00	-165 472,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**12 000 000,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
7473	Subv. exploitat° Départements	12 000 000,00	500 000,00	500 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**17 165 472,00**	**334 528,00**	**334 528,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**1 066 846,00**	**1 066 846,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	1 066 846,00	1 066 846,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**17 165 472,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***530 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*530 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***530 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**17 695 472,00**	**1 401 374,00**	**1 401 374,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 401 374,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**3 852 900,17**	**0,00**	**0,00**
2154	Matériel industriel	25 000,00	0,00	0,00
2155	Outillage industriel	9 000,00	0,00	0,00
2157	Aménagements matériel industriel	10 000,00	0,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	1 500 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	2 231 900,17	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	50 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	20 000,00	0,00	0,00
2185	Cheptel	2 000,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**10 200 000,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	10 000 000,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	200 000,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**14 102 900,17**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**14 102 900,17**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***530 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***530 000,00***	***0,00***	***0,00***
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*530 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
2182	*Matériel de transport*	*0,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***530 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**14 632 900,17**	**800 000,00**	**800 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**800 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
1313	Subv. équipt Départements	13 000 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**13 000 000,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***1 405 000,00***	***0,00***	***0,00***
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*3 138,54*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*13 939,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*6 609,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*106 922,90*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*100 103,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 100 861,52*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*66 434,67*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*6 991,37*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 405 000,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*0,00*	*800 000,00*	*800 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 405 000,00***	***800 000,00***	***800 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**14 405 000,00**	**800 000,00**	**800 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**800 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 530 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**530 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*530 000,00*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**530 000,00**	**0,00**	**0,00**	**530 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 1 401 861,46**	**0,00**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 401 861,46**	**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28154	*Matériel industriel*	*13 939,00*	*0,00*	*0,00*
28155	*Outillage industriel*	*6 609,00*	*0,00*	*0,00*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*106 922,90*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*100 103,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 100 861,52*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*66 434,67*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*6 991,37*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R106 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**1 401 861,46**	**0,00**	**227 900,17**	**0,00**	**1 629 761,63**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**530 000,00**
Ressources propres disponibles	VIII	**1 629 761,63**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**1 099 761,63**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABDALLAH BOINA Laïni	
AHAMADI Zamimou	
ATTOUMANI Saindou	
CHANFI Bibi	
EL HADAD Soihirat	
HASSANI El Anrif	
ISSA Echati	
KAMARDINE Abdoul	
M'DALLAH Farianti	
MANROUFOU Elyassir	
MDERE Salime	
MOUAYAD BEN Zouhourya	
MOUSSA AHAMADI Maymounati	
OMAR Ali	
OUSSENI Ben Issa	
POLLOZEC Hélène	
SAID KALAME Mariam	
SAID Nadjima	
SAID SOUFFOU Soula	
SAINDOU MALIDE Daoud	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220272-BF

IV – ANNEXES	
ARRETE ET SIGNATURES	D

SAINDOU Zaounaki	
SAREMNT Alain	
SIDI Nadjayedine	
VELOU Madi	
VITTA Rosette	
ZAIDANI Daniel	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220273-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 17
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 4
Nombres de votants : 22
Votes pour : 22
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0273

Relative à l'attribution d'une aide exceptionnelle aux transporteurs scolaires

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL-AP2021.0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL-AP2022_080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 ;
Vu la délibération n°2021-0284 du 5 octobre 2021 relative à la signature d'un protocole partenarial entre le Conseil départemental de Mayotte, l'État et les transporteurs scolaires ;
Vu le rapport n°2022-01562 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 16 novembre 2022,

Considérant Les mesures prises par le Conseil départemental pour mettre fin au droit de retrait et de reprise du travail aux transporteurs scolaires.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220273-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'abroger la délibération n°2021-0284 du 5 octobre 2021 relative à la signature d'un protocole partenarial entre le Conseil départemental de Mayotte, l'État et les transporteurs scolaires ;

Article 2 : d'attribuer une aide exceptionnelle sur présentation de factures pour chaque groupement conformément aux indications du tableau ci-dessous :

Nom du groupement	Nombre de bus concernés	Aide exceptionnelle
NARENDRE M'BELI	152	25 992
TAMA YA LEO NA MESSO	82	14 022
OUVOIMOJA	68	11 628
TRANSPORTS SALIME	10	1 710
TOTAL	**312**	**53 352**

Article 3 : d'imputer les dépenses correspondantes sur le chapitre 65, compte 6574, du budget du Département de Mayotte ;

Article 4 : d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer les conventions et tous les actes y afférent permettant la mise en œuvre opérationnelle de cette délibération ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220273-DE

elaveco
entretien lavage écologique

Date : **20/01/2022**

DEVIS N°: PR202220012

20 Rue ambassadeur M'tsapere
97600 Mamoudzou

Tel : **0639 72 20 20**
Email: elaveco101@gmail.com
Siret : 821 445 467 00011 - APE : 4520A

Clients : **GIE OUVOIMOJA TRANSPORTS**
33 av du stade Hamjago
97630 MTSAMBORO

Objet : Installation de film sécurité vitres cabine conducteur - 57 véhicules

QUANTITÉ	DÉTAILS	PRIX/HT	TOTAL TTC
23	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (55-60 places)	479,99	11039,77
5	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (40-49 places)	379,99	1899,95
7	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (34-38 places)	279,99	1959,93
7	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (20-28 places)	179,95	1259,65
7	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (VHL 16 places)	149,90	1049,30
8	Film sécurité renfort vitres SCLSRPS4PS8 - (VHL 8 places)	99,95	799,60
57	Kit découpage installation-pose 57 Véhicule	49,90	2844,30
Détails :			
	Découpage - Thermoformage installation		
	Porte Gauche conducteur : (H) 1.75m L(0.75cm)		
	Porte Droit passager secours : (H) 1.54m L(0.90cm)		

Total H.T.	**20852,50**
Remise pro	**552,50 €**

Pack éco protection sécurité llumar

SAFETY SECURITY SERIES SCL SR PS 8

TOTAL TTC 20300,00 €

Règlement par virement sur le compte bancaire:

Nom de la banque: BRED
Numéro de compte: **00339057554**
IBAN:**FR76 1010 7006 4400 3390 5755 485**
BIC : **BREDFRPPXXX** Code BAN : **10107**

Signature "bon pour accord" et ou cachet

LE PAIEMENT DOIT ÊTRE EFFECTUÉ PAR VIREMENT BANCAIRE OU PAR CHÈQUE À L'ORDRE: ELAVECO

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220273-DE

LABOPIX
Numérique

MATIS

ZI Vallée 3 - Longoni

97690 KOUNGOU

Je soussigné, Patrick HARRAU, Gérant de la Société LABOPIX situé au 4 Chemin Finette 97490 SAINTE-CLOTILDE de la REUNION, atteste sur l'honneur avoir réalisé la pose de FILM ANTI CAILLASSAGE « Porte passager avant » sur les bus dont la liste est énumérée ci-après :

SPRINTER	20 ex à 275 €	soit 5 500.00 €
DAYLI	27 ex à 210 €	soit 5 670.00 €
STARTER	15 ex à 241.5 €	soit 3 622.50 €
SCOLER	16 ex à 231 €	soit 3 696.00 €
SETRA	1 ex à 231 €	soit 231.00 €
INTOURO	19 ex à 362 €	soit 6 878.00 €
THESI	3 ex à 525 €	soit 1 575.00 €
FERQUI	5 ex à 210 €	soit 1 050.00 €
MOBI	2 ex à 210 €	soit 420.00 €
MASTER	5 x 210 €	soit 1 050.00 €
FORD	4 x 105 €	soit 420.00 €
TOTAL		**25 162.50 €**

Ces prestations ont été faites en Décembre 2020, Janvier 2021 et Juillet 2021 et payée dans sa totalité à ce jour.

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Sainte-Clotilde, le 1er Février 2022

Le Gérant,

Patrick HARRAU

LABOPIX SARL
4 Chemin Finette
97490 SAINTE-CLOTILDE
Tél: 0262 97 96 95 - Mail: devis@labopix.re
SIRET: 395 236 136 00044 - APE: 1812Z

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211202074-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 18
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 23
Votes pour : 23
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0274

Relative à l'octroi de mer applicable dans le Département de Mayotte

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
Vu la loi 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, modifiée par la loi n°2015-762 du 29 juin 2015, modifiée par l'article 99 de la loi de finances n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 pour 2022 ;
Vu la Décision UE 2021/991 du Conseil de l'Union européenne du 7 Juin 2021 relative au régime de l'octroi de mer dans les régions ultrapériphériques françaises et modifiant la Décision n°940/2014/UE ;
Vu le Règlement d'exécution (UE) 2021/1832 de la Commission Européenne du 12 octobre 2021 ;
Vu la délibération N°DL_AP2021_ 0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-01555 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et du développement économique du 16 novembre 2022,

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211202074-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1 : Pour le tarif général d'octroi de mer :

☐ d'approuver, au titre de l'article 27 de la loi 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer, les modifications apportées au tarif général de l'octroi de mer intitulé « TARIF OM 2022 », et détaillées dans le tableau ci-dessous :

LISTE DES PRODUITS BQP+					
NC8	Libellé	Taux actuels		**Nouveaux taux proposés**	
		OM	OMR	**OM**	**OMR**
1006306520	Riz blanchi à gros grain sac de 5 à 20 kg	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
1006306590	Riz blanchi à long grain	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
0202309090	Viande de bœuf sac de 10 kg	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
0207143000	Ailes de poulet 10kg	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
15121990	Huile de tournesol	17,50	2,50	**8,50**	**2,50**
0401201100	Lait demi-écrémé	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
9619008100	Change bébé 1er âge	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**
3402509000	Lessive poudre lavage main- 500 gr	17,50	2,50	**8,50**	**2,50**
2002101000	Tomates pelées	17,50	2,50	**8,50**	**2,50**
1604131990	Sardine	17,50	2,50	**8,50**	**2,50**
2201101100	Eau	0,00	2,50	**0,00**	**0,00**
0402219100	Lait en poudre entier	2,50	2,50	**0,00**	**0,00**

Ces nouveaux taux seront applicables pour une durée de 6 mois qui pourra être renouvelée pour la même durée par délibération à l'appui d'une étude d'impact démontrant l'efficacité de ces mesures dans la réduction du taux d'inflation. A l'issue des 6 ou 12 mois correspondants, les taux initiaux et antérieurs à ces mesures exceptionnelles seront applicables ;

Article 2 : **Toutes les dispositions de l'article 1 de la présente délibération entreront en vigueur dans les 15 jours à compter de sa publication au RAA (recueil des actes administratifs) et son affichage au siège du Département ;**

Article 3 : Le Directeur général des services du Département et le Directeur régional des Douanes et Droits indirects de Mayotte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «ou affichage» ou sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 24/11/2022
Reçu en préfecture le 24/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220275-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0275

Motion présentée par le Président du Conseil départemental, relative à une demande à l'Etat de recensement du nombre d'habitants réel résidant sur le Département de Mayotte dès 2023

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la Délibération n°DL_AP2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le Règlement Intérieur du Conseil départemental de Mayotte, notamment ses articles 38 et 39 ;
Vu la motion relative à l'estimation du nombre réel d'habitants résidant sur le territoire de MAYOTTE dans le cadre de l'attribution de la dotation globale de fonctionnement au Département de Mayotte,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Envoyé en préfecture le 24/11/2022
Reçu en préfecture le 24/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220275-DE

Le Conseil Départemental,

CONTESTE

Les informations tirées du bilan fourni par l'INSEE du recensement de 2022.

CONSTATE

Le décalage entre ses chiffres estimés et le nombre d'habitants réel résidant dans le territoire, puisque d'une part, la consommation de riz dans le Département démontre que le nombre de cette population serait de l'ordre de plus de 350 000 habitants et d'autre part, les constructions des 3 ouvrages (la retenue collinaire de Dzoumogné, la retenue collinaire de Combani et l'unité de dessalement) ont été conçus dans les années 90 pour une population de l'île à hauteur de 200 000 habitants.

S'INTERROGE

Le Conseil départemental sur le dimensionnement d'une 3ème retenue collinaire par rapport à la démographie de Mayotte.

DEMANDE

Article 1 : Qu'un recensement général de toutes les communes de l'île tienne compte de la réalité de la population de notre île ;

Que la prochaine campagne des enquêtes qui sera ouverte en janvier 2023 soit assortie d'une véritable campagne de communication, des moyens adéquats, notamment des agents recenseurs, avec une forte mobilisation des communes de Mayotte ;

Que l'État alloue à l'antenne locale de l'INSEE des moyens humains et matériels pour mener à bien les enquêtes auprès de la population mahoraise ;

Article 2 : Que les chiffres réels de la population résidant sur le territoire de Mayotte soient pris en compte **pour une mise en œuvre effective** de toutes les politiques publiques de notre territoire et pour s'assurer des soutiens financiers de l'État (DGF…) qui découlent ;

Article 3 : Que dans le cadre de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite « Loi 3 DS », les élus de Mayotte (Parlementaires et élus locaux), soient pleinement associés à ce dossier ;

Article 4 : A l'État d'ajuster les dotations financières correspondantes à compter de l'année 2024 ;

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage» et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 24/11/2022
Reçu en préfecture le 24/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220275-DE

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE DU 22 NOVEMBRE 2022

Motion présentée par Monsieur le Président du Conseil départemental relative à une demande à l'État de recensement du nombre d'habitant réel résidant sur le Département de Mayotte dès 2023.

Exposé des motifs :

L'article 147 de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer a aligné les modalités de recensement de la population à Mayotte sur celles en vigueur dans les départements métropolitains ; disposition qui s'inscrit dans la logique de convergence voulue par le législateur.

L'arrêté du 18 septembre 2020 modifie l'arrêté du 05 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n°2003 du 05 juin 2003 relatif au recensement de la population.

Eu égard à la crise sanitaire 2021, les enquêtes annuelles de recensement dans notre territoire n'avaient débuté qu'en janvier 2022. Concernant la population globale dans l'île, les estimations de l'INSEE de Mayotte diffère de celles établies par la cour des comptes dans un rapport sur la démographie de Mayotte intitulé « quel développement pour Mayotte » publié le 30 juin 2022. Ainsi, selon le bilan fait par l'INSEE Mayotte, au 1er janvier 2022, comptait 299 350 habitants quand la cour des comptes évoque dans son rapport plutôt une estimation située entre 350 000 et 400 000 habitants. Cela représente un gros écart entre l'estimation de l'INSEE et les chiffres indiqués par la Cour des comptes, soit une différence entre 50 et 100 000 personnes.

En effet, le recensement de l'INSEE est basé principalement sur l'enregistrement des naissances et des décès. Or, la situation migratoire explosive que connaît Mayotte peut difficilement faire l'objet d'un recensement véridique (flux en mouvement constant).

Le rapport d'observations définitives, intitulé « quel développement pour Mayotte ? », la Cour des comptes a mis en exergue des constats alarmants partagés par nous et plus particulièrement, par le fait que le Département de Mayotte a la plus forte densité de population dans la France d'Outre-mer, en raison à la fois d'une croissance endogène très dynamique et d'une immigration clandestine très élevée et non maîtrisée.

Comme vous le savez, chers collègues, le **critère démographique** est un élément crucial, pour la planification des politiques publiques essentielles au territoire mais également pour les calculs des dotations globales de fonctionnement, auxquelles ont droit les collectivités territoriales. On comprend donc la nécessité et l'importance d'avoir des chiffres fiables.

Envoyé en préfecture le 24/11/2022
Reçu en préfecture le 24/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220275-DE

Or, nous faisons tous le constat que le recensement effectué par l'INSEE ne reflète pas la réalité démographique du territoire de Mayotte, constat également partagé cette fois-ci par la Cour de comptes dans son dernier rapport sus indiqués et par les dernières estimations connues concernant les naissances.

Le Président du Conseil départemental

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220276-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0276

Relative aux missions des élus

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux ;
vu la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux ;
Vu la délibération n°DL_2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-001609 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220276-DE

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'envoi d'élus en mission et de prendre en charge en conséquence leurs frais de déplacements y afférents ;

NOM DE L'ELU	DATE DE LA MISSION	LIEU DE LA MISSION	INTITULE DE LA MISSION
Conseiller Départemental de Bouéni M. Salime MDERE Conseillère Départementale de Mamoudzou 2 Mme Laini ABDALLAH BOINA Conseiller Départemental de Bandraboua M. Alain SARMENT Conseille Départemental de Mamoudzou 1 M. El Anrif HASSANI	Du 7 au 8 décembre 2022	St Pierre La Réunion	Conseil de rivages de l'Océan Indien
Conseillère Départementale de Mtsamboro Mme Zouhouria MOUAYAD BEN Conseillère Départementale de Tsingoni Mme Zaounaki SAINDOU Conseille Départemental de Mamoudzou 1 M. El Anrif HASSANI	Du 4 au 12 décembre 2022	Île Maurice	Jeux des jeunes CJSOI décembre 2022
Conseillère Départementale de Bandraboua Mme Nadjima SAID	Le 30 novembre 2022	St Leu La Réunion	Conseil d'administration du Conservatoire botanique national de Mascarin
Conseillère départementale de Dzaoudzi Mme Maymounati MOUSSA AHAMADI Conseillère Départementale de Mamoudzou 3 Mme Hélène POLLOZEC	Du 03 au 11 décembre 2022	Paris	-Participation à la semaine de l'orientation du 05 au 10 décembre 2022 -Rencontre DGOM
Conseiller Départemental de DZAOUDZI M. Ali OMAR	du 07 au 09 décembre 2022	La Réunion	Université Rurale
Conseiller Départemental de Mtsamboro M. Abdoul KAMARDINE	Du 23 au 25 novembre 2022	Paris	Rencontre avec la 1ere ministre.
Conseiller Départemental de KOUNGOU M. Daoud SAINDOU MALIDE	Du 13 au 16 décembre 2022	Dieppe	Assemblée Générale du GIPP-IFCAS
Conseiller départemental de Mamoudzou M. Elyassir MANROUFOU	Du 24 au 28 novembre 2022	Montpellier	Participation à la Masterclass d'Emanciper Mayotte.
Conseiller départemental de Bouéni M. Salime MDERE	Du 30 novembre au 02 décembre 2022	Îles Canaries	Participation à la Convention des Îles Touristiques Européennes

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220276-DE

Article 2 : de prélever le montant des dépenses correspondantes sur les crédits inscrits à cet effet au chapitre 011, compte 6251 du budget du Département de Mayotte ;

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage» et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0277

Relative à l'avis du Conseil Départemental de Mayotte sur le projet de décret portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL-AP2021.0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
vu la lettre de saisine de M. le Préfet en date du 17 octobre 2022 ;
Vu le rapport n°2022-1576 de Monsieur le Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et des affaires européennes du 16/11/2022.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

DECIDE

Article 1 : d'émettre un avis favorable au projet de décret susvisé **sous réserve** que la prise en compte du mode de calcul de la population de Mayotte pour ce fonds de solidarité régional tienne compte de la réalité démographique du département ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



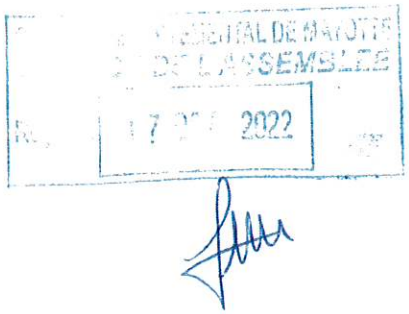
Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

PRÉFET
DE MAYOTTE
Liberté
Égalité
Fraternité

Le Secrétaire Général

Mamoudzou, le 17 octobrebre 2022



Le préfet de Mayotte
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU

Objet : Consultation urgente du conseil départemental de Mayotte sur le décret dotation n°2.

P. Jointe: Le projet d'ordonnance et le rapport au Président de la République.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie du projet d'ordonnance visé en objet.

Conformément aux articles L. 3444-1 et L. 4433-3-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis en urgence du conseil départemental sur le décret dotation n°2, **selon la procédure d'urgence**.

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr
consultation@mayotte.pref.gouv.fr

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Le préfet de Mayotte
pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Claude VO-DINH

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Rapport à la Première ministre relatif au projet de décret n° [ ] du [ ] portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales

Le présent décret a pour objet de tirer les conséquences réglementaires des mesures adoptées en loi de finances initiale pour 2022 en matière de péréquation des ressources des régions, et de celles relatives à la composition du comité des finances locales introduites par la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

L'article 1er du texte précise la définition et la pondération des critères de répartition du reversement du fonds de solidarité régional, créé par l'article 196 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Ce fonds est institué en remplacement du fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions (FPRR), qui poursuivait essentiellement un objectif de régulation de la dynamique des recettes fiscales perçues par les régions. Après le remplacement de la CVAE régionale par une fraction de TVA, les montants redistribués en 2020 par le FPRR, ainsi que ceux attribués au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), ont été intégrés dans cette fraction de TVA. En conséquence, la loi de finances pour 2022 a remplacé le FPRR par un nouveau fonds de solidarité régional (FSR) dont le montant est assis sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), de la fiscalité transférée (fraction de TVA) et des concours financiers de l'Etat (DCRTP). Ce fonds inclut les régions de métropole et d'outre-mer, ainsi que le Département de Mayotte qui n'était pas dans le périmètre du FPRR.

Si l'article 196 de la loi de finances pour 2022 fixe précisément les modalités de répartition du prélèvement du FSR, et détermine les critères sur lesquels la répartition de son reversement doit être fondée, il ne précise pas la pondération de ces critères de reversement ni les caractéristiques des données à retenir pour chacun d'entre eux. C'est l'objet de l'article 1er du projet de décret, qui réécrit l'article R. 4332-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT) régissant jusqu'à présent la répartition du FPRR.

Le I de l'article 1er du projet de décret prévoit donc que pour chaque région éligible au reversement, les quatre critères fixés par la loi – population, densité, revenu par habitant et nombre d'enfants âgés de 15 à 18 ans – sont additionnés pour former un indice synthétique de reversement. Cet indice est plafonné à 3,5 pour éviter que certaines collectivités ne bénéficient d'une attribution disproportionnée par rapport aux autres éligibles. Le poids de chaque critère dans l'indice synthétique est défini de la façon suivante :

- 55 % pour le rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des régions et le revenu par habitant de la région ;
- 40 % pour le rapport entre la part des 15-18 ans dans la population de la région et celle constatée sur l'ensemble des régions ;
- 5 % pour le rapport entre la densité de population constatée sur l'ensemble des régions et celle de la région. Le faible poids relatif attaché à ce critère tient à la nécessité d'éviter que la répartition ne soit biaisée par les valeurs extrêmes que prend la densité dans certains territoires d'outre-mer. Pour les mêmes raisons, le ratio est plafonné à 3.

L'indice synthétique de reversement de chaque région éligible est ensuite multiplié par sa population pour déterminer le montant qui lui est attribué.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Les définitions retenues par l'article sont alignées sur celles utilisées pour la répartition de l'ancien FPRR (population municipale pour la population) et des autres dotations de l'Etat aux collectivités territoriales (le dernier revenu imposable connu est le revenu retenu pour la répartition de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale).

Le II de l'article 1er du projet de décret vise enfin à adapter, pour y inclure le nouveau FSR, les dispositions réglementaires prises pour l'application du mode de calcul de la population de Mayotte instauré par la loi de finances pour 2021.

L'article 2 se borne à tirer les conséquences de l'article 21 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 (loi « 3DS »), qui a assoupli la répartition des sièges attribués aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au sein du comité des finances locales (CFL). Alors que chaque catégorie d'EPCI (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles) se voyait assigner un nombre précis de sièges, la seule contrainte est désormais que chaque catégorie dispose d'au moins un représentant. Le projet de décret aligne en conséquence la rédaction des dispositions réglementaires relatives à la composition des listes électorales pour l'élection du collège des présidents d'EPCI au CFL, fixée à l'article R. 1211-4 du CGCT.

L'article 3 est l'article d'exécution.

Tel est l'objet du présent projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'intérieur et des outre-mer
Ministère de la transition écologique et
de la cohésion des territoires

Décret

portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales

NOR :

La Première ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des outre-mer et du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles R. 1211-4 et R. 4332-17 ;

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022, notamment son article 194 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, notamment son article 21 ;

Vu le décret n° 2021-653 du 26 mai 2021 relatif aux dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, notamment son article 2 ;

Vu l'avis du comité des finances locales en date du 6 septembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du [...] ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

DECRETE :

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Chapitre Ier : Dispositions relatives à la péréquation des ressources fiscales

Article 1

I. - L'article R. 4332-17 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. R. 4332-17.* – I. - Les sommes prélevées en application du II de l'article L. 4332-9 sont réparties entre les collectivités éligibles mentionnées au III du même article en fonction de leur population pondérée par un indice synthétique de ressources et de charges.

« Cet indice, qui ne peut excéder 3,5, est composé pour chaque collectivité éligible :
« 1° A hauteur de 55 %, du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article et le revenu par habitant de la collectivité ;
« 2° A hauteur de 40 %, du rapport entre la proportion de personnes âgées de quinze à dix-huit ans domiciliées dans les communes de la collectivité dans la population totale de la collectivité et cette même proportion constatée dans l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article ;
« 3° A hauteur de 5 %, du rapport, qui ne peut excéder 3, entre la densité de population de la collectivité et la densité de population constatée pour l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article.

« II. - Pour l'application de l'article L. 4332-9 :
« 1° La population prise en compte est la population municipale de la région, telle qu'elle résulte du recensement de la population légale authentifiée par décret. Pour le Département de Mayotte, la population prise en compte est celle définie au premier alinéa de l'article L. 3334-2 ;
« 2° Le revenu pris en considération est le dernier revenu imposable connu ;
« 3° La densité de population est celle qui résulte du rapport entre la population de la collectivité telle que définie au 1° du II du présent article et sa superficie. »

II. – L'article 2 du décret du 26 mai 2021 susvisé est ainsi modifié :
1° Au I, les mots : « et du 4° du IV de l'article L. 3335-1 » sont remplacés par les mots : « , du 4° du IV de l'article L. 3335-1 et du III de l'article L. 4332-9 » et les mots : « et le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans » sont remplacés par les mots : « , le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans et le nombre de personnes âgées de quinze à dix-huit ans ».

2° Au III, les mots : « de l'article L. 3335-1 » sont remplacés par les mots : « des articles L. 3335-1 et L. 4332-9 ».

Chapitre II : Dispositions relatives à la composition du comité des finances locales

Article 2

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

L'article R. 1211-4 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
1° Au a, le mot : « Un » est remplacé par les mots : « Au moins un » ;
2° Aux b, c et d, les mots : « Deux présidents de communautés » sont remplacés par les mots : « Au moins un président de communauté ».

Article 3

Le ministre de l'intérieur et des outre-mer et le ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

FICHE D'IMPACT GÉNÉRALE

N° NOR du (des) texte(s) :

Intitulé du (des) texte(s) : Projet de décret portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales

Ministère à l'origine de la mesure : MI/MTECT

Date de réalisation de la fiche d'impact : 05/09/2022

Texte(s) entrant dans le champ de la règle de la double compensation : ☐ oui ☒non
(*si oui,joindre la fiche relative à la maîtrise du flux de la réglementation*)

Texte(s) soumis au Conseil national d'évaluation des normes : ☐oui ☒ non

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

I. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Intitulé(s)
Projet de décret portant diverses mesures relatives à la péréquation des ressources des régions et à la composition du comité des finances locales

Contexte et objectifs
Le présent décret a pour objet de tirer les conséquences réglementaires des mesures adoptées en loi de finances initiale pour 2022 en matière de péréquation des ressources des régions, et de celles relatives à la composition du comité des finances locales introduites par la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale. L'article 1er du texte précise la définition et la pondération des critères de répartition du reversement du fonds de solidarité régional, créé par l'article 196 de la loi n° 2021 1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. L'article 2 se borne à tirer les conséquences de l'article 21 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 (loi « 3DS »), qui a assoupli la répartition des sièges attribués aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au sein du comité des finances locales (CFL).

Stabilité dans le temps	
Texte modifié	Articles R. 4332-17, R. 1211-4 CGCT Article 2 du décret n° 2021-653 du 26 mai 2021
Texte abrogé	-
Texte créé	-

Détail des mesures du (des) projet(s) de texte
une mesure par ligne

N° article	Disposition envisagée	Référence codifiée, modifiée ou créée	Fondement juridique	Référence du fondement juridique / Objectifs poursuivis
1	Précision sur la définition et la pondération des critères de répartition du reversement du fonds de solidarité régional	Article R. 4332-17 CGCT Article 2 du décret n° 2021-653	Texte pris pour l'application de lois et ordonnances déjà entrées en vigueur	Article 196 LFI 2022 Article L. 4332-9 CGCT

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

		du 26 mai 2021		
2	Répartition des sièges attribués aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au sein du comité des finances locales (CFL) : coordination avec la loi « 3DS »	Article R. 1211-4 CGCT	Texte pris pour l'application de lois et ordonnances déjà entrées en vigueur	Article 21 loi n° 2022-217 du 21 février 2022 (loi « 3DS ») Article L. 1211-2 CGCT

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

II. CONCERTATIONS ET CONSULTATIONS

Organisme *Développer les sigles en toutes lettres*	**Date** *jj/mm/aaaa*	**Avis exprimés et recommandations**
Concertation avec les collectivités territoriales et les associations d'élus locaux *hors consultations d'instances où siègent des élus*		
Département de Mayotte		
Concertation avec les acteurs de la société civile *entreprises, organisations représentatives, associations*		
Commissions consultatives		
Comité des finances locales	06/09/2022	
Autres concertations / consultations (hors services interministériels) *autorités indépendantes, agences, organismes administratifs, etc.*		
Consultations ouvertes sur internet *Préciser le fondement juridique*		
Notifications à la Commission européenne *Préciser le fondement juridique et l'avis rendu par la Commission et les États membres*		

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

III. MÉTHODE D'ÉVALUATION

Veuillez expliquer la méthodologie, les hypothèses et les règles de calcul utilisées pour évaluer l'ensemble des impacts financiers. Il s'agit d'une exigence essentielle, notamment pour le conseil national d'évaluation des normes qui souhaite disposer de précisions méthodologiques sur le chiffrage des impacts de la réglementation nouvelle. À défaut, il convient d'indiquer dans quelle mesure l'impact financier est nul ou n'a pu être chiffré.

L'article 1er du texte précise la définition et la pondération des critères de répartition du reversement du fonds de solidarité régional, créé par l'article 196 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Ce fonds est institué en remplacement du fonds national de péréquation des ressources perçues par les régions (FPRR), qui poursuivait essentiellement un objectif de régulation de la dynamique des recettes fiscales perçues par les régions. Après le remplacement de la CVAE régionale par une fraction de TVA, les montants redistribués en 2020 par le FPRR, ainsi que ceux attribués au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), ont été intégrés dans cette fraction de TVA. En conséquence, la loi de finances pour 2022 a remplacé le FPRR par un nouveau fonds de solidarité régional (FSR) dont le montant est assis sur la dynamique de la fiscalité régionale (IFER, cartes grises), de la fiscalité transférée (fraction de TVA) et des concours financiers de l'Etat (DCRTP). Ce fonds inclut les régions de métropole et d'outre-mer, ainsi que le Département de Mayotte qui n'était pas dans le périmètre du FPRR.

Si l'article 196 de la loi de finances pour 2022 fixe précisément les modalités de répartition du prélèvement du FSR, et détermine les critères sur lesquels la répartition de son reversement doit être fondée, il ne précise pas la pondération de ces critères de reversement ni les caractéristiques des données à retenir pour chacun d'entre eux. C'est l'objet de l'article 1er du projet de décret, qui réécrit l'article R. 4332-17 du code général des collectivités territoriales (CGCT) régissant jusqu'à présent la répartition du FPRR.

La répartition du FSR au titre de l'année 2022 – dont le montant, en application de l'article L.4332-9 du CGCT, se limite en 2022 à 9,8 M€ – a été calculée par les services de la DGCL sur la base des données et des pondérations contenues dans le projet de décret. Les résultats provisoires en ont été transmis à l'association Régions de France afin qu'elle puisse formuler d'éventuelles observations.

Le montant prélevé et reversé au titre du FSR est déterminé par l'article L.4332-9 du CGCT : en 2022, il est égal à 0,1 % du montant de TVA attribué aux régions en 2021 ; les années suivantes, ce montant sera augmenté, le cas échéant, de 1,5 % de la dynamique de cette fraction de TVA. Sous l'hypothèse d'une hausse de 5 % du produit de la TVA en 2022 et de 2 % les années suivantes, il est possible d'estimer la trajectoire du fonds à 30 M€ en 2027 (soit 16 % du montant redistribué par l'ancien FPRR en 2020).

L'article 2 du projet de décret se borne à tirer les conséquences de modifications législatives introduites par la loi dite « 3DS » du 21 février 2022 sur la composition du comité des finances locales, en prévoyant une coordination avec cette loi des dispositions réglementaires relatives à l'élection du collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale. Cet article n'a pas d'impact financier sur les collectivités locales.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

IV. ÉVALUATION QUANTITATIVE DES IMPACTS

Impacts financiers globaux
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans (ou 5 ans si le projet de texte l'exige)

	Entreprises	Particuliers / Associations	Collectivités territoriales et établissements publics locaux	État et établissements publics nationaux	Services déconcentrés de l'État	**Total**
Coûts			15,7			15,7
Gains			15,7			15,7
Impact net			**0**			**0**

Répartition dans le temps des impacts financiers globaux
à compter de la date de publication prévisionnelle

	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 *(si nécessaire)*	Année 5 *(si nécessaire)*
Coûts	9,8	17,1	20,2		
Gains	9,8	17,1	20,2		
Impact net	**0**	**0**	0		

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les entreprises ☒

Cartographie et nombre des entreprises concernées

	TPE	PME	ETI	Grandes entreprises	**Total**
Nombre total d'entreprises					

Détails des impacts sur les entreprises
Moyenne annuelle calculée sur 3 ans

	Investissement	Fonctionnement	**Total**	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Les dispositions envisagées ne s'appliquent pas aux collectivités territoriales ☐

Cartographie et nombre des collectivités concernées				
	Bloc communal	Départements	Régions	Établissements publics locaux (EPL)
Précisez le nombre *(voire « toutes » / « tous »)*	0	0	Toutes	Tous
si nécessaire, précisez le périmètre/la typologie/la nature concerné(e) *(notamment pour les EPL)*				EPCI à fiscalité propre
Nombre total			**Toutes**	

Répartition des impacts entre collectivités territoriales Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Bloc communal	Départements	Régions	**Total**
Coûts			15,7	15,7
Gains			15,7	15,7
Impact net			**0**	**0**

Détails des impacts sur les collectivités territoriales Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	**Total**	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les collectivités territoriales à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 *(si nécessaire)*	Année 5 *(si nécessaire)*
Coûts	9,8	17,1	20,2		
Gains	9,8	17,1	20,2		
Impact net	**0**	**0**	**0**		

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les particuliers ou les associations ☒

Détails des impacts sur les particuliers / associations Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	**Total**	Nombre personnes concernées
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les particuliers / associations à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 *(si nécessaire)*	Année 5 *(si nécessaire)*
Coûts					
Gains					
Impact net					

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur les administrations de l'État et assimilées ☒

Détail des impacts sur les administrations de l'État (et autres organismes assimilés) Moyenne annuelle calculée sur 3 ans				
	Investissement	Fonctionnement	**Total**	Nombre ETP concernés
Coûts				
Gains				
Impact net				

Répartition dans le temps des impacts financiers sur les administrations de l'État (et autres organismes assimilés) à compter de la date de publication prévisionnelle					
	Année 1 N+1	Année 2 N+2	Année 3 N+3	Année 4 *(si nécessaire)*	Année 5 *(si nécessaire)*
Coûts					
Gains					
Impact net					

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

V. ÉVALUATION QUALITATIVE DES IMPACTS

	Description des impacts		
Entreprises	Impacts attendus sur les entreprises, notamment les artisans, TPE et PME		
	Impacts attendus sur la production, la compétitivité et l'innovation		
	Impacts sur les clients ou usagers des entreprises		
Particuliers / Associations	Impacts attendus sur la société		
	Impacts attendus sur les particuliers		
Collectivités territoriales	Impacts attendus sur les collectivités territoriales, notamment les plus petites collectivités		Péréquation des ressources fiscales des régions à hauteur de 5 % en 2022 (16% en 2027) des sommes redistribuées en 2020 par l'ancien FPRR. Suppression du nombre précis de sièges attribués à chaque catégorie d'EPCI au comité des finances locales.
	Impacts attendus sur les usagers des services publics		
État	Impacts attendus sur les services d'administration centrale *(voir ci-après pour services déconcentrés)*		

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

	Impacts attendus sur d'autres organismes administratifs		

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

VI. ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur l'organisation ou les missions des services déconcentrés de l'État

Description des objectifs poursuivis par le projet de texte sur les services déconcentrés de l'État

Le texte n'a pas pour objet direct de modifier l'organisation des services déconcentrés de l'Etat, même si ceux-ci sont le plus souvent les interlocuteurs de proximité des collectivités concernées par les dispositions du présent décret et sont sollicités pour l'organisation des élections des membres du comité des finances locales.

Portée interministérielle du texte :	☐ oui	☒ non
Nouvelles missions :	☐ oui	☒ non
Évolution des compétences existantes :	☐ oui	☒ non
Évolution des techniques et des outils :	☐ oui	☒ non

Types et nombre de structures déconcentrées de l'État concernées

Structures	Types	Nombre
Directions interrégionales		
Services régionaux	Préfectures de région/DRFiP	Toutes
Services départementaux	Préfectures de département/DDFiP	Toutes

Moyens / contraintes des services déconcentrés de l'État

Impacts quantitatifs			
Coût ETPT moyen			
Gain ETPT moyen			
Moyens humains supplémentaires ou redéploiement			
Coût financier moyen			
Gain financier moyen			
Dotations supplémentaires ou redéploiement			

Impacts qualitatifs	
Définition de l'indicateur de suivi Préciser l'indicateur	
Structures ou outils de pilotage Décrire	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Formations ou informations Décrire	
Mesure de la qualité de service Décrire	

Appréciation sur l'adéquation objectifs / moyens / contraintes des services déconcentrés de l'État

Le texte n'a pas d'impact direct sur l'organisation des services déconcentrés de l'Etat, même si ceux-ci sont le plus souvent les interlocuteurs de proximité des collectivités concernées par les dispositions du présent décret.

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

VII. ÉVALUATION DES IMPACTS SUR LES JEUNES

Les dispositions envisagées n'ont pas d'impact sur la jeunesse ☒

Dispositif envisagé par le(s) projet(s) de texte	Nombre de jeunes concernés	Public cible (étudiants, jeunes actifs, ...)	Age des jeunes concernés

Dispositifs contenant des bornes d'âges

Le projet de texte comporte-t-il des limitations suivant l'âge ? ☐ oui ☐ non

Les limitations envisagées sont-elles justifiées ?

Des mesures compensatoires sont-elles envisagées ?

Dispositifs spécifiques aux jeunes

Le projet de texte apporte-t-il des réponses spécifiques aux thématiques de la jeunesse ?	☐ oui	☐ non
Les jeunes sont-ils sous-représentés dans le public concerné par le projet de texte ?	☐ oui	☐ non
Si oui, faut-il prévoir des mécanismes compensateurs ?	☐ oui	☐ non
La situation des jeunes sera-t-elle différente après l'entrée en vigueur de ce projet de texte ?	☐ oui	☐ non

Quels sont les dispositifs spécifiques envisagés ?

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

Liste des impacts sur les jeunes	
Impacts économiques sur les jeunes *Décrire*	
Impacts administratifs sur les jeunes *Décrire*	
Autres impacts sur les jeunes *Décrire*	

Dimension prospective et intergénérationnelle

Quel est l'impact à long terme des mesures envisagées pour les jeunes d'aujourd'hui ?

Quel est l'impact des mesures envisagées pour les jeunes de demain ?

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

VIII. NÉCESSITÉ ET PROPORTIONNALITÉ

Nécessité	
Marge de manœuvre laissée par la norme supérieure Justifier le choix effectué	Les dispositions du présent décret tirent les conséquences de textes législatifs (LFI pour 2022 et loi « 3DS »).
Alternatives à la réglementation Préciser les autres dispositifs	
Comparaison internationale Décrire les mesures équivalentes adoptées	

Proportionnalité	
Mesures d'adaptation prévues pour certains publics Préciser les mesures	
Mesures réglementaires ou individuelles d'application Préciser les mesures	
Adaptation dans le temps Justifier la date d'entrée en vigueur	S'agissant de mesures d'application, elles ont vocation à entrer en vigueur le lendemain de la publication du décret.

Mesures d'accompagnement	
Expérimentation Préciser la date et la nature de l'expérimentation	
Information des destinataires Préciser la nature de support	Plusieurs notes d'information (par dotations et fonds, et pour l'élection des membres du CFL) sont envoyées aux préfectures et mises en ligne.
Accompagnement des administrations Préciser la nature de l'accompagnement	Plusieurs notes d'information (par dotations et fonds, et pour l'élection des membres du CFL) sont envoyées aux préfectures et mises en ligne.
Obligations déclaratives Préciser la nature des obligations	
Évaluation ex-post Préciser l'échéance	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

IX. TABLEAU COMPARATIF

Dispositions en vigueur	Dispositions envisagées	Simplifications ou obligations nouvelles
Article R. 4332-17 du CGCT Les ressources réparties au VI de l'article L. 4332-9 le sont après prélèvement d'un montant correspondant aux régularisations effectuées l'année précédente.	**Article R. 4332-17 du CGCT** I. - Les sommes prélevées en application du II de l'article L. 4332-9 sont réparties entre les collectivités éligibles mentionnées au III du même article en fonction de leur population pondérée par un indice synthétique de ressources et de charges. Cet indice, qui ne peut excéder 3,5, est composé pour chaque collectivité éligible : 1° A hauteur de 55 %, du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article et le revenu par habitant de la collectivité ; 2° A hauteur de 40 %, du rapport entre la proportion de personnes âgées de quinze à dix-huit ans domiciliées dans les communes de la collectivité dans la population totale de la collectivité et cette même proportion constatée dans l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article ; 3° A hauteur de 5 %, du rapport, qui ne peut excéder 3, entre la densité de population de la collectivité et la densité de population constatée pour l'ensemble des collectivités mentionnées au I du même article. II. - Pour l'application de l'article L. 4332-9 : 1° La population prise en compte est la population municipale de la région, telle qu'elle résulte du recensement de la population légale authentifiée par décret. Pour le Département de	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

	Mayotte, la population prise en compte est celle définie au premier alinéa de l'article L. 3334-2 ; 2° Le revenu pris en considération est le dernier revenu imposable connu ; 3° La densité de population est celle qui résulte du rapport entre la population de la collectivité telle que définie au 1° du II du présent article et sa superficie.	
Article 2 du décret n° 2021-653 du 26 mai 2021 I. - Pour l'application du 5° de l'article L. 2334-23-2, du c du 1° de l'article L. 3334-10 et du 4° du IV de l'article L. 3335-1 du code général des collectivités territoriales, le nombre d'enfants de trois ans à seize ans, le nombre d'enfants de onze à quinze ans et le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans pris en compte pour les collectivités de Mayotte sont ceux établis par l'Institut national de la statistique et des études économiques au titre du recensement de population de 2017, multipliés par le taux d'évolution mentionné au IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. II. - Pour l'application du second alinéa du I de l'article L. 2334-23-1, du b du 1° de l'article L. 2334-33, du premier alinéa de l'article L. 2334-41, du I de l'article L. 2336-4, de l'article R. 2336-7, du a et du b du 2° de l'article R. 2563-6 du même code, la population prise en compte pour les collectivités de Mayotte est celle prévue au premier alinéa du IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. III. - Pour l'application de la dernière phrase du 2°, de la dernière phrase du 3° et de la seconde phrase du 4° du IV de l'article L. 3335-1 ainsi que des articles R. 3334-3, R. 3443-1-1 et R. 3443-2 du même code, la population prise en compte pour le Département	**Article 2 du décret n° 2021-653 du 26 mai 2021** I. - Pour l'application du 5° de l'article L. 2334-23-2, du c du 1° de l'article L. 3334-10, du 4° du IV de l'article L. 3335-1 et du III de l'article L. 4332-9 du code général des collectivités territoriales, le nombre d'enfants de trois ans à seize ans, le nombre d'enfants de onze à quinze ans, le nombre de personnes âgées de plus de soixante-quinze ans et le nombre de personnes âgées de quinze à dix-huit ans pris en compte pour les collectivités de Mayotte sont ceux établis par l'Institut national de la statistique et des études économiques au titre du recensement de population de 2017, multipliés par le taux d'évolution mentionné au IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. II. - Pour l'application du second alinéa du I de l'article L. 2334-23-1, du b du 1° de l'article L. 2334-33, du premier alinéa de l'article L. 2334-41, du I de l'article L. 2336-4, de l'article R. 2336-7, du a et du b du 2° de l'article R. 2563-6 du même code, la population prise en compte pour les collectivités de Mayotte est celle prévue au premier alinéa du IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. III. - Pour l'application de la dernière phrase du 2°, de la dernière phrase du 3° et de la seconde phrase du 4°	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

de Mayotte est celle prévue au deuxième alinéa du IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. IV. - Les dispositions des I à III sont applicables pour cinq exercices à compter de 2021 ou, le cas échéant, à compter du premier exercice pour lequel la population retenue pour les collectivités autres que celles situées à Mayotte, en vue de l'application de chacune des dispositions précitées, correspond à celle de l'année de référence 2018. L'estimation de la population municipale du Département de Mayotte prise en compte est celle relative à l'année de référence retenue pour l'application de chacune des dispositions précitées aux autres collectivités.	du IV des articles L. 3335-1 et L. 4332-9 ainsi que des articles R. 3334-3, R. 3443-1-1 et R. 3443-2 du même code, la population prise en compte pour le Département de Mayotte est celle prévue au deuxième alinéa du IV de l'article 252 de la loi du 29 décembre 2020 susvisée. IV. - Les dispositions des I à III sont applicables pour cinq exercices à compter de 2021 ou, le cas échéant, à compter du premier exercice pour lequel la population retenue pour les collectivités autres que celles situées à Mayotte, en vue de l'application de chacune des dispositions précitées, correspond à celle de l'année de référence 2018. L'estimation de la population municipale du Département de Mayotte prise en compte est celle relative à l'année de référence retenue pour l'application de chacune des dispositions précitées aux autres collectivités.	
Article R. 1211-4 du CGCT Les représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au scrutin majoritaire de liste à un tour, avec dépôt de listes complètes, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La liste doit comprendre : a) Un président de communauté urbaine ou de métropole ; b) Deux présidents de communautés de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;	**Article R. 1211-4 du CGCT** Les représentants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont élus par le collège des présidents d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au scrutin majoritaire de liste à un tour, avec dépôt de listes complètes, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. La liste doit comprendre : a) Au moins un président de communauté urbaine ou de métropole ; b) Au moins un président de communauté de communes ayant opté pour le régime fiscal de l'article	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220277-DE

c) Deux présidents de communautés de communes n'ayant pas opté pour ce régime fiscal ; d) Deux présidents de communautés d'agglomération.	1609 nonies C du code général des impôts ; c) Au moins un président de communauté de communes n'ayant pas opté pour ce régime fiscal ; d) Au moins un président de communauté d'agglomération.	

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220278-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0278

Relative à l'augmentation de la participation du conseil départemental pour la subvention d'équilibre du STM

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation du Président du Conseil départemental et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME, Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 nommant Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL-AP2022_080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 ;
Vu la délibération n°DL_AP2022_0081 relative à la participation du conseil départemental à la subvention d'équilibre du STM ;
Vu l'article 107 de la NOTRe du 07 Août 2015 ;
Vu le rapport n°2022-01577 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission des finances et des affaires Européennes du 16 novembre 2022,

Envoyé en préfecture le 25/11/2022
Reçu en préfecture le 25/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220278-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : d'augmenter la subvention d'équilibre du Service de Transport Maritimes de **500 000 euros** (cinq cent mille euros) ;

Article 2 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220279-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 19
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0279

Relative à la modification de la délibération n°CP2022_0227 du 11 août 2022 relative à la venue à Mayotte de deux (2) représentants du Ministère de l'Information, de la Culture des Arts et des Sports de la République de la Tanzanie, dans le cadre d'une mission d'expertise et d'échanges et en vue de la préparation du déplacement du Président conseil départemental de Mayotte en Tanzanie pour la signature des conventions cadres et thématiques

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 1524-1);
Vu la délibération N° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220279-DE

Vu la délibération n°DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative au budget primitif 2022 du Département de Mayotte ;
Vu la délibération N°2018.00212 du 25 octobre 2018 relative à la politique du livre et de la lecture du département de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-01585 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission sports, culture et jeunesse en date du 21 novembre 2022.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider la prise en charge financière de la venue à Mayotte de deux (2) représentants du Ministère de l'Information, de la Culture des Arts et des Sports de la république de la Tanzanie (frais liés aux transports aérien et terrestre, visas, hôtel, per diem, et accessoires), dans le cadre d'une mission d'expertise, d'échanges et de la préparation du déplacement du Président du conseil départemental de Mayotte en Tanzanie ;

Article 2 : d'imputer les dépenses d'un montant de **4800,00 euros** sur le budget du Département de Mayotte ;

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220279-DE

Envoyé en préfecture le 23/08/2022
Reçu en préfecture le 23/08/2022
Affiché le
ID : 976-229850003-20220811-DL1108220227-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du jeudi 11 août 2022

Membres en exercice : 24
Présents : 21
Procuration(s) : 0
Absent(s) : 3
Nombres de votants : 21
Votes pour : 21
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : jeudi 28 juillet 2022

DELIBERATION N°DL_CP2022_0227

Relative à la venue à Mayotte de deux (2) représentants du Ministère de l'Information, de la Culture des Arts et des Sports de la République de Tanzanie, dans le cadre d'une mission d'expertise et d'échanges mais aussi, en vue de la préparation du déplacement du Président du Conseil départemental de Mayotte en Tanzanie pour la signature des conventions cadres et thématiques

L'an deux mille vingt deux, le onze août, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte

Cette séance s'est tenue à la salle de cinéma ALPA JOE à Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Madame Rossette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux absents :
Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Hélène POLLOZEC

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil départemental données à sa commission permanente ;
Vu la délibération DL_AP2022_0080 du 12 avril 2022 relative à l'adoption du Budget Primitif 2022 du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le rapport n°2022-01459 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220279-DE

Affiché le
ID : 976-229850003-20220811-DL1108220227-DE

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,
Le Conseil Départemental,

DÉCIDE

Article 1 : de valider la prise en charge financière de la venue à Mayotte de deux (2) représentants du Ministère de l'Information, de la Culture des Arts et des Sports de la République deTanzanie (frais liés aux transports aérien et terrestre, visas, hôtel, per diem, et accessoires), dans le cadre d'une mission d'expertise, d'échanges et de la préparation du déplacement du Président du Conseil départemental de Mayotte en Tanzanie courant octobre 2022 ;

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes, d'un montant total de **4 800 euros,** sur le budget du département ;

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les aces nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220280-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 5
Nombres de votants : 21
Votes pour : 17
Vote(s) contre : 3
Abstention(s) : 1
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0280

Modifiant la délibération n°DL-AP2021-0239-B relative à la désignation des représentants du conseil départemental au sein du Conseil d'administration de la SPL976

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux déportés :
Monsieur Salime MDERE, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L 1524-1) ;
Vu la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
Vu la délibération n° 2021-0239 du 03 septembre 2021 relative à la désignation des représentants du conseil départemental au sein du conseil d'administration de la SPL976 ;
Vu la délibération n°2021-0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de président du conseil départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220280-DE

Vu le rapport n°2022-01557 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission administration général, transports et transition écologique eu 21 novembre 2022.

Considérant que le rôle de P.D.G. (cumul des fonctions de président et de directeur général) implique des responsabilités et engage la société dans tous les actes signés (au-delà même de son objet social) ;

Considérant que l'article L.1524-5 dispose que les représentants de la collectivité peuvent percevoir une rémunération ou des avantages particuliers à condition d'y être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés ;

Considérant que cette délibération fixe le montant maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus ainsi que la nature des fonctions qui les justifient.

Après en avoir délibéré, par

17 voix Pour
3 voix Contre :
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, , Monsieur Daniel ZAIDANI

1 Abstention Madame Laini ABDALLAH BOINA

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : D'autoriser les mandataires du conseil départemental au sein de la SPL976 à se prononcer sur la dissociation ou le cumul des fonctions de président et de directeur général ;

Article 2 : D'autoriser Monsieur Saindou ATTOUMANI à cumuler les mandats de président du conseil d'administration et de directeur général ;

Article 3 : D'autoriser au président à percevoir une rémunération pour ses fonctions de président directeur général de la société publique locale 976 ;

Article 4 : D'autoriser, en application des dispositions réglementaires (lesquelles fixent le montant maximal à percevoir à 1,5 x indemnité brute réglementaires), un montant maximal annuel de **26 310,24 euros** pour la fonction de Président de la SPL976 ;

Article 5 : D'autoriser un plafond maximum de rémunération annuelle que peut percevoir Monsieur Saindou ATTOUMANI, sur la fonction de Directeur Général (fonction cumulée avec celle de président), **à 56 628,00 euros** bruts ;

Article 6 : De lui attribuer un véhicule de fonction et de service au titre de ses responsabilités en tant que Président Directeur Général de la SPL976 ;

-**Article 7** : D'inviter le Conseil d'Administration de la SPL976 à délibérer lors de sa prochaine réunion, sur les points suivants :

* la nomination du Président Directeur Général,
* les avantages en nature,

* **les conditions de remboursement des frais professionnels** engagés et des missions hors de Mayotte : dans les mêmes conditions que les Conseillers départementaux (transports, frais d'hébergement et de restauration par unité en Métropole et en Outremer dans la limite de **200 euros**, journalier, sur présentation de justificatifs et aux frais réels).

Article 8 : De demander au titre du contrôle analogue de soumettre à l'assemblée du conseil départemental chaque année avant le 31 décembre, la production d'un rapport écrit portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées ainsi qu'un bilan financier de la SPL976.

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220280-DE

Article 9 : De demander la production et la communication à l'assemblée du conseil départemental d'un compte rendu et bilan des missions menées au titre de l'exercice de la fonction de PDG chaque année avant le 31 décembre 2022 ;

Article 10 : De demander que Monsieur Salime MDERE et Monsieur Elanrif HASSANI respectivement Conseiller départemental du canton de Bouéni et Conseiller départemental du canton de Mamoudzou I soient membres du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la SPL976 ;

Article 11: Indique que cette délibération sera notifiée à la SPL976 ;

Article 12 : En application des dispositions de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication, son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental



Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220280-DE

Envoyé en préfecture le 10/09/2021
Reçu en préfecture le 10/09/2021
Affiché le
ID : 976-229850003-20210903-DL0309210239B-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du vendredi 03 septembre 2021

Membres en exercice : 26
Présents : 22
Procuration(s) : 2
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : vendredi 20 août 2021

DELIBERATION N°DL_AP2021_0239 - B

Relative à la désignation de représentants du Conseil départemental au sein du Conseil d'administration SPL976

L'an deux mille vingt et un, le trois septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à la salle des délibérations de la Mairie de Mamoudzou.

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Tahamida IBRAHIM, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Mansour KAMARDINE, Madame Nadjima SAID, Madame Rossette VITTA, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Helene POLLOZEC, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseiller départemental représenté :
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA,

Conseillers départementaux absents:
Madame Soihirat EL HADAD, Monsieur Daniel ZAIDANI

Secrétaire de séance désignée :
Madame Helene POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.3123-19 ;
Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu la loi organique n°2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;
Vu le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des collectivités territoriales (annexe I) ;
Vu la délibération n°2021.0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu le rapport n°2021-00929 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu les statuts de la SPL 976
Vu l'avis de la Commission administration générale, Transport et Transition écologique du lundi 30 août 2021 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220280-DE
ID : 976-229850003-20210903-DL0309210239B-DE

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de confirmer les membres suivants, représentants du Conseil départemental pour siéger au sein du bureau du conseil d'administration de la SPL976 :

- M. Saindou ATTOUMANI
- M. El Anrif HASSANI
- M. Salime MDERE

Article 2 : de prendre acte que l'article 19 du statut de la SPL976 dispose :

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Le président du Conseil d'Administration doit être une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, agissant par l'intermédiaire de son représentant ; **celui-ci doit être autorisé à occuper cette fonction conformément à la réglementation en vigueur.**
Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Conformément à ces dispositions, Monsieur Saindou ATTOUMANI est :

- désigné délégué à l'assemblée générale des actionnaires (AGA)

- autorisé à candidater au poste de Président du Conseil d'Administration (CA) de la SPL 976.

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication, son affichage et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Assemblée Plénière du mardi 22 novembre 2022

Membres en exercice : 26
Présents : 16
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 5
Nombres de votants : 21
Votes pour : 17
Vote(s) contre : 4
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : mercredi 9 novembre 2022

DELIBERATION N°DL_AP2022_0281

Relative à la conclusion d'un bail à construction sur des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou au profit du Rectorat de Mayotte dans le cadre du projet de construction du Collège d'Excellence Sportive de Cavani-Stade

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'Hémicycle Younoussa BAMANA

Conseillers départementaux présents :
Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

Conseillers départementaux représentés :
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Elyassir MANROUFOU,
Madame Echati ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Monsieur Daniel ZAIDANI donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :
Monsieur Alain SARMENT, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux déportés :
Madame Rosette VITTA, Monsieur El Anrif HASSANI, Monsieur Abdoul KAMARDINE,

Secrétaire de séance désignée :
Madame Farianti MDALLAH

Le Président constate que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

Vu la délibération N°DL_AP2022_0080 du 12 avril relative au Budget Primitif 2022 du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'évaluation domaniale des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou en date du 13 octobre 2021 ;
Vu l'avis favorable concernant la vente desdites parcelles au profit du Rectorat de Mayotte rendu en Commission Patrimoine et Foncier du 06 octobre 2021 ;
Vu le rapport n°2022-001581 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la commission aménagement du territoire infrastructures et foncier du 17 novembre 2022.

Après en avoir délibéré, par

17 voix Pour
4 voix Contre :
Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Daniel ZAIDANI

Le Conseil Départemental,

DECIDE

Article 1 : de valider le bail à construction à signer au profit du Rectorat de Mayotte des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou dans le cadre du projet de construction du collège d'excellence sportive de Cavani Stade, pour un prix d'un (1) euro symbolique ;

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer tous les actes administratifs s'y rapportant et notamment les formalités auprès du notaire ;

Article 3 : d'imputer les dépenses afférentes aux budgets du Conseil départemental ;

Article 4 : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

FICHE D'EVALUATION D'UN BIEN OU D'UN ENSEMBLE DE BIENS IMMOBILIERS BATIS

I- INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

TYPE D'ORGANISME DEMANDEUR	CD
ORGANISME DEMANDEUR	CONSEIL DPTAL
NOM DU CONTACT	HAMIDOUNI Moustadrane
NUMERO DE TELEPHONE	639698023
ADRESSE DE MESSAGERIE	moustadirane.hamidouniben@cg976.fr

II- PRESENTATION SOMMAIRE DE LA DEMANDE

MOTIF SOMMAIRE DE LA DEMANDE ET DESCRIPTION DU PROJET ASSOCIE

Vente des parcelles BD 381 b (113 m²) Titre 4173 et BD 1340 a (10 669 m²) Titre 5151 sises à Cavani commune de Mamoudzou au profit du Rectorat de Mayotte dans le cadre du projet de construction du Collège d'Excellence Sportive de Cavani-Stade.

NOTE DOMAINE : Les surfaces évaluées sont une partie de chaque parcelle, soit :
- BD 381 : 113 m² sur 3 720m²
- BD 1340 : 10 669 m² sur 45 798 m²

AVIS RECTIFICATIF, annule et remplace l'avis en date du 13/10/2021.
Avis suite à saisine par mail de P. PREVOT en date du 4/11/2022.

DATE DE LA DEMANDE (au format : JJ/MM/AAAA)	04/11/2022
PRECISER LE NOMBRE DE PARCELLES CONCERNEES PAR LA DEMANDE (100 biens Max)	2

III- ELEMENTS D'EVALUATION ET VISA

REFERENCE DE LA DEMANDE	NB-CONSEIL DPTAL-1
VALEUR VENALE BRUTE	2 372 040 €
VALEUR VENALE BRUTE PONDEREE PAR LE TYPE DE CLASSEMENT EN U	2 609 244 €
MINORATIONS DE VALEUR SI SUPPORT DE VOIRIE OU GRANDE SUPERFICIE	-1 032 759 €
VALEUR TOTALE DES ABATTEMENTS PRIS EN COMPTE	-157 648 €
VALEUR VENALE NETTE APRES ABATTEMENTS	1 418 836 €

Date de visa de la fiche navette par le service demandeur	04/11/2022	Visa du demandeur	
Date d'avis du service local du Domaine (SLD)	07/11/2022	Visa du Domaine	
Avis favorable du SLD	OUI	NON	
Observation du SLD ou motif en cas d'avis défavorable	1418386€, arrondis à 1420 000€, avec une marge d'appréciation de 10 %. Durée de validité de l'avis : 12 mois.		

DRFIP MAYOTTE SERVICE LOCAL DU DOMAINE B.P. MAMOUDZOU

IV- RECENSEMENT DES ELEMENTS SOUMIS A EVALUATION

N° d'ordre	Commune	Section plan	N° de Parcelle	Surface en m²	Zone PLU	Détail PLU si U	Support de voirie	Accessibilité Parcelle	Aléas naturels	Déclivité de la parcelle
1	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	BD	381	113	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Faible	Aucune
2	MAMOUDZOU CENTRE & NORD	BD	1340	10 669	U	Ua	NON	Accès à la voirie	Faible	Aucune

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

Département :
Mayotte

Commune :
MAMOUDZOU

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait a été édité
par le centre des impôts foncier suivant :

CENTRE DES IMPOTS FONCIER
DIRECTION REGIONALE DES
FINANCES 97600
97600 MAYOTTE
tél. 0269618142 -fax
cdif.mamoudzou@dgfip.finances.gouv.fr

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

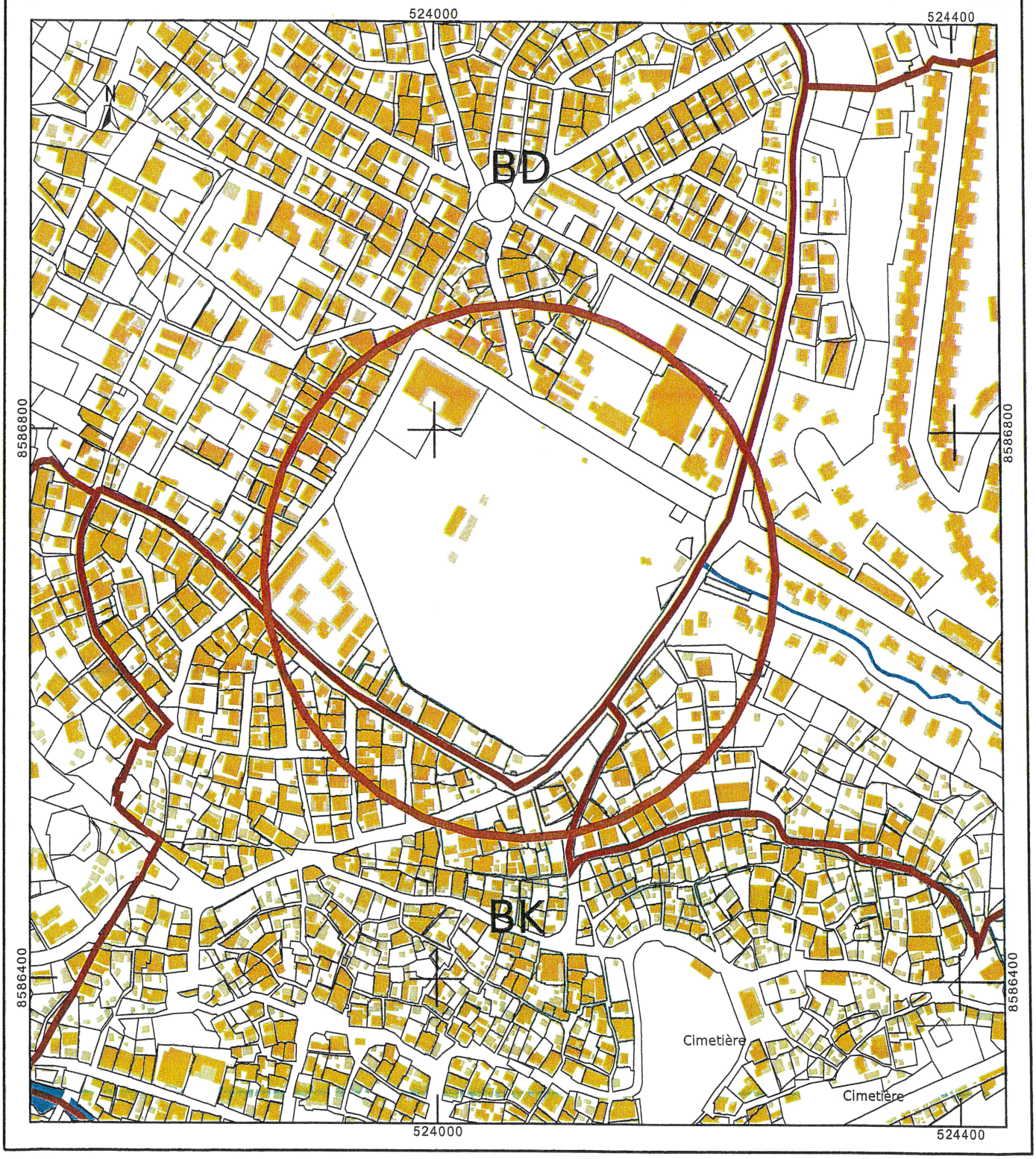
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/4000

Date d'édition : 05/10/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGM04
©2017 Ministère de l'Action et des
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

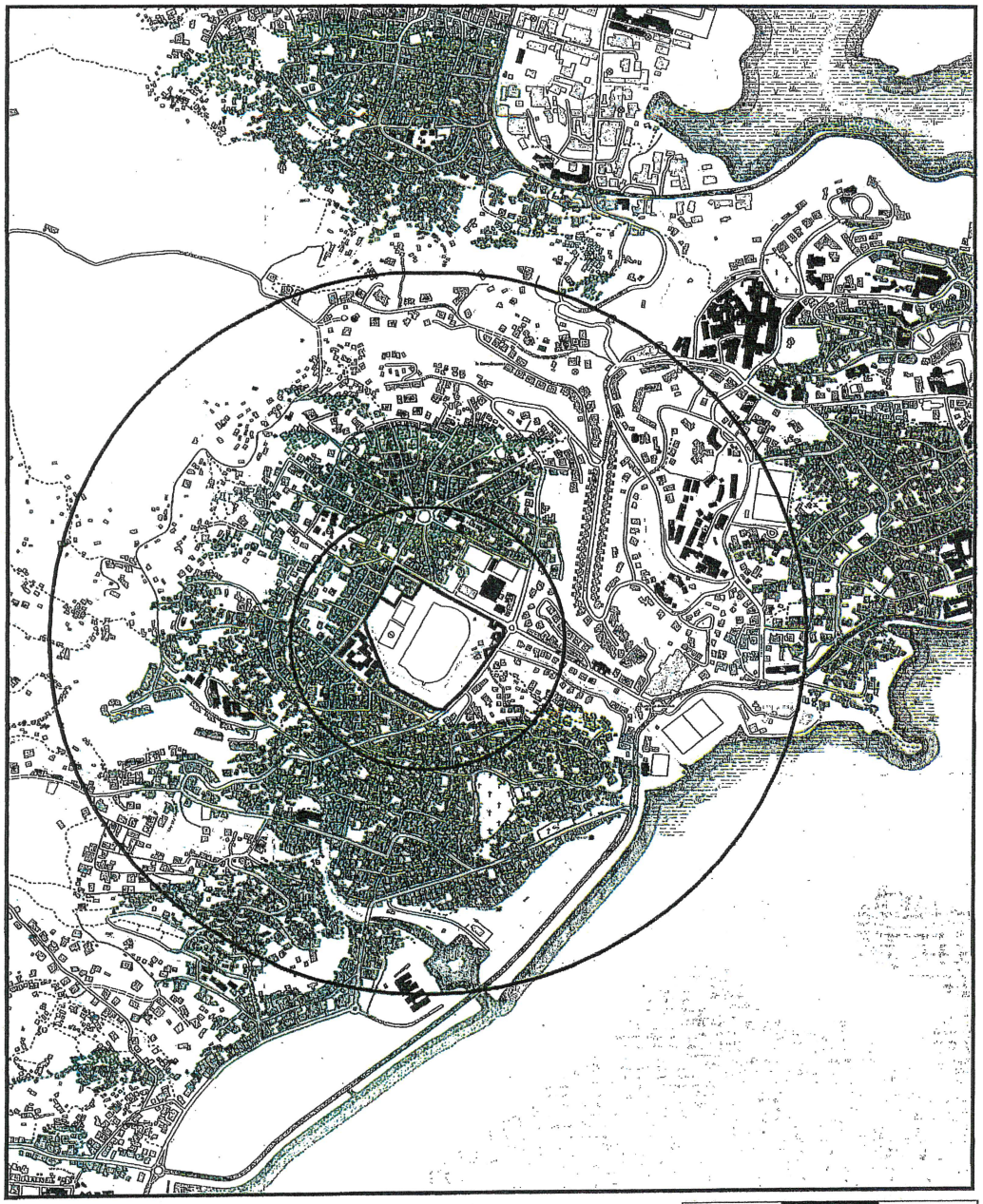
cadastre.gouv.fr



MAYOTTE TOPO

PLAN DE SITUATION

N



Commune : Mamoudzou (976)
Edité le : 15-03-2021 11:28 (UTC + 1)
Edité par : SARL MAYOTTE TOPO

Echelle : 1 / 10000
Projection : RGM04 UTM zone 38S

0 200 400 600m

DEPARTEMENT DE MAYOTTE

COMMUNE DE MAMOUDZOU

LIEUDIT-SECTION

PLAN DE DELIMITATION

Attention: ce plan n'est pas une preuve de propriété

Plan demandé par le Rectorat de Mayotte (projet de collège)

MAMOUDZOU BD 1340(a) issue du T.5151 - Contenance: 10669 m²
MAMOUDZOU BD 381(b) issue du T.4173 - Contenance: 113 m²

Contenance totale: 1 ha 07 a 82 ca

Echelle de l'original : 1 / 625

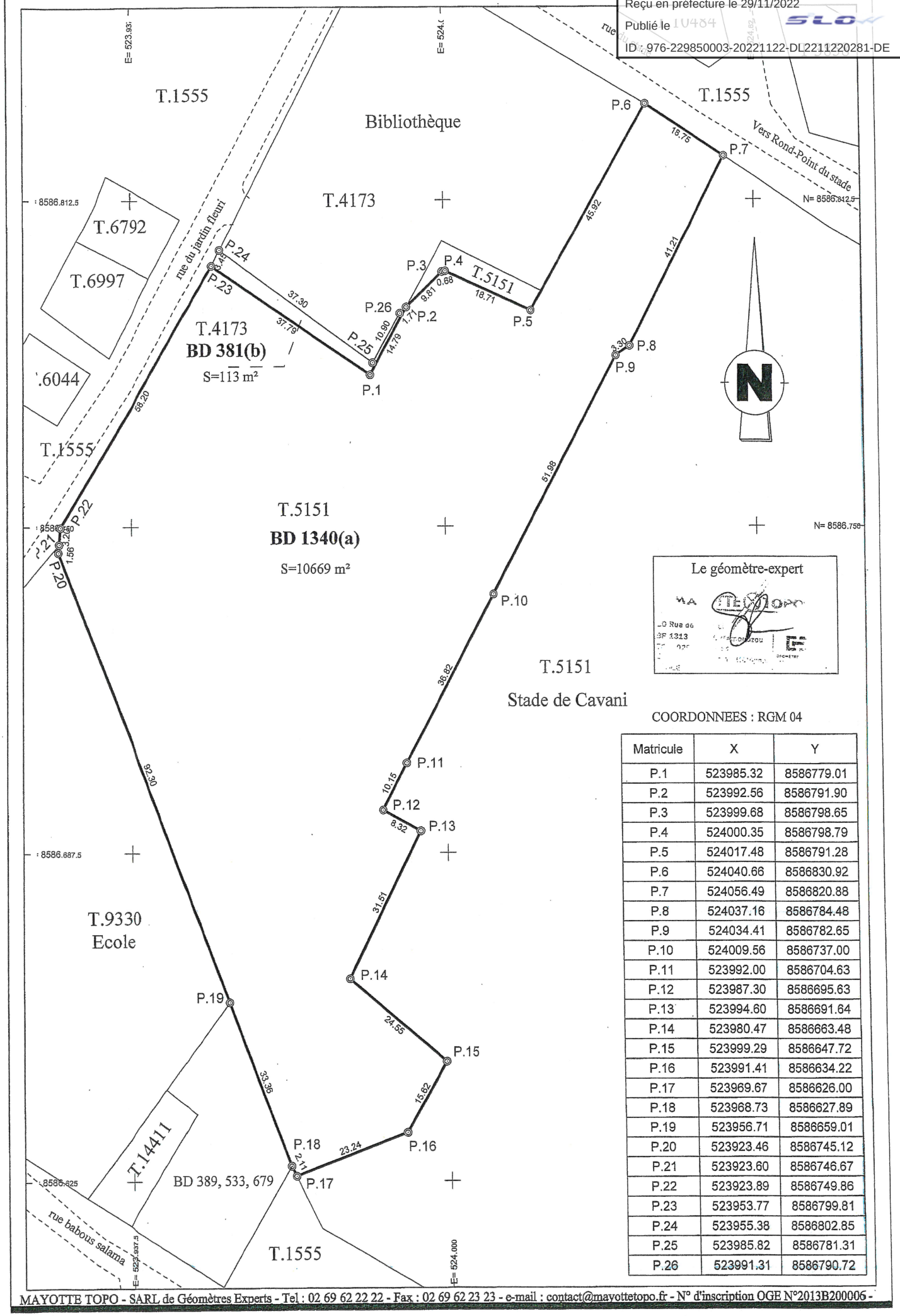
MAYOTTE TOPO
Rue de l'hôpital - BP 1313 97 600 MAMOUDZOU
Tel: 02 69 62 22 22 Fax: 02 69 62 23 23
e-mail: contact@mayottetopo.fr
N° d'inscription OGE N°2013B200006

GÉOMÈTRE-EXPER
CONSEILLER VALORISER GARANT

Mars 2021 | Ref: DA271

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

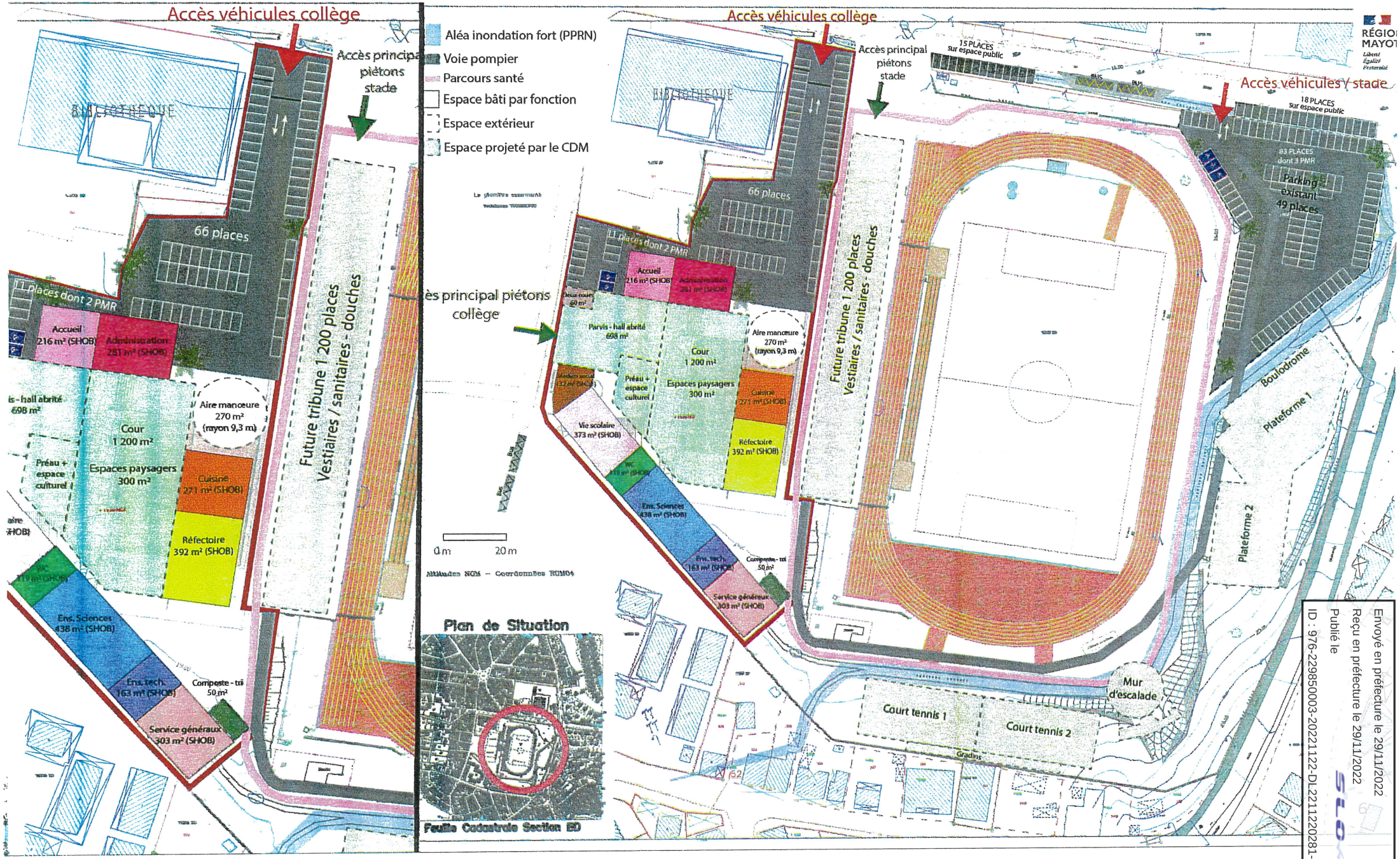
Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE



Le géomètre-expert

COORDONNEES : RGM 04

Matricule	X	Y
P.1	523985.32	8586779.01
P.2	523992.56	8586791.90
P.3	523999.68	8586798.65
P.4	524000.35	8586798.79
P.5	524017.48	8586791.28
P.6	524040.66	8586830.92
P.7	524056.49	8586820.88
P.8	524037.16	8586784.48
P.9	524034.41	8586782.65
P.10	524009.56	8586737.00
P.11	523992.00	8586704.63
P.12	523987.30	8586695.63
P.13	523994.60	8586691.64
P.14	523980.47	8586663.48
P.15	523999.29	8586647.72
P.16	523991.41	8586634.22
P.17	523969.67	8586626.00
P.18	523968.73	8586627.89
P.19	523956.71	8586659.01
P.20	523923.46	8586745.12
P.21	523923.60	8586746.67
P.22	523923.89	8586749.86
P.23	523953.77	8586799.81
P.24	523955.38	8586802.85
P.25	523985.82	8586781.31
P.26	523991.31	8586790.72



Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

Envoyé en préfecture le 29/11/2022
Reçu en préfecture le 29/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221122-DL2211220281-DE

Département :
Mayotte

Commune :
MAMOUDZOU

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait a été édité par le centre des impôts foncier suivant :

CENTRE DES IMPOTS FONCIER
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES 97600
97600 MAYOTTE
tél. 0269618142 -fax
cdif.mamoudzou@dgfip.finances.gouv.fr

Section : BD
Feuille : 000 BD 01

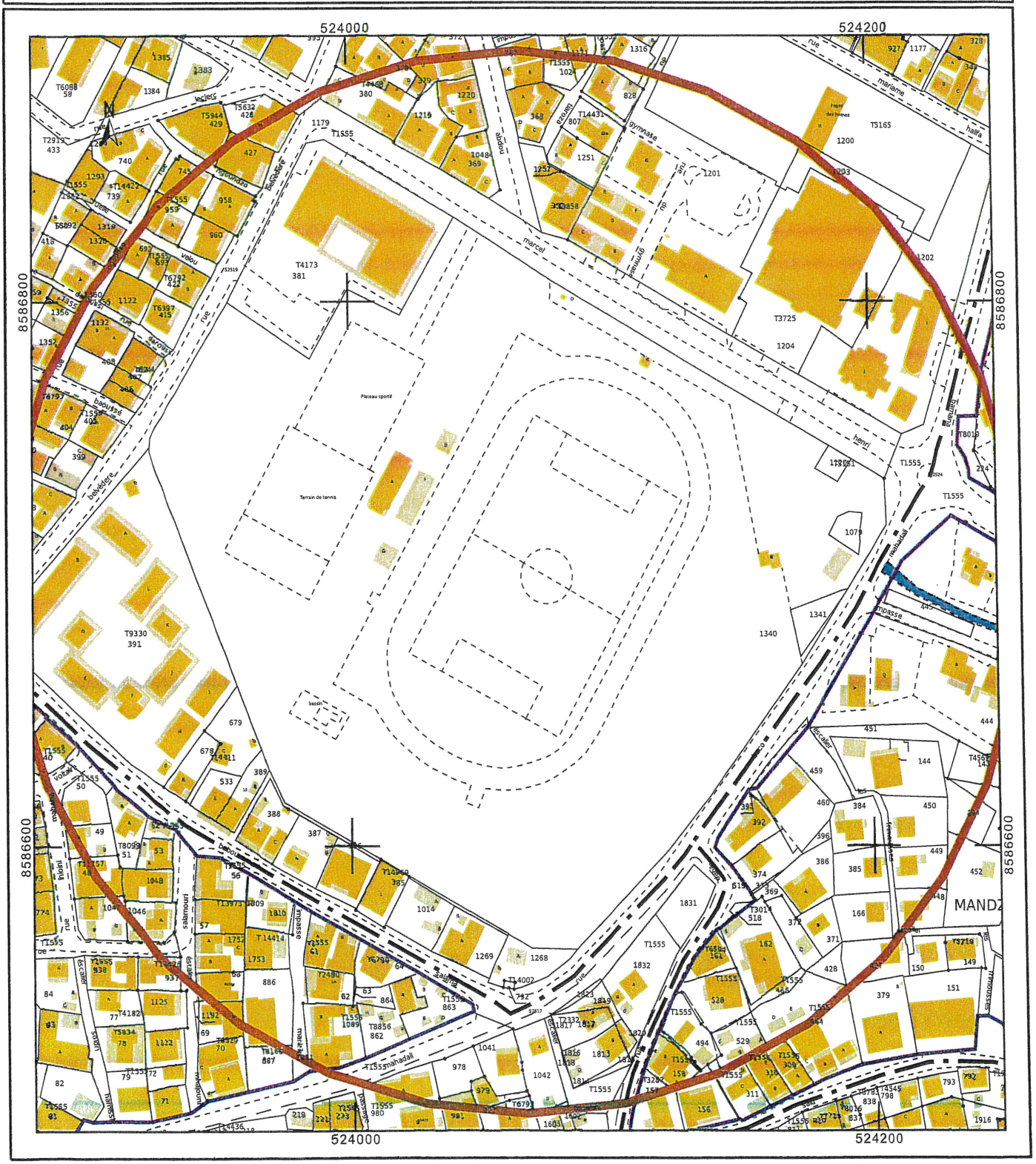
Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 05/10/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGM04
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Arrêtés

Envoyé en préfecture le 02/11/2022
Reçu en préfecture le 02/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221102-AR021122279-AR

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Arrêté n° 279 /MCGVI/CD/2022

Portant délégation de fonction et de signature à Madame Zamimou AHAMADI à la Présidence de la Commission de délégation de service public

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
8 boulevard Halidi Sélémani – BP 101
97645 MAMOUDZOU CEDEX
0269 66 10 00
www.cg976.fr

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 ;

Vu la délibération n°DL_AP2021_0197 du Conseil départemental de Mayotte en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental ;

Vu la délibération n°DL_AP2022_0265-B du Conseil Départemental de Mayotte en date du 17 octobre 2022 relative à la désignation des représentants du Conseil départemental au sein de la Commission de délégation de service public ;

ARRETE

ARTICLE 1 : **Madame Zamimou AHAMADI, Conseillère départementale du Canton de Dembéni**, est déléguée sous la surveillance et la responsabilité du Président du Conseil départemental de Mayotte, pour assurer la présidence de la Commission de Délégation de Service Public.

ARTICLE 2 : Madame Zamimou AHAMADI est déléguée à l'effet de signer tous les documents relatifs à sa délégation : convocation de la commission DSP, procès-verbaux de réunions, et tous les courriers y afférents.

ARTICLE 3 : En cas d'empêchement ou d'absence de Madame Zamimou AHAMADI, la présente délégation revient de droit au Président du Conseil départemental.

ARTICLE 4 : Monsieur le Président, Madame la Directrice générale des services sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

ARTICLE 5. – Le présent acte administratif peut être déféré devant le Tribunal administratif de Mayotte dans un délai de deux mois à compter de sa signature.

ARTICLE 6. - Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente délégation sont abrogées et remplacées par le présent arrêté qui est applicable à la date de sa signature par l'intéressée.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice Générale des Services et le Payeur départemental sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à Mamoudzou, le 02 NOV. 2022

Le Président du Conseil départemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

Certifié exécutoire conformément à l'article L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales.
Transmis au contrôle de légalité le : 02/11/2022
Signature de l'intéressée le : 17/11/2022
Publié au Recueil des actes administratifs le :
Affiché le :

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 23/11/2022
Reçu en préfecture le 23/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221123-AR231122280-AI

ARRETÉ N° 280 /MCGVI/CD/2022
PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE À MONSIEUR MAOULANA ANDJILANI, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT POUR ASSURER LES FONCTIONS DE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL, PAR REMPLACEMENT.

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Vu l'article L. 3221-3 du code général des collectivités territoriales autorisant le président à déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, à l'administration générale ;

Vu la délibération n° DL_AP 2021_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 01 juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental ;

Vu la délibération DL_AP2021_0202 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attribution du Conseil départemental données au Président ;

Vu la délibération n° DL_AP2021_0201du Conseil Départemental de Mayotte en date du 19 juillet 2021 relative à la délégation de fonction et signature donnée au Président pour la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté n°2891/DRHFI/FPT/CD/2022 en date du 04 août 2022, portant nomination par voie de détachement de Madame Christiane AYACHE, administratrice générale, sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services du Conseil départemental;

Vu le contrat de travail du 13 juillet 2018 portant recrutement de Monsieur Maoulana ANDJILANI, agent contractuel à durée indéterminé, sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général Adjoint en charge du Pôle Services à la Population;

Considérant l'absence de Madame Christiane AYACHE, directrice générale des services du Conseil départemental du 23 au 25 novembre 2022 inclus, pour mission en dehors du Département

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service,

ARRETE,

ARTICLE 1. –Monsieur Maoulana ANDJILANI, DGA en charge du Pôle Services à la Population est désigné pour assurer les fonctions de directeur général des services du Conseil départemental par remplacement, du 23 au 25 novembre 2022 inclus.

ARTICLE 2. – A cet effet, **délégation** de signature est donnée à **Monsieur Maoulana ANDJILANI**, à effet de signer, sous ma surveillance et sous ma responsabilité, tous actes et en toutes matières relevant des compétences de la collectivité, à l'exception des :

- Rapports soumis à l'examen de l'assemblée plénière ou de la commission permanente du Conseil départemental ainsi que les délibérations afférentes;
- Courriers aux ministres, institutions européennes, parlementaires, Préfet de Mayotte, Conseillers départementaux, Maires et Présidents des intercommunalités et des communautés d'agglomérations ;
- Réquisitions au Payeur départemental.

Cette délégation confère en outre délégation la qualité d'ordonnateur telle que définie par les lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3. – Le présent acte administratif peut être déféré devant le Tribunal administratif de Mayotte dans un délai de deux mois à compter de sa signature.

ARTICLE 4. - Toutes dispositions antérieures et contraires à la présente délégation sont abrogées et remplacées par le présent arrêté qui est applicable à la date de sa signature par l'intéressé.

ARTICLE 5. – La directrice générale des services et Monsieur le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Maoulana ANDJILANI et inséré au Recueil des Actes Administratifs du Département de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 23 NOV. 2022

Le Président du Conseil départemental

Certifié exécutoire conformément à l'article L. 3131-1 et L. 4141-1 du code général des collectivités territoriales.
Transmis au contrôle de légalité le :
Signature de l'intéressée le : 23/11/2022
Publié au Recueil des actes administratifs le :
Affiché le :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

Ben Issa OUSSENI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

Envoyé en préfecture le 28/11/2022
Reçu en préfecture le 28/11/2022
Publié le
ID : 976-229850003-20221128-AR281122281-AR

ARRETE N° 281 /MCGVI/CD/2022
Portant désignation de Mme Bibi CHANFI en qualité de Présidente déléguée et rapporteur de la Commission Finances et Affaires européennes

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 3221-3 ;
Vu la délibération n° DL_AP2021_0197 du Conseil Départemental de Mayotte en date du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental ;
Vu la délibération n° DL_AP2022_0262 en date du 17 octobre 2022 portant modification de la délibération n°2021-0210 du 19 juillet 2021 relative à la fixation des commissions thématiques du Conseil Départemental et à la désignation de ses membres ;
Vu le règlement intérieur du Conseil départemental de Mayotte, notamment son article3, adoptée lors de la séance plénière du 19 juillet 2021 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil départemental, président de droit de toutes les commissions thématiques, Madame Bibi CHANFI, Conseillère départementale du canton de OUANGANI est désignée en qualité de Présidente déléguée et rapporteur de la Commission Finances et Affaires européennes.

ARTICLE 2 : A ce titre, Madame Bibi CHANFI reçoit délégation pour signer tous les actes nécessaires à l'organisation et au suivi de cette commission, en cas d'absence ou d'empêchement du Président du Conseil départemental.

ARTICLE 3 : Toutes dispositions antérieures et contraires au présent arrêté sont abrogées.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est notifié à Madame Bibi CHANFI, et publié sur le site internet et au Recueil des Actes Administratifs du Département de Mayotte.

ARTICLE 5 : Madame La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mamoudzou, le 28 NOV. 2022

Notifié et signé le 28/11/2022
CHANFI Bibi

Le Président du Conseil Départemental
LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE
Ben Issa OUSSENI